

DIPLOMATIE

Nouvelles difficultés pour l'élection du Parlement européen

(Suite de la première page.)

Pour ne pas donner l'impression d'un recul — pourtant réel puisqu'on réduit la portée juridique de l'acte que l'on s'apprête à signer — le conseil des ministres approuverait un document annexé dans lequel il réaffirmerait la volonté unanime des Etats membres de consacrer les efforts nécessaires pour que l'élection puisse bien avoir lieu, comme prévu, en mai ou juin 1978.

Lors du Conseil européen de Rome, en décembre 1975, les Britanniques avaient exprimé une

réserve sur la possibilité pour eux de respecter l'échéance du printemps 1978. Depuis lors, la France, de même que les autres pays participants, avait donné l'impression de s'en accommoder, d'autant plus que M. Wilson, puis M. Callaghan, se voulant rassurants, affirmaient qu'ils étaient déterminés à hâter les débats devant le Parlement de Westminster.

L'attention de Paris, comme des autres capitales, se concentrait sur ce qui paraissait alors la principale difficulté : le nombre et la

répartition des sièges dans la future assemblée. Cette affaire étant résolue par le Conseil européen du 12 juillet, le gouvernement français entendit, quelques jours plus tard, avec inquiétude M. Callaghan expliquer devant la Chambre des communes que le Royaume-Uni se jouait libre de procéder ou de ne pas procéder à l'élection au printemps 1978. Il découvrit alors que l'article 128 du traité de Rome, sur lequel on s'appuyait pour demander à l'Assemblée nationale de voter les dispositions législatives permettant l'élection du Parlement européen au suffrage universel, imposait une procédure uniforme dans les Etats membres.

La prise de conscience tardive, à Paris, des obstacles interdisant de donner formellement satisfaction aux Anglais reflète la crainte de M. Giscard d'Estaing de voir une partie de sa majorité s'écarter aux communistes, et peut-être à quelques socialistes, pour faire échec au projet d'élection. Il reste que le tour de passe-passe auquel les ministres des affaires étrangères sont en train de se livrer pour surmonter la difficulté sera loin de tout résoudre et que l'Assemblée nationale, si elle le désire, continuera à disposer de multiples arguments pour rejeter l'acte juridique qui lui sera soumis.

Les Danois ont obtenu une dérogation

Les députés hostiles à l'opération pourront, en particulier, faire valoir — avec des chances sérieuses d'être suivis par le Conseil constitutionnel, si l'acte est soumis — que l'élection, telle qu'elle est prévue, ne se déroulerait d'aucune façon selon une procédure uniforme, comme le veut pourtant l'article 128 du traité de Rome. Pour s'en convaincre, il suffit de rappeler que les Danois ont obtenu eux aussi une dérogation (le gouvernement de Paris, considérant apparemment qu'aucun député danois n'aurait d'ailleurs d'intérêt à la défendre, on peut en être sûr) à la loi commune des lois qu'il ne s'agit pas d'un des grands Etats membres, semble la négiger. Copenhague pourra mandater dans une élection unique des députés qui siègeront à la fois au Parlement national et au Parlement européen, alors que dans les autres pays de la C.E.E. les élections nationales et européennes resteront distinctes.

PHILIPPE LEMAITRE.

Libres opinions

Une négociation décisive

par GASTON PALEWSKI (*)

On nous dit : « Assemblée européenne d'abord. Défense européenne ensuite. » Est-ce la meilleure méthode ? Peut-on espérer qu'une Assemblée européenne, saisie d'un plan d'enthousiasme, votera motion sur motion pour susciter l'existence d'une défense européenne autonome ?

J'en doute. Et cela est grave. En effet, dans cette Assemblée européenne, la France sera évidemment en minorité et je ne vois pas comment, dans le moment présent, elle pourra grouper autour d'elle les alliances nécessaires.

Il ne sert à rien de dissimuler les difficultés du problème. L'Allemagne est au contact direct des assaillants éventuels. Juridiquement elle ne peut constituer une force de dissuasion nucléaire. Elle s'accroche au parapluie nucléaire américain en espérant, malgré certaines apparences contraires, qu'il s'ouvrira dans le cas où elle serait attaquée.

D'autre part, alors que nous avons construit nous-mêmes notre force de dissuasion en retrouvant des secrets de fabrication grâce à l'effort magnifique de nos savants et de nos ingénieurs, l'Angleterre, elle, a eu communication des secrets de fabrication américains. Mais, en échange, elle a accepté le contrôle américain sur la mise en action de sa force nucléaire.

C'est donc avec les Etats-Unis que doit s'engager la négociation préalable à la constitution d'une défense européenne autonome. Ce sont les Etats-Unis qui doivent comprendre que notre similitude d'idéal, que notre aspiration commune à la liberté et à la dignité de la personne humaine constituent des gages suffisants quant à l'avenir.

Il ne doit pas y avoir de dissimulation des difficultés du problème. L'Allemagne est au contact direct des assaillants éventuels. Juridiquement elle ne peut constituer une force de dissuasion nucléaire. Elle s'accroche au parapluie nucléaire américain en espérant, malgré certaines apparences contraires, qu'il s'ouvrira dans le cas où elle serait attaquée.

D'autre part, alors que nous avons construit nous-mêmes notre force de dissuasion en retrouvant des secrets de fabrication grâce à l'effort magnifique de nos savants et de nos ingénieurs, l'Angleterre, elle, a eu communication des secrets de fabrication américains. Mais, en échange, elle a accepté le contrôle américain sur la mise en action de sa force nucléaire.

C'est donc avec les Etats-Unis que doit s'engager la négociation préalable à la constitution d'une défense européenne autonome. Ce sont les Etats-Unis qui doivent comprendre que notre similitude d'idéal, que notre aspiration commune à la liberté et à la dignité de la personne humaine constituent des gages suffisants quant à l'avenir.

Il ne doit pas y avoir de dissimulation des difficultés du problème. L'Allemagne est au contact direct des assaillants éventuels. Juridiquement elle ne peut constituer une force de dissuasion nucléaire. Elle s'accroche au parapluie nucléaire américain en espérant, malgré certaines apparences contraires, qu'il s'ouvrira dans le cas où elle serait attaquée.

* Membre de l'Institut.

L'Europe de la dissidence

(Suite de la première page.)

Pour J.-M. Benoist, l'Europe s'est trompée de route : elle a pris celle des choses contre les hommes, des chiffres contre les qualités singulières, de l'unité stérilisante contre la diversité. Tout son livre est une entreprise pour décongestionner, pour désenclaver le vieux continent, pour le rendre à ses différences, à la variété de ses cultures, à son « rire » — qui lui manque tant aujourd'hui.

Ce n'est pas en effet parce qu'elle est contenue dans les traités ou parce qu'elle fait ses comptes que l'Europe est réelle. L'« enlèvement d'Europe » par les technocrates est la plus fâcheuse affaire qui soit survenue à notre continent. Le matérialisme de la « Communauté » qu'on nous a forgée écroule Jean-Marie Benoist, de même que cette confusion d'Union européenne avec unification, voir uniformisation.

Contre cette Europe rabougrie, réduite à la dimension de son infrastructure économique, notre

auteur demande le « courage d'être autre », et d'être autre d'abord que les Américains. Les mots sont très durs pour ces Européens qui consomment sans esprit critique les produits d'un surplus américain intellectuel, l'« approche quantitative », le culte de l'opinion, celui de l'utile même dans le loisir et l'art, etc.

Pas plus que l'Europe binaire, où il y a d'un côté ceux qui ont « réussi » et de l'autre le pauvre vu dans notre société comme le païen ou le sauvage, Jean-Marie Benoist ne veut de cette France où règne aujourd'hui le sectarisme comme aux pires temps de notre histoire : la France, la Commune, les guerres de religion, tous ces vieux démons de haine civile dont le gaullisme, aux yeux de notre auteur, nous avait tout de même délivrés.

Le « défi européen » pour J.-M. Benoist c'est de dissiper la confusion entre le libéralisme économique, fondé sur la compétition et l'appât de puissance et le libéralisme politique hérité des pensées

pluralistes d'un Montesquieu et d'un Locke, de déjouer les desseins d'« enlèvement d'Europe » des « multinationales » libérales, des Etats sur les libertés et de l'appareil supranational.

« Livre d'espérance » aussi car l'auteur voudrait voir naître cette « Europe de la communication », face à ces concentrations voulues (Woodstock, qu'il n'hésite pas à comparer à Nuremberg) ou subies (les « goulags » de l'Est). Il voit notre vieux monde comme une Delphes moderne où serait exaltée la civilisation du livre, où serait entretenu un nouveau dialogue avec le tiers-monde pour qu'il ne devienne pas le champ clos de l'offense indirecte des deux super-puissances pour l'ordre à chasser « la peste culturelle et économique de l'industrialisation systématique et de la croissance globaliste et linéaire, vieux mirage d'un accident positiviste et las de lui-même ».

Jean-Marie Benoist est un philosophe, et pour cela des « sages » qui ont essayé de bâtir pierre à pierre l'édifice européen le traitent sans doute de rêveur. Il est vrai qu'avec un trop superbe dédain, il fait fi de l'Europe de l'économie. « Il faut un minimum de bien-être pour pratiquer le vertu », disait Saint-Thomé, et même si les considérations sur l'estomac ont moins de prix que celles qui touchent à l'esprit, on ne peut les écarter d'un revers de main. Mais parce qu'elle tourmentait à l'obsession, — ce qui fut le cas à mesure que le Marché commun avançait — il étoit fort soluble de faire passer un autre or.

Celui de J.-M. Benoist est vivifiant. Si vraiment l'Europe atteint enfin son âge « politique », un tel livre servira de point de repère. Il secoue les bonzes, les professionnels de la Communauté, des serres les mûchons de la bureaucratie, balade grâce aux effluves du « spiritisme » ce qu'il y a de trop « apollinien » à la construction des traités. Un ouvrage qui fait respirer non sur les cimes, mais au niveau de la jeunesse. Vieillesse précocement, l'Europe retrouvera-t-elle la ferveur perdue ?

PIERRE DROUIN.

* Parvenu pour une Europe déformée. Editions Hachette, 200 pages, 36 F.

Après les déclarations du chancelier Helmut Schmidt

Les mises au point se sont multipliées après les déclarations du chancelier Helmut Schmidt sur l'aide à l'Italie.

● A PARIS, le porte-parole de l'Elysée, M. Guyon-Beauchamp, a lu, lundi 19 juillet, la déclaration suivante : « Au cours des récentes rencontres des dirigeants occidentaux, la situation italienne a, bien entendu, été examinée. Les autorités françaises désapprouvent les déclarations extérieures concernant la situation politique interne des Etats participants, ainsi que le président de la République l'a indiqué à plusieurs reprises, et ne sauraient s'y associer. Pour ce qui est de l'aide, on estime que l'octroi d'une aide ne constitue jamais un droit automatique. Le gouvernement italien n'a pas tenu compte, jusqu'à présent, de l'aide. Si une demande d'aide

était formulée, la France l'examinerait en liaison avec les autres pays intéressés et se prononcerait en fonction de ses intérêts et de ceux de l'Europe. »

Dans les milieux compétents français, on rappelle diverses déclarations dans le même sens faites par M. Giscard d'Estaing, notamment pendant sa visite aux Etats-Unis. Ainsi, le 23 mai, au cours d'une émission télévisée, il disait : « Il existe un véritable problème, surtout pour le moment où l'Italie, mais mon opinion est qu'il n'est pas bon d'essayer d'intervenir dans les problèmes d'autres pays dont le gouvernement relève du processus démocratique, car c'est leur propre responsabilité. Ce que je considère comme normal, c'est d'expliquer ce que serait la réaction, au nom de leurs intérêts propres, de ces pays ou, par exemple, existerait une influence. »

Le fond est clairement exprimé dans une « mise au point » gouvernementale publiée lundi après-midi : « Le sens l'objectif de toutes les discussions des dernières semaines et des derniers mois qui ont concerné l'Italie, notre partenaire OTAN et de la Communauté européenne, étaient d'éclaircir, d'expliquer, d'expliquer la position de la France, d'une façon générale, c'est ce qu'il est la déclaration finale Porto-Rico. »

Il existe un large accord : la fait qu'une aide ne peut être organisée qu'à condition que le pays receveur lui-même entende des efforts économiques sérieux et énergiques. »

Parmi tous les participants à l'état et est aussi partiellement clair que de toutes solutions, vident, autant que possible, à prises en charge par les démocratiques (ce qui, à l'esprit du gouvernement, a mande exclut les communistes) »

Il ne s'agit pas d'absoluer la question d'une ténacité dans les affaires intérieures !

BONN : des propos confidentiels

● A BONN, notre correspondant Daniel Vernet écrit que le porte-parole du gouvernement fédéral, M. Grünewald, a déployé beaucoup d'efforts, le lundi 19 juillet, pour connaître les choses à leur place : d'abord — a-t-il dit — les propos du chancelier n'ont pas été correctement rapportés ; ensuite, ils étaient confidentiels ; enfin, la décision de ne pas aider l'Italie en cas de participation communiste au gouvernement n'a pas été prise à Porto-Rico. Le gouvernement

ouest-allemand s'est étonné du mécontentement manifesté à Rome et des commentaires gênés des autres capitales occidentales. « Il est surprenant », a déclaré M. Grünewald, que tant d'esprits, peut-être involontairement, donnant par leurs critiques l'impression que l'accord (des pays participants) une éventuelle aide à l'Italie) est remis en question. » Mais n'est-ce pas plutôt la forme que le fond des déclarations de M. Schmidt qui fait l'objet des critiques ? se deman-

LES RÉACTIONS DES MILIEUX POLITIQUES FRANÇAIS

LES DÉPUTÉS COMMUNISTES : la mise au point de l'Elysée n'est pas satisfaisante.

Le groupe communiste de l'Assemblée nationale a publié, lundi 19 juillet, une déclaration qui souligne notamment :

« La mise au point tardive du porte-parole de la présidence de la République, samedi, en aucun cas, satisfait l'opinion publique française. Elle atteste, en effet, que la situation italienne a bien été examinée à Porto-Rico. Elle garde le silence sur l'attitude de la participation active du président de la République à la décision prise à l'encontre de l'Italie. Elle laisse entendre la possibilité de sanction économique contre l'Italie par la Communauté européenne, comme ce fut le cas, l'an dernier, avec le Portugal. En définitive, la mise au point de l'Elysée confirme les déclarations du chancelier Helmut Schmidt. Elle ne désapprouve ce dernier que parce qu'il a rendu public la décision de Porto-Rico. Ainsi, le président de la République a pris une décision qui met en cause la politique de la France à l'égard d'un pays voisin ; c'est une violation des principes de la solidarité et des droits d'un peuple ami de la France. »

Le groupe demande l'adoption de la loi relative aux affaires étrangères, dans une lettre à M. Couve de Murville, président de cette commission. M. Louis Odru, député communiste de Seine-Saint-Denis explique : « Cette réunion est, à nos yeux, totalement inadmissible à la suite des déclarations du chancelier Helmut Schmidt sur la décision prise, avec l'accord de M. le président de la République à Porto-Rico, quant à la sanction économique contre l'Italie en cas de participation communiste au gouvernement. »

● M. GEORGES SARRÉ, membre du bureau exécutif du parti communiste, a affirmé, lundi 19 juillet, que « la brutale franchise d'Helmut Schmidt est un mauvais coup pour le président de la République française et les forces de droite en Europe. »

M. Sarré a estimé que « les

M. HENRY BOLLE EST NOMMÉ AMBASSADEUR DE FRANCE A KUALA-LUMPUR

Le Journal officiel du 19-20 juillet 1976 publie un décret nommant M. Henry Bolle comme ambassadeur de France à Kuala-Lumpur (Malaisie), en remplacement de M. François Simon de Quirielle.

M. Bolle est né le 14 septembre 1914. Agrégé de lettres, engagé dans les Forces françaises de l'intérieur en 1942, il est lieutenant à la fin de la guerre. Il occupe alors des fonctions à Mexico, puis dans l'administration centrale. En 1948 et 1949 il est chargé de mission au cabinet du ministre de la Défense nationale.

Il devient ensuite premier secrétaire à Athènes, conseiller diplomatique au haut commissariat en A.O.F., deuxième conseiller à Moscou (1953-1954), consul général à Zagreb, puis à Gênes, deuxième conseiller à Prague, rapatrié à nouveau l'administration centrale (Aide-Occident) en 1968. M. Bolle a tenu l'attaché à Paris de 1971 à la fin de la direction d'Asie-Océanie au Quai d'Orsay.

explications tardives et embarrassées de l'Elysée, qui ne contestent que l'opportunité de l'aide, ne changent rien au fait. Il a conclu : « Comme nous ne voulons pas nous retrancher derrière nos frontières, il ne nous reste qu'une solution : réunir les conditions permettant au gouvernement de la gauche d'imposer, le moment venu, la mise en œuvre d'un compromis dynamique permettant à notre peuple de conserver toutes ses chances pour ouvrir la voie au socialisme. »

M. ROBERT FABRE : déjà se dessine la pression qui s'exercera sur l'opinion française.

M. Robert Fabre, président des radicaux de gauche, déclare : « Les démocraties occidentales avaient jusqu'à présent affirmé leur respect du droit des peuples à l'autodétermination. »

L'insupportable injustice que dénoncent à juste titre l'ensemble des partis italiens, la menace d'abandon économique d'un pays européen par ses propres partenaires, nous nous engageons à l'indépendance et de la solidarité de l'Europe des marchands. »

Déjà se dessine la pression qui s'exercera demain sur l'opinion française pour la dissuader de porter la gauche au pouvoir. « Les radicaux de gauche condamnent fermement une telle ingérence, contraire à l'exercice démocratique des libertés. »

M. PIERRE BRACQUE, secrétaire national du Mouvement des radicaux de gauche : « Malgré l'absence de l'Elysée, il est temps maintenant pour le président de la République de s'expliquer clairement et ceci non pas devant les télévisions étrangères, mais devant les Français, sur sa conception de l'alternance. »

DANS LA PRESSE PARISIENNE

L'HUMANITE : « Hypocrisie diplomatique. »

« Ah ! la grandeur ! Après quarante-huit heures de réflexion, l'Elysée est sorti de son silence piteux. Le communiqué, que son infortuné porte-parole a publié hier à propos des déclarations de M. Helmut Schmidt, mérite de figurer dans les annales comme un petit chef-d'œuvre d'embaras et d'hypocrisie diplomatique. »

En langage clair, M. Giscard d'Estaing ne dément pas les propos de M. Helmut Schmidt. Il lui reproche seulement d'avoir vendu la mèche. » (RENE ANDRIEU.)

LE FIGARO : « Une question reste entière. »

« Il reste que l'Europe, dans sa partie intime au moins, et parce que les pouvoirs reconnaissent le droit de suffrage populaire, n'est pas à priori définitivement prévenue contre des gouvernements de gauche induisant des communistes. En France même, si l'on en croit François Mitterrand et ses amis, l'hypothèse ne peut être rejetée. L'Europe, c'est clair, n'y survivrait pas — ou alors elle se réduirait à une Europe-grognon, septentrionale, plutôt riche, mais politiquement sans racinement direct aux Etats-Unis. Est-ce, au bout

du compte, ce qu'a voulu le chancelier Helmut Schmidt ? L'agitation n'est pas « révélation » d'estomp. Mais qui ne sent que la question reste entière ? »

(XAVIER MARCHETTI.)

L'AUREOLE : « Un arsenal commun. »

« Comment, en effet, les plus hautes responsabilités de l'Occident ne s'inquiétent-elles pas de l'absence d'un arsenal commun des communistes ? L'absence d'un arsenal commun des communistes n'est-elle pas la cause de la sécurité mondiale ? Comment ne rechercherait-on pas les moyens les plus aptes à écarter un danger ou à en limiter les effets ? »

Dans l'effacement implacable entre les deux systèmes sociaux qui se partagent le monde, l'aide économique fait partie d'un arsenal commun et éprouvé. L'Union soviétique l'utilise sans réserve. Cette aide, elle en module la répartition selon le degré d'allégeance des pays, ou selon le capital d'influence qu'elle espère exercer un jour. Dans le camp occidental, il en est évidemment de même. N'importe le Portugal ou la France, la pression économique des Etats-Unis sur ces pays a aidé à s'affranchir de l'état d'atout des communistes l'enserviraient déjà. » (ROLAND FAURE.)

ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT ENSEIGNEMENT PRIVE DE LA RUE DE LIEGE

objet :	secrétariat de direction secrétariat médical
note confidentielle :	L'Ecole assure les connaissances pratiques indispensables... mais elle s'attache surtout à développer les qualités qui font d'un secrétaire, une véritable collaboratrice.
adresse :	40, rue de Liège - Paris 8 ^e tél. 387.58.83 • 387.52.90

DIPLOMATIE

les mises au point se multiplient sans démentir la substance des propos tenus

« Hier, il s'agit d'être, de prime abord, le plus clair possible vis-à-vis de ceux qui forment un nouveau gouvernement en Italie. » Pour la position officielle du gouvernement de Bonn, M. Grünwald a renvoyé à une interview du chancelier à la télévision américaine, dans laquelle il a déclaré : « Je pense qu'il y a des beaucoup de gouvernements dans le monde occidental qui aideraient volontiers la domination d'un parti communiste à s'établir dans une démocratie occidentale. » On ne saurait être plus clair.

LONDRES : un démenti tardif

De LONDRES, Jean Weiss écrit que le secrétaire au Foreign Office, M. Crosland, parlant mardi à Bruxelles, a démenti que le gouvernement britannique soit partie à un accord selon lequel les grands pays occidentaux refuseraient tout soutien financier à l'Italie si les communistes devaient entrer dans le gouvernement de Rome. Cette mise au point a été formulée en termes apparemment catégoriques. Elle est néanmoins un peu tardive pour convaincre totalement les milieux politiques de Londres.

Jusqu'à ce que M. Crosland ait rompu le silence, on s'efforçait à Whitehall d'atténuer quelque peu la portée des paroles du chancelier Schmidt, sans toutefois mettre en cause la véracité des comptes rendus de son entretien avec des journalistes à Washington. La question, soulignait-on ici, n'aurait donné lieu à Porto-Rico qu'à un échange de vues « informel » au cours duquel les représentants américains, britanniques, allemands et français, il serait donc faux de parler d'un accord, et encore moins d'un complot des quatre en vue d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Italie.

A bien des égards, estime-t-on ici, l'incident pourrait en fin de compte servir de mise en garde et encourager les partis démocratiques italiens à trouver une base d'entente.

Dans la presse, il est vrai, la conduite des quatre Grands est jugée de façon plus sévère. L'éditorialiste de l'« Times » pense que, malgré les démentis, un accord officieux a bien été conclu à Porto-Rico, et il engage les dirigeants de Washington, de Londres, de Paris et de Bonn à réviser leur attitude.

L'ELYSÉE « DÉSAPPROUVE LES DÉCLARATIONS EXTÉRIEURES SUR LA POLITIQUE INTERNE DES ÉTATS PARTENAIRES »

M. Xavier Gouyon-Bauchamps, porte-parole de la présidence de la République, a déclaré mardi matin, à l'Élysée :

« Au cours des récentes rencontres des dirigeants occidentaux, la situation italienne a bien entendu été examinée. Les autorités françaises désapprouvent les déclarations extérieures concernant la situation politique interne des États partenaires, ainsi que le président de la République l'a indiqué à plusieurs reprises, et ne saurait s'y associer. Pour ce qui est de l'aide, on indique que l'aide n'est pas une question jamais au droit automatique. Le gouvernement italien n'a pas présenté jusqu'ici de demande d'aide. Si une demande d'aide était formulée, la France l'examinerait en liaison avec les autres pays intéressés et se prononcerait en fonction de ses intérêts et de ceux de l'Europe. »

M. MAUROY ET UNE DÉLÉGATION DU P.S. SE RENDENT À BONN

M. Pierre Mauroy, député du Nord, membre du secrétariat du parti socialiste, se rend à Bonn mercredi 21 juillet à la tête d'une délégation de sa formation. Il aura à cette occasion des entretiens avec les dirigeants du S.P.D., et il doit évoquer avec eux les déclarations du chancelier Schmidt.

La visite de la délégation socialiste était prévue de longue date, précise-t-on au siège du P.S. Elle a pour but premier de procéder à la mise en route des trois groupes de travail communs S.P.D.-P.S. dont la constitution avait été décidée en mars, lorsque M. Willy Brandt et François Mitterrand s'étaient rencontrés à Bonn. La délégation socialiste doit également évoquer le problème des interdictions professionnelles en Allemagne fédérale.

« Hier, il s'agit d'être, de prime abord, le plus clair possible vis-à-vis de ceux qui forment un nouveau gouvernement en Italie. » Pour la position officielle du gouvernement de Bonn, M. Grünwald a renvoyé à une interview du chancelier à la télévision américaine, dans laquelle il a déclaré : « Je pense qu'il y a des beaucoup de gouvernements dans le monde occidental qui aideraient volontiers la domination d'un parti communiste à s'établir dans une démocratie occidentale. » On ne saurait être plus clair.

ROME : le ton monte

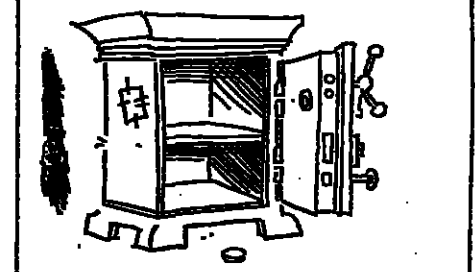
« A ROME, écrit notre correspondant Robert Solé, le ton monte à mesure que les mises au point se multiplient pour étouffer l'affaire. Encouragés par les réactions étrangères — on ne saurait pas en Italie à tant de bruit — les partis politiques et les journaux, de gauche surtout, démentent leur position. Le P.C. affirme maintenant qu'il « ne croit pas un mot » des mises au point italiennes. « Nous ne croyons pas, écrit l'« Unità » du 20 juillet, que Moro, Rumor et

On dément, enfin, l'existence de ce que le « New York Times » a appelé « une formule Kissinger », selon laquelle une aide à l'Italie serait acceptable, si les communistes ne jouaient à Rome qu'un rôle politique mineur.

Colombo aient été dans l'ignorance. » Le quotidien communiste va jusqu'à écrire qu'ils ont « accepté la substance de ce chantage ». Et c'est avec une assurance renouvelée que l'éditorialiste propose un « changement de la direction politique du pays ».

Tout en restant plus prudent sur le rôle joué à Porto-Rico par les représentants italiens, le parti socialiste voit lui aussi, dans cette affaire, un argument pour élargir la majorité gouvernementale.

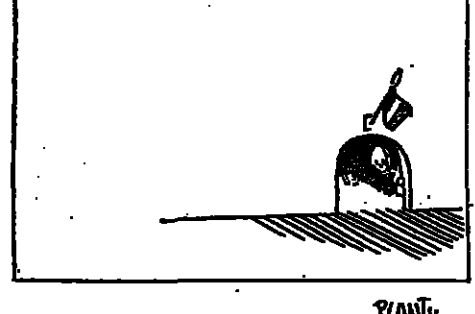
TROU DU BUDGET ITALIEN



TROU DE MÉMOIRE



TROU DE SOURIS



(Dessins de Plantu.)

« Paradoxalement, écrit Avanti, son journal, nous devrions être reconnaissants à Schmidt et à Kissinger parce qu'ils ont démontré la complète et spectaculaire insuffisance d'une formule de gouvernement qui n'est en mesure de défendre ni les intérêts ni même la dignité de l'Italie. »

Les démocrates chrétiens ne sont nullement de cet avis. Pour eux, le peuple souverain a répondu à la question le 30 juin dernier, dominant raison sur parti gouvernemental : refus de toute confusion entre majorité et opposition, mais « nécessité d'un rapport différent avec les communistes invités à appuyer l'effort commun de reprise et de relance », comme l'affirme l'« Il Popolo ».

La sortie du chancelier Schmidt risque, à cet égard, « de rendre plus ardue la nécessaire recherche de formes nouvelles et inédites de coopération qui permettent à notre pays de surmonter un moment particulièrement difficile sans compromettre en aucune façon sa nature et sa vitalité d'appartenance à l'Occident ». Selon la D.C., un créancier à l'entièrement le droit de l'espérer économique, mais aussi politique qu'il estime opportunes. Libre au demandeur de les accepter ou de les refuser, « mais ce qui laisse perplexe et amer, pour le journal démocrate-chrétien, c'est le chantage par lequel a été annoncée l'existence de cette éventuelle condition ».

Imperturbable, M. Andreotti poursuit ses consultations en vue de former le nouveau gouvernement. Lundi 19 juillet, il a rencontré les dirigeants syndicalistes, pour un certain nombre de choses et a reçu en retour des encouragements. Il ne semble pas que l'affaire de Porto-Rico l'ait beaucoup gêné. Elle n'a, en tout cas, changé en rien, jusqu'à présent, la position officielle des différents partis italiens, les amenant au contraire à défendre ensemble l'indépendance de leur pays.

« A BRUXELLES, en marge du conseil de la Communauté, le ministre italien des affaires étrangères, M. Moro, a eu un entretien avec son collègue ouest-allemand M. Genscher pour lui exposer, à-t-il dit, « la stupéfaction et le regret » de son gouvernement.

M. Gaston Thorn, premier ministre du Luxembourg, a déclaré : « Il ne faut pas dramatiser. Quand on donne de l'argent à quelqu'un, il est normal de savoir à qui on le donne. » M. Claude Cheysson, membre (français) de la Commission européenne, a dit : « Vivre en démocratie signifie que les électeurs ont le droit de s'exprimer comme ils l'entendent. »

Non-ingérence

(Suite de la première page.)

Sage précaution, pour le cas où les concitoyens de M. Honecker seraient tentés de suivre à retardement le mauvais exemple d'Alexandre Dubcek : cette fois Moscou n'aura pas à se préoccuper de trouver quelqu'un qui l'appelle à l'aide.

Stimulés sans doute par un aussi bel exemple, contre lequel ils se sont bien gardés de protester, les Occidentaux s'en sont donné de leur côté à cœur joie. Au nom de la non-ingérence, ils ont suspendu l'octroi d'une aide économique au Portugal à la rupture déclarée de celui-ci avec les tentations révolutionnaires. Puis est venu le tour de l'Italie, et accessoirement de la France. Successivement, M. Ford, le général Haig, commandant suprême atlantique, M. Kissinger et de nombreux seigneurs ont répété sur tous les tons qu'ils verraient d'un mauvais œil la participation des communistes au pouvoir dans un pays d'Europe occidentale.

L'incident était mis l'hiver dernier sur l'incompatibilité entre une telle formule politique et le maintien du pays intéressé dans l'alliance atlantique. On pouvait y voir un chantage, une pression sur l'électorat hésitant, pour le détourner d'aller porter ses voix aux rouges. Mais au moins ne pouvait-on contester qu'il y ait quelque chose de paradoxal à vouloir conserver au sein d'un groupement militaire fondamentalement anticomuniste un pays dont le gouvernement comprend des communistes.

Un nouveau pas

Un nouveau pas vient d'être franchi, et ce n'est pas le démenti embarrassé de l'Élysée, suivant d'ailleurs une quasi-confirmation de Bonn et de Washington, qui poussera à en douter. Selon les confidences de M. Schmidt à un groupe de journalistes américains, la décision aurait été prise, lorsqu'il a rencontré sous les cocotiers de Dorado-Beach, à Porto-Rico, en juin dernier, M. Ford, Callaghan et Giscard d'Estaing, de refuser l'aide économique que pourrait éventuellement postuler

un gouvernement italien à participation communiste. On s'était demandé ce que ces messieurs étaient allés faire au bord de la mer caribbe, d'où ils étaient revenus avec des déclarations partiellement creuses : eh bien, on avait la réponse.

Réponse étrange, en vérité. S'il s'agit d'agir de peser sur le déroulement de la crise italienne, il aurait fallu que les quatre articulèrent leur menace sans tarder. Or le ton des mises au point qui ont suivi, après un tel délai de réflexion que l'on avait cessé de les attendre, les révélations du chef du gouvernement de Bonn donnent plutôt à penser qu'à Paris et à Londres au moins on n'avait aucune espèce d'envie que ces décisions fussent rendues publiques.

Mais, alors, quel sens avaient-elles, puisque aussi bien il n'est pas question que les communistes italiens accèdent, dans le moment présent, à des responsabilités gouvernementales ? On a peine à croire que les dirigeants des quatre premières puissances industrielles de l'Occident ne se soient entendus que sur une sorte de stratégie de représailles, se disant que si d'aventure le compromis historique finissait par se faire et si M. Berlinguer tendait alors sa sébile en direction de l'Ouest, on punirait les initiatives en leur disant non. D'autant plus que parmi les Quatre il en est un, et non des moindres, qui a toutes chances de devoir céder bientôt la Maison Blanche au mépris du parti démocrate vient de faire son candidat, et un autre, en la personne de M. Schmidt lui-même, qui n'est pas assuré de gagner les élections générales auxquelles il s'apprête à faire face.

Au lieu de se livrer à ces exercices de stratégie dignes du café du Commerce, M. Ford, Giscard d'Estaing, Schmidt et Callaghan n'auraient-ils pas été mieux inspirés de se consacrer, par exemple, à l'étude des moyens de couper court à cette spéculation monétaire qu'une vantage de M. Fourcade a su si à relancer ? S'ils avaient étudié un peu à fond la

situation italienne, n'en seraient-ils pas venus à la conclusion qu'il pouvait y avoir quelque intérêt à amener un parti qui représente plus du tiers des Italiens à prendre ses responsabilités, mais qui, apparemment, continue de se complaire aux bagatelles devant la porte ? Lorsque, comme c'est le cas des États-Unis, on aide les gouvernements communistes de Roumanie et de Yougoslavie et que l'on flirte avec celui de Chine pour encourager le communisme national à prendre ses distances avec Moscou, pourquoi, diable, ne pas s'employer à aider les communistes italiens qui disent aussi clairement que possible qu'ils n'ont pas d'autre désir que d'en faire autant ? Hostiles à de nouvelles nationalisations, les amis de M. Berlinguer n'ont même pas de quoi inquiéter sérieusement les multinationales. Et qui prouve que parce qu'ils participeraient à un gouvernement ils le domineraient ?

Mais il faudrait, pour raisonner de la sorte, avoir un autre état d'esprit. Ne pas se croire membre d'un « club » d'esprits supérieurs autorisés à se substituer à un peuple stupide et trop infantile, trop ignorant des réalités pour pouvoir apprécier sainement son propre intérêt. Ne pas juger que l'engagement de non-ingérence oblige à laisser Libanais et Palestiniens s'entre-massacrer, mais non à laisser, aujourd'hui, les Italiens, demain les Français, choisir librement leur destin. Sans penser à tous les arguments que les tenants du capitalisme pourraient tirer du fait que ses adversaires dépeints sont obligés de faire appel à son aide. Ni à ceux que les ennemis de l'union européenne et de l'alliance atlantique vont pouvoir tirer de la manière dont les dirigeants de l'une et de l'autre s'arrogent le droit non seulement de décider à la place de leurs sujets ce qui est bon pour eux, mais encore de le leur faire jusqu'au jour où, poussé par quelque nécessité électorale, voire pour le seul plaisir d'exploiter les autres, un Helmut Schmidt prend sur lui de découvrir le pot aux roses.

ANDRÉ FONTAINE.

Mondes socialistes

2

A. Soljénitsyne
L'archipel du Goulag
TOME 3 La résistance
Le bague - La répression - Staline n'est plus.
Traduit du russe par G. et J. Johannet
450 pages 30 F
Tome 1 L'arrestation 33 F
Tome 2 La vie quotidienne dans l'archipel 36 F
RAPPEL : Claude Lefort
Un homme en trop
Réflexions sur "L'archipel du Goulag" 35 F

L'affaire Pliouchitch
Dossier réuni par T. Mathon et J.-J. Marie
Préface de M. Broue, M. Cartan et L. Schwartz
Le dossier d'une affaire qui a conduit le célèbre mathématicien soviétique de l'émigration en France. Les lettres, témoignages, prises de position qui ont permis la libération.
Coll. Combats dirigés par G. Durand
176 pages 25 F

Abram Tertz
Promenades avec Pouchkine
Des multiples personnages qui composent l'auteur d'Eugène Onéguine, A. Sinavski en fait ici ses compagnons de promenades et de méditations.
Collection Pierres vives
Traduit du russe par L. Martineau
160 pages 27 F

Pierre Daix
Le socialisme du silence
Ce livre, tout en ouvrant encore quelques tiroirs secrets de l'histoire officielle du socialisme, esquisse certaines conclusions sur une "déstalinisation de la mémoire" et sur les conséquences pour la théorie marxiste.
Coll. Combats 286 pages 35 F
RAPPEL : Robert Linhart
Lénine, les paysans, Taylor 176 pages 27 F

Miklós Haraszti
Salaire aux pièces
Ouvrier dans un pays de l'Est
C'est d'expérience que l'auteur nous décrit, par-delà les proclamations officielles, la réalité du travail d'usine dans les pays de l'Est, telle que la vivent les ouvriers eux-mêmes.
Traduit du hongrois par J. Suardis et J. Alzac
Collection Combats 192 pages 27 F

René Dumont
Chine, La révolution culturelle
Comment la Chine nourrit 850 millions d'hommes.
Une enquête menée par René Dumont en 1975 dans dix-huit communes populaires chinoises.
Coll. L'Histoire immédiate dirigée par J. Lacouture
124 pages 30 F

Demain : Romans étrangers

EUROPE

Pologne

Six émeutiers sont condamnés à Radom à des peines de quatre à dix ans de prison

Vienne. — Un second procès d'émeutiers a eu lieu, à Radom, sans avoir été annoncé. Des peines allant de quatre ans à dix ans de prison ont été prononcées, lundi 19 juillet,

De notre correspondant

contre six personnes qui avaient pris part, fin juin, aux manifestations de protestation après les augmentations de prix décrétées par les autorités. Le plus jeune des accusés est âgé de dix-huit ans ; il a été condamné à six ans de prison de liberté. Le plus âgé a trente-sept ans. L'acte d'accusation faisait état de « participation active aux manifestations » et affirmait que les six inculpés avaient « attaqué les forces de l'ordre » et « détruit des propriétés socialistes ». Le tribunal régional de Radom, ville industrielle à 120 kilomètres au sud de Varsovie, n'a pas fait preuve de clemence : l'article 276 du code pénal, qui était à la base de l'accusation, prévoit des peines allant de six mois à dix ans de prison.

La sévérité du verdict s'explique par le fait qu'il s'agissait, selon la version officielle, de « hooligans hystériques en état d'ébriété » que les autorités avaient rendus responsables des manifestations et de leurs dégâts. Les troubles avaient été particulièrement violents à Radom, faisant deux morts du côté des émeutiers et soixante-quinze blessés dans les rangs des forces de l'ordre. Les dégâts ont été évalués à 100 millions de zlotys (25 millions de francs).

Le chef d'accusation relatif à la « participation active » des condamnés semble évaluer les informations selon lesquelles de nombreuses sanctions administratives ont déjà été prises par les tribunaux chargés de juger les délits considérés comme mineurs.

Après le verdict de Radom et celui qui doit être prononcé ce mardi 20 juillet contre sept ouvriers de l'usine d'Ursus, un nouveau procès doit s'ouvrir sous peu. Dix-neuf

autres grévistes d'Ursus seront jugés. De toute évidence, les autorités ne s'en tiennent pas là. Des incidents avaient eu lieu aussi le 25 juin à Plock, centre pétrochimique où aboutit le « pipeline de l'amitié » qui amène en Pologne le pétrole soviétique, et les débrayages semblent avoir été très nombreux. Des grèves relativement peu suivies auraient eu lieu à ce moment en province, notamment à Poznan et à Wrocław. A Varsovie, les arrêts de travail auraient été plus importants, surtout aux usines de couteillerie Karol-Swierczewski (du nom du combattant anti-faustiste connu sous le pseudonyme de « général Walter »), qui emploient cinq mille ouvriers, à l'entreprise de transistors Tewa, qui compte deux mille salariés, pour la plupart des femmes, et à l'usine automobile Zeran.

Reste à savoir quelle sera la réaction de la population à ce verdict. La sévérité des peines semble destinée à décourager toute velléité de nouvelles manifestations, mais on ne peut exclure qu'elle aboutisse à l'effet contraire.

Lundi soir, M. Gierak, chef du parti ouvrier unifié (communiste), a tenu quelques propos apaisants : à une conférence des secrétaires de parti de grandes usines, il a annoncé que les autorités centrales n'allaient pas accabler la hausse des prix, pourtant présentée comme urgente. Le nouveau système de « consultations », a-t-il dit, est « une forme nouvelle et importante de la démocratie socialiste », démocratie dont « tout le monde doit faire l'apprentissage, les autorités de l'Etat à tous les niveaux, les groupes d'ouvriers, toute la population et chaque citoyen ».

(Interim.)

UN DISSIDENT DEMANDE L'AIDE DE M. BERLINGUER POUR LES OUVRIERS JUGÉS

(De notre correspondant.)

Rome. — Un dissident polonais, M. Jacek Kuron, demande, dans une lettre ouverte à M. Enrico Berlinguer, secrétaire général du parti communiste italien, d'intervenir en faveur des ouvriers qui avaient participé aux manifestations du 25 juin contre les hausses des prix alimentaires et dont les procès se tiennent actuellement en Pologne. La nouvelle est implicitement confirmée par l'Union du 20 juillet, qui cite, sans commentaires, une dépêche de l'agence Ansa en provenance de Varsovie.

Exclu en 1964 du parti communiste polonais pour « déviationnisme de gauche », M. Kuron avait été jugé à deux reprises, en 1965 et en 1969, pour ses positions contestataires, en compagnie de M. Karol Modzelewski. Selon les informations parvenues à Rome, il aurait été rappelé cette semaine sous les drapeaux.

« Je me tourne vers vous, écrit-il à M. Berlinguer, pour demander votre aide au sujet des ouvriers polonais déshonorés par la presse, par la radio et la télévision, frappés par la police, jetés en prison, accusés de sabotage devant les tribunaux, condamnés à de longues peines de détention. Dans les villes et les régions, ont commencé des révoltes massives contre les manifestations ».

« Déorganisés et privés d'informations, poursuit M. Kuron, les ouvriers sont complètement désorientés. Ils ont besoin d'une aide humanitaire générale de tous les manifestants de leur pays pour arrêter la terreur contre les ouvriers. C'est l'opinion publique, dans les pays d'Europe occidentale, qui doit intervenir. Je mets à votre conscience. Ne soyez pas indifférent à cette cause ! » — R. S.

AFRIQUE

La visite à Paris du président du Cameroun

M. Abidjo dénonce les États qui « entretiennent des relations de toutes sortes avec les tenants de l'apartheid »

Le président Ahmadou Ahidjo, chef de l'Etat camerounais, arrivé lundi 19 juillet à Paris pour une visite officielle qui s'achèvera jeudi, a eu, dans l'après-midi, un premier entretien avec le président Giscard d'Estaing, dont il a été invité à dîner à l'Elysée. Ce mardi matin, M. Ahidjo, après avoir déposé une gerbe sur la tombe du Soldat inconnu, a eu un second tête-à-tête avec le président de la République. Le premier ministre devait ensuite offrir un dîner en son honneur à l'hôtel Maitignon.

Dès son arrivée à Orly, M. Ahidjo avait félicité M. Giscard d'Estaing pour « l'intérêt soutenu qu'il porte au destin de l'Afrique » et son « effort en faveur de l'indépendance d'un nouvel ordre économique international ». Il a évoqué le rôle joué par le général de Gaulle, « homme d'Etat d'une exceptionnelle stature, grand ami de l'Afrique », dans « l'accession pacifique du Cameroun et d'autres pays africains à l'indépendance ». Le président de la République, en accueillant son hôte, lui a rendu hommage pour avoir « scellé l'unité du Cameroun et construit sa véritable indépendance ». Il a ajouté : « La personnalité et la dignité du président camerounais ont en même temps été un courage, éclairé le devenir africain ».

Dans le toast prononcé après le dîner à l'Elysée, le président camerounais a notamment déclaré : « La décolonisation est un processus qui doit être définitivement de l'Afrique, et la France peut légitimement être fière d'y avoir contribué ». M. Ahidjo a condamné « la discrimination raciale » et « l'apartheid » en Afrique australe. Après avoir mis en cause l'« indifférence » de certains Etats et l'attitude de ceux qui, « en entretenant avec les tenants de l'apartheid des relations de toutes sortes, en violation des résolutions de l'ONU, contribuent objectivement à renforcer les régimes racistes en Afrique du Sud et de Rhodésie », le président Ahidjo a souligné que la situation en Afrique australe constituait

« une menace grave pour la paix sur le continent ». Enfin, il a appelé de manière pressante les nations sœurs de paix à épauler fidèlement les résolutions des Nations unies, en s'abstenant d'entretenir avec ces régimes des relations susceptibles de les consolider ».

M. GISCARD D'ESTAING : L'Afrique doit être laissée aux Africains

M. Giscard d'Estaing a réaffirmé, dans son toast, que « l'Afrique doit être laissée aux Africains ». « Le plus grand service à rendre à l'Afrique, a-t-il ajouté, est de la laisser choisir et conduire elle-même, avec ses propres ressources, les chemins de son développement ». Le président de la République a assuré que, pour être efficace, l'aide au développement doit s'inscrire dans un ordre économique mondial plus juste et plus rationnel. Il a rappelé que les propositions françaises à la conférence de Nairobi « ont toujours été et restent un compromis final sur la négociation, prévoyant la conclusion, avant la fin 1976, de dix-huit accords de produits, dont la banana, le cacao, le café et le coton, qui intéressent le Cameroun ».

M. Giscard d'Estaing n'a fait aucune allusion à la situation en Afrique australe, et s'est abstenu, sur ce point, de répondre à son interlocuteur. Dans une déclaration à Cameroon Tribune, le président de la République avait assuré que la vente de produits nucléaires français à l'Afrique du Sud, cause d'un « malentendu dans un certain nombre de pays africains », ne comportait « aucun risque ou préjudice pour les Etats africains ».

● A l'occasion de la visite en France du président Ahidjo, l'UNEEK (Union nationale des étudiants du Cameroun) publie un communiqué dénonçant « des vagues d'arrestations de travailleurs, de cadres, d'intellectuels et d'étudiants » et fournissant une liste de onze personnes appréhendées. L'UNEEK « exige la fin de la répression fasciste et la libération immédiate de tous les détenus politiques » (B.P. 19, 92160 Antony).

Afrique du Sud

Agitation et arrestations dans les villes usines

La police sud-africaine a renforcé les mesures de sécurité à Soweto et dans d'autres localités où des tensions ont été observées au cours des derniers jours pour appeler la population à une grève générale, à la suite du refus du gouvernement de rouvrir les écoles. Durant le week-end, un restaurant réservé aux Blancs a été incendié, près d'Alexandria, de même qu'une salle paroissiale.

Lundi, plusieurs tentatives d'incendie ont été enregistrées, notamment au palais de justice de Kempton Park, au nord-est de Johannesburg, où devaient paraître dans la journée onze Africains inculpés à la suite des événements du mois dernier dans l'agglomération noire voisine de Tembisa. D'autres part, à proximité de la Rhodésie, de Fort-Hare, fermée le samedi 17 juillet à la

suite de violentes manifestations d'étudiants, deux bâtiments ont été incendiés. Cinq étudiants ont été arrêtés. Dans un discours radiodiffusé, le général commandant la police a demandé à la population de ne pas accorder foi aux rumeurs et de se tenir à l'écart de l'agitation.

A Kintross, à une centaine de kilomètres de Johannesburg, un millier de travailleurs de la mine d'or — soit le quart des effectifs — n'ont pas repris le travail, lundi 19 juillet, à la suite de violentes affrontements qui avaient opposé la veille des originaires du Lesotho et du Transkei. Les heurts avaient fait six morts et quatorze personnes blessées, dont le mineur St-Helena, de semblables incidents avaient fait huit morts.

La police continue, par ailleurs, à appréhender de nombreux suspects. Dans une interview, le révérend Desmond Tutu, doyen anglican de Johannesburg, proteste contre l'arrestation de M. Kenneth Radebe, président de la Convention du peuple noir, le seul parti politique africain ayant une existence légale. « Il ne sert à rien, a-t-il déclaré, de se battre contre ceux qui expriment ce que le peuple noir ressent réellement et qui ont le plus de chances de contrôler la population noire ».

Plainte zambienne au Conseil de sécurité

La Zambie a annoncé lundi qu'elle demandait d'urgence la réunion du Conseil de sécurité. Lusaka assure qu'un raid aérien et terrestre sud-africain sur la ville de Salito, près de la frontière namibienne, le 11 juillet, a fait vingt-deux morts et quarante-neuf blessés. Le commissaire des Nations unies pour la Namibie, M. Sean M. Brice, s'est associé à la protestation du président Kamda. Le quartier général de l'armée sud-africaine a démenti avoir attaqué la ville zambienne. Il a seulement révélé que « vingt-cinq masquiers du SWAPO, mouvement de libération africain de la Namibie, avaient été tués durant la première quinzaine de juillet par les forces de sécurité ».

● « JAMAIS NOTRE PAYS N'ATTENDRA PAS LES FERRÉS DE NANGU DI KENYA », a déclaré, lundi 19 juillet, le maréchal Amin Dada à la radio ougandaise. Toutefois, un porte-parole militaire a annoncé que l'Ouganda venait de se doter d'un régiment « destiné à effectuer des interventions d'urgence » et dont les premiers exercices, dimanche, sur le lac Victoria, ont « pleinement satisfait » le président Amin.

Union soviétique

● M. MIKHAIL EGOROV a été nommé lundi 19 juillet ministre des constructions navales et du transport maritime. M. Boris Boutom, démis le 11 juillet dernier, dont il était le premier adjoint. Né en 1907, M. Egorov fut mécanicien de bateaux avant d'occuper diverses responsabilités au ministère auquel il vient d'être nommé.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

● M. AGOSTINHO NETO, président de la République angolaise, a déclaré, lundi, que certains membres du M.P.L.A. se réunissent clandestinement pour « faire de la propagande contre les décisions des organismes supérieurs avec lesquels ils ne sont pas d'accord ». Le chef de l'Etat angolais est attendu mercredi 21 juillet à La Havane, où il doit prendre la parole à l'occasion de la fête nationale cubaine, le 28 juillet. — (Reuters.)

Argentine

● M^{re} MANUELA ERMINDA SANTUCHO, avocate de prisonniers politiques, a été enlevée le 14 juillet par un groupe d'hommes armés venus perquisitionner chez elle et déclarant appartenir à la police fédérale. M^{re} Santucho est la sœur de Mario Roberto Santucho, se-

PUBLICATION JUDICIAIRE

JUGEMENT DU 16 DÉCEMBRE 1975 1^{re} CHAMBRE CORRECTIONNELLE POUR : M. NIELSEN DE CAULUSSON

Le Sieur Xavier Marie, Joseph, Jean, Baptiste de HERNAÏSS DE CAULUSSON, notaire honoraire, a régulièrement été :

1^{er} NIELSEN, président-directeur général des « PRESSES DE LA CITÉ », et René TAVERNIER.

Attendu que cette action en diffamation a pour base les écrits du journaliste René TAVERNIER dans son ouvrage intitulé « L'AFFAIRE FORTAL », édité aux « PRESSES DE LA CITÉ ».

Attendu qu'il est inopérant à la partie civile d'avoir manqué à ses obligations d'officier ministériel, d'avoir été inculpé d'abus de blanc-sein, d'avoir été condamné à une peine d'emprisonnement qu'il n'aurait jamais accomplie.

Attendu que de telles imputations portant incontestablement atteinte à l'honneur et à la considération de M^{re} Xavier HERNAÏSS DE CAULUSSON.

Attendu que le nommé René TAVERNIER a reconnu qu'il s'agissait d'un « contre-vérité » ; qu'il a soutenu son regret d'avoir mis en cause ce notaire ; qu'il a fondé essentiellement sa défense sur la bonne foi.

Attendu que la circonstance que les allégations aient paru dans la presse n'est pas un fait justificatif.

Condamne : — le nommé René TAVERNIER à la peine de 3 000 F d'amende. — le nommé René TAVERNIER à la peine de 2 000 F d'amende. Condamne solidairement les nommés René TAVERNIER et René TAVERNIER à payer au Sieur Xavier HERNAÏSS DE CAULUSSON la somme de 5 000 F à titre de dommages-intérêts.

Pour extrait, M^{re} de RICHEMONT, avocat.

Birmanie

● UN COMLOT DE JOUEUR. — Radio-Rangoon a annoncé mardi 20 juillet qu'un complot a été déjoué. Dix officiers ont été arrêtés le 2 juillet. Ils voulaient, indique la radio, assassiner le général San Yu, secrétaire du Conseil d'Etat, et le colonel qui dirige les services de renseignements. — (Reuters.)

Chine

● CAMPAGNE D'AFFICHES A NANKIN. — Des affiches murales sont apparues à Nankin. Elles reproduisent de violentes attaques contre des dirigeants provinciaux, rapportent des voyageurs arrivés à Pékin. Sont visés MM. Peng Chang, président, Ben Chia-hun, vice-président, et Ching Yi, membre du comité révolutionnaire de la province, qui seraient « choisis la voie capitaliste ». — (Reuters.)

● PEKIN A ACCUSE, MARDI 19 JUILLET, LE MINISTRE JAPONAIS des affaires étrangères d'avoir soutenu l'existence de « deux Chineses » au cours d'une rencontre avec le sénateur américain Mansfield. Chine nouvelle estime que les déclarations du ministre « sont très en retrait par rapport au communiqué de presse n° 22, signifiant en ce qui concerne le respect que le gouvernement japonais porte au principe selon lequel Taïwan fait partie intégrale du territoire chinois ». — (A.F.P.)

Israël

● LA LIVRE ISRAËLIENNE DE NOUVEAU DÉVALUÉE et rattachée à une « corbeille » de cinq devises. — La livre israélienne a été dévaluée de 25 % ; elle est désormais cotée à 8,12 livres pour 1 dollar. Le comité interministériel qui décide de ces dévaluations ne sera plus tenu de se limiter à une seule dévaluation par mois de moins de 2 % ; une plus grande latitude lui est laissée, compte tenu de l'indexation composite indiquée ci-dessus.

Japon

● LES « POTS-DE-VIN » DE LA LOCKEED. — Deux responsables de la société Marubeni, agent commercial de la compagnie Lockheed au Japon, ont été accusés d'avoir détruit des documents appartenant au dossier de l'affaire des « pots-de-vin » versés par la Lockheed à des hommes politiques. Selon le procureur, les deux hommes ont détruit des pièces compromettantes pour M. Hiroshi Ito, ministre de l'Industrie, qui a été arrêté le 2 juillet et a été inculpé pour faux témoignages. — (A.F.P.)

Maroc

● LA CHAMBRE CRIMINELLE DE LA COUR D'APPEL DE CASABLANCA a prononcé, dans la nuit du 19 au 20 juillet, trente-six acquittements et six condamnations à des peines d'emprisonnement. Les accusés comparaissent dans le cadre des poursuites engagées à la suite d'un complot du 3 mars 1975, visant le régime. Deux d'entre eux sont vus respectivement infliger des peines de trois ans et quatre ans de prison pour leur participation aux événements. Quatre autres personnes, parmi lesquelles figurent deux femmes, les sœurs Zahra Jmila Aggar, n'avaient pas donné aux autorités des informations connues d'elles, sont condamnées à une peine d'un an de prison et d'une amende de 120 dirhams. Complices des dates des arrestations, toutes les peines de prison, sauf une, sont déjà purgées. — (Corresp. part.)

Portugal

● LE GÉNÉRAL CARLOS AZEVEDO, gouverneur militaire, représentant le président Ramalho Eanes, a présidé, lundi 19 juillet, l'inauguration de l'Assemblée législative de Madère. Elle a été élue en juin dernier et assure à l'île une certaine autonomie. Sa présidence est assumée par M. Rodrigues, chef du parti populaire démocratique (P.P.D.), qui a été élu vingt-neuf sièges aux élections de juin. — (Reuters.)

Rhodésie

● « PRES DE 8 % DES NOUVEAUX ENGAGES DE l'armée rhodésienne sont de nationalité étrangère et ont été recrutés par le conseil d'un important réseau implanté dans les pays blancs non communistes », a affirmé, le lundi 19 juillet, la B.P.C. au cours de l'émission de l'Assemblée législative de Madère. Elle a été élue en juin dernier et assure à l'île une certaine autonomie. Sa présidence est assumée par M. Rodrigues, chef du parti populaire démocratique (P.P.D.), qui a été élu vingt-neuf sièges aux élections de juin. — (Reuters.)

Thaïlande

● UNE BOMBE LANCÉE PAR UN INCONNU qui a réussi à prendre la fuite a explosé dimanche 18 juillet dans un lycée de Khon-Kean (à environ 300 kilomètres au nord-est de Bangkok), où était organisée une fête scolaire. L'explosion a fait huit morts et plus de cent blessés. — (U.P.I.)

● LE DERNIER SOLDAT AMÉRICAIN A QUITTÉ LE SOL THAÏLANDAIS, mardi 20 juillet et il ne reste plus désormais dans ce pays que deux cent quarante-cinq conseillers. Les effectifs des forces américaines en Thaïlande avaient atteint, à leur plus haut niveau, près de quarante-huit mille hommes pendant la guerre d'Indochine. Le 30 mars, le gouvernement thaïlandais avait décidé que les trois mille soldats américains encore basés dans le pays devaient partir le 20 juillet au plus tard. — (U.P.I.)

Union soviétique

● M. MIKHAIL EGOROV a été nommé lundi 19 juillet ministre des constructions navales et du transport maritime. M. Boris Boutom, démis le 11 juillet dernier, dont il était le premier adjoint. Né en 1907, M. Egorov fut mécanicien de bateaux avant d'occuper diverses responsabilités au ministère auquel il vient d'être nommé.

MEDECINE PHARMACIE
Septembre
Recyclage Scientifique
Octobre - Juin
Encadrement annuel
parallèle à la Fac.
P.C.E.M. et Pharmacie
Année 1976
Cours par Prof. de Fac.
IPEC 46 Bd St Michel
633.81.23 033.45.37

LISEZ
Le Monde
des Philatélistes

ECA EDAMONS
SOLDE
TAILLES 38 au 58
Prix exceptionnel

1000 RADARS
EN ACTION 24 H 24
LES VOLEURS DE L'ET

كنا من الأمل

Cette Algérie qui s'éloigne...

par PHILIPPE SERRE (*)

nous octroyons et largement ailleurs, dans le respect scrupuleux de sa personnalité et de son indépendance.

Nous sommes donc, comme on le voit, dans presque tous les domaines nos économies étaient complémentaires. Trop de France avait vécu en Algérie et trop d'Algériens avaient vécu en France pour que des habitudes d'être et de penser ne se soient pas créées et c'est un rudiment entre deux peuples de pouvoir se servir de la même langue.

Il fallait comprendre que le déficit de la balance commerciale pour l'Algérie un scandale, puisque la France pour le combler n'acceptait pas d'acheter par priorité son gaz et son pétrole. Il fallait surtout inlassablement multiplier les liens qui nous auraient unis pour que, suivant le mot d'Adenauer à la naissance de l'Europe, « le diable lui-même ne s'y reconnaisse pas ».

La nostalgie de l'Algérie d'hier n'a pas permis, lorsque tout était possible, la naissance de cette espérance. Mais la nostalgie s'efface avec le temps et la vertu de l'espérance est



Livraisons
à domicile.

Accompagné
de 30 jours
après l'achat.

Pour tout achat, il est prévu une
possibilité d'option ainsi qu'il
échangé jusqu'à la fin du circuit.
Vous aurez l'occasion de comparer
et de choisir, sans aucune obliga-
tion d'achat.

Départs de Paris par avion de la
BRITISH CALEDONIAN
AIRWAYS,
les 21 Mai, 17 Juin, 27 Août, 17 Sep-
tembre, 1^{er} Octobre et 29 Octobre 1976.


En exclusivité chez :
THOMAS COOK SA
2, place de la Madeleine
75381 Paris Cedex 08
Tél. : 260.33.20.

LC BOAR
SMPA/OT

(PUBLICITE)

Perrier

c'est fou !



AMÉRIQUES

Le long hiver chilien

II. — Trois ans de revanche

De notre envoyé spécial CHARLES VANHECKE

Dans un premier article (« Le Monde » du 20 juillet), notre envoyé spécial a montré comment le général Pinochet, dont la position paraissait chancelante au début de l'année, a consolidé son pouvoir. En faisant quelques petites concessions, le dictateur chilien a regagné facilement les bonnes grâces de Washington.

Santiago. — C'est bien simple, ceux qui ont été U.P. n'ont pas le droit de vivre. L'U.P., c'était l'Unité populaire, la coalition de gauche qui avait porté Salvador Allende au pouvoir. Dans les mois qui ont précédé le putsch de septembre 1973, le Chili s'était divisé en deux : ceux qui étaient contre et ceux, de moins en moins nombreux, qui suivaient l'Unité populaire. Près de trois ans après l'entrée en scène du général Pinochet, les « marxistes », les « U.P. » n'ont toujours pas le droit de vivre.

La femme qui lance cette affirmation a été aliendée jusqu'au bout. Il ne faut pas essayer de recenser avec elle les erreurs, les imprudences, les louvoisements, les déviations d'une coalition qui avait un peu trop oublié les réalités de l'économie et de l'environnement continental. L'aliendement a été visiblement chez elle un article de foi. L'heure serait mal venue de lui demander une autocritique. L'hiver, à Santiago, n'a jamais été aussi dur depuis le coup d'État. Pas de chauffage dans les baraquements, où une sorte de comité de femmes s'est spontanément réuni. Pas de café : il est trop cher. Pas d'hommes, bien que ce soit samedi : ils ont été tués, emprisonnés, ou ils cherchent désespérément, quelque part, un emploi. Pas d'arrière-pensée pour jardiner ou élever des volailles (il faudrait du maïs, et qui peut acheter du maïs ?). Dans un coin, un sac de farine, l'aliment quotidien. Dehors, des casernes toutes pareilles. Nous sommes dans une pénombre. (1) De Santiago, l'une des nombreuses populations qui forment le tissu populaire prolétaire de la capitale.

La femme s'explique. Les militants d'Allende n'ont pas le droit de vivre parce que, près de trois ans après, ils n'ont toujours pas droit à l'emploi. Passé l'heure des exécutions et des disparitions, ils n'ont pas retrouvé le travail dont ils avaient été privés. Son mari était tourneur. Il n'a jamais pu retourner à l'usine. Pour vivre, il fabrique des statuettes qu'il vend sur les marchés. Encore risqué-t-il d'être poursuivi, car il n'a pas droit non plus de vendre : « Aux marxistes, le permis est refusé ».

19 % de chômeurs

Jour après jour, donc, la revanche continue. Aggravée la pénurie et la misère qui frappent le pays. Depuis deux ans, les courbes de chômage n'ont cessé de grimper. Certes, le mal est endémique au Chili. A vouloir l'enrayer, par la création de quelque deux cent mille emplois, l'Unité populaire avait donné le premier coup de pouce à la folie inflationniste qui a dévalisé entre autres choses l'économie. En 1974, il n'y avait pourtant que 7 % de chômeurs. Mais on en comptait 19 % en mars dernier (2). Dans les publications, certains hommes, pour s'occuper, retirent du sable des rives du Mapocho — le fleuve qui traverse la capitale — et essaient de le vendre aux clients.

Aux 19 % de chômeurs il faut en ajouter d'autres, des chômeurs déguisés : ceux qui travaillent au titre de l'emploi minimum. Les municipalités utilisent à des

travaux de voirie un certain nombre de desocupados, pour un salaire — 360 pesos par mois — qui correspond au prix d'un repas de trois personnes dans un restaurant. Les journaux ont indiqué récemment que cent quarante-deux mille personnes travaillaient au minimum dans le grand Santiago, soit plus de 10 % de la force de travail. L'emploi minimum était au départ une mesure sociale, destinée à soulager les chômeurs. Petit à petit, il est devenu « anti-social ». Des chefs d'entreprise trouvent plus avantageux d'embaucher sous cette rubrique des ouvriers autrefois recrutés selon les normes habituelles.

Le chômage a évidemment aggravé la sous-alimentation. Depuis deux ans, l'archevêché de Santiago a créé dans sa « zone » plus de trois cents refectoirs pour enfants : d'autres baraquements en bois, où sous des arbres appelant à la fraternité, quelque vingt-trois mille gosses aux joues cuites par l'hiver déjeunent, le plus souvent d'une soupe de farineux et d'un fruit — leur seul repas jusqu'au lendemain. Sur les vingt enfants qui fréquentent un refectoire, six sont des sous-alimentés graves, dit la responsable. Soixante pour cent des enfants assistés souffrent de sous-nutrition, selon l'archevêché. La jungle n'a pas survécu les distributions de lait gratuites commandées sous Allende. Elle estime avoir beaucoup fait en unifiant les proportions familiales aux salaires, — mais le système veut que leur versement soit assuré par les entreprises, ce qui revient à en priver les chômeurs.

Messieurs les délégués de l'O.A.A. (Obras de Asistencia Social), nous sommes des femmes de notre Chili tant aimé, et nous ne pouvons pas nous taire quand nous supportons tous les jours les souffrances d'un peuple opprimé, persécuté, privé des droits les plus élémentaires... Dans la population, le tract circule, ronéoté, avec des chiffres sur le coût du pain, du sucre, du riz, des pommes de terre, du maïs, du radio d'hôpital, d'un examen de laboratoire. Il y a donc encore des tracts au Chili ? Oui, et celui-ci parle de tout : de la mortalité de la population, de la sous-nutrition, de la dénutrition, de la prostitution des jeunes, des expulsions de pobladores... Pourtant, si l'on en croit ses habitants, la population a ses opinions. Les habitants qui travaillent pour la DINA (police secrète) ou le service d'information militaire. Mais l'organisation supplée à tout. Et il reste ici et là, des noyaux.

Hommes politiques et journalistes ne croient guère, quant à eux, à une résistance structurée. Au contraire. « Les gens se plaignent, nous dit un ex-dirigeant communiste, mais ils résistent peu. Tout le monde a peur. » Un autre parle du « sommeil national » face à « une dictature cruelle et sans scrupules ». Chez les démocrates-chrétiens, les mots ne sont pas assez durs pour dénoncer la terreur créée par la misère, et la politique économique « la plus humaine, la plus chrétienne qui soit ». L'un d'eux est affirmé : « En 1969, le Chili était le quatrième pays d'Amérique latine pour le revenu par habitant. Nous sommes aujourd'hui au niveau du Paraguay ».

Les syndicats sont pratiquement paralysés. Quand ils n'ont pas été éliminés, les dirigeants ont été emprisonnés ou tués. Les syndicats « automatiques » déclassés d'en haut, en fonction de l'inflation, mais toujours en retard sur elle, du moins jusqu'à cette année, où un léger raffra-

page a été consenti en faveur des travailleurs. Le précédent ministre de tutelle — un général — avait élaboré un nouveau code du travail qui avait discuté avec les syndicats, lesquels l'avaient refusé. Il paraissait disposé à redonner aux salariés quelques-unes de leurs anciennes prérogatives. Mais il a été remplacé par un jeune technocrate, M. Sergio Fernández, qui n'est pas négatif pour tout le monde : car les surfaces ainsi libérées sont acquises à bon compte par des non-paysans. Destinées au départ à soulager la faim de terre du monde rural, elles passent aux mains de commerçants, de transporteurs, de gens qui n'ont souvent rien à voir avec l'agriculture, mais qui font jouer leur « influence ».

Le gouvernement affirme qu'il est le premier à mener la réforme jusqu'au bout. Il dénonce la conception « étatique » de ses prédécesseurs, voire leur politique de clientélisme, et assure qu'avec la parcelisation il fait des heureux, autant dire des alliés. Des heureux ? Livrés à eux-mêmes, sur des lopins de 10 à 12 hectares, privés de l'assistance de la CORA (Corporación de reforma agraria) et de l'organisation des asentamientos, les nouveaux propriétaires risquent fort d'être peu productifs.

Dans l'économie « sociale » de marché mise en pratique par la Junta, ils vont devoir se mesurer aux anciens latifundistes, qui ont un accès plus facile au crédit et qui se modernisent pour tirer le meilleur parti de leurs 80 hectares. Autrement dit, ils risquent de se faire absorber. Le gouvernement militaire a d'ailleurs permis, récemment, la vente des parcelles soumises au régime de réforme agraire. Il a créé ainsi les conditions d'une nouvelle concentration foncière. « Son but est de constituer le marché de la terre, dit un expert, un système où les non-compétitifs sont obligés de vendre le sol ».

Déjà, les terres expropriées ont été restituées pour 30 % à leurs anciens maîtres : elles avaient été « usurpées », selon les autorités. Menée à l'extrême, la réforme agraire est donc bel et bien en train de séparer.

Prochain article : GROCODILES ET PHANAS

Argentine

La mort de Roberto Santucho porte un coup sévère à l'Armée révolutionnaire du peuple

De notre correspondant

Buenos-Aires. — Mario Roberto Santucho, le principal dirigeant de l'ERP (Armée révolutionnaire du peuple), a été tué au cours d'un affrontement avec des effectifs militaires appartenant aux services de renseignements de l'armée de terre. D'autres guérilleros, parmi lesquels figurait Enrique Gorriarán Merlo, un des lieutenants de Santucho, avaient également été abattus au cours de cet accrochage qui s'est produit dans les environs de La Plata, une sous-préfecture de kilomètres de la capitale. Les forces armées ont de leur côté enregistré des pertes sévères : le communiqué officiel ne mentionne pas les noms des révolutionnaires tués, signale la mort d'un capitaine et de deux officiers.

La mort de Santucho, qui nous a été confirmée à l'état-major de l'armée, n'est pas surprenante. L'ERP, qui dirigeait depuis sa création en 1970, a remporté des

succès retentissants sur les forces armées, mais a également essuyé des échecs sévères. L'ouverture, en février 1974, dans la province de Tucumán, d'un « foyer » en zone rurale qui devait marquer une étape « supérieure » de la lutte révolutionnaire, a été un nouvel échec. L'armée a pu sans trop d'efforts isoler les combattants.

Santucho décidait de lancer à la fin de l'année dernière une nouvelle offensive sur le front urbain. Mais lui et les autres dirigeants de l'ERP ont été tués en décembre d'un régiment stationné dans les faubourgs de la capitale s'achève par un désastre. Les forces armées ont, semble-t-il, au cours de leurs tentatives, les assaillants subirent de très lourdes pertes, évaluées à une centaine d'hommes. Indirectement, les services de sécurité, l'ERP perdait la suite de la campagne du 24 mars les guérilleros se retrouvèrent, comme ils l'avaient toujours souhaité, face à face avec les militaires. Ils n'étaient plus en mesure de les affronter. Santucho amena un repli « tactique » afin de réorganiser sa petite armée.

Après avoir lui-même échappé de peu à une embuscade de police, il perdit son principal collaborateur, M. Manuel Carrizo, fait prisonnier. Ces succès vont sans doute raffermir la confiance de l'armée et surtout de son commandant en chef. Le général Jorge Videla, président de la République, qui soutient la nécessité d'une action contre la guérilla. Celle-ci toutefois est loin d'être vaincue. Tandis que l'ERP affaiblie se limite à des opérations défensives les militaires multiplient les actions contre les forces de sécurité. L'extrême gauche péroniste a aussi subi des pertes, mais a mieux résisté. Elle va sans doute assumer la responsabilité de la lutte contre la dictature et probablement absorber les restes de l'ERP privé de ses chefs. Les deux organisations clandestines seraient d'ailleurs parvenues à un accord pour former l'Organisation de libération argentine (OLA).

PHILIPPE LABREVEUX.

PROCHE-ORIENT

FIN DU « SOMMET » DE DJEDDAH

L'Arabie Saoudite, l'Égypte et le Soudan décident de coopérer

dans le domaine militaire et de la sécurité

(De notre correspondant.)

Le Caire. — Le principal résultat de la réunion qui s'est tenue au cours du dernier week-end à Djeddah entre le roi Khalid, les présidents Sadate (Égypte) et Nemeiri (Soudan) paraît être la création d'un « organe spécial commun aux trois pays chargés de la coordination sur le plan militaire et de la sécurité nationale ». Le Caire a annoncé que l'Égypte et le Soudan avaient signé, le 15 juillet dernier, au cours du séjour que le chef de l'État soudanais, le général Nemeiri, a effectué à Alexandrie, un « pacte de défense commune ». Ainsi, estime-t-on dans la capitale égyptienne, les offres d'aide militaire faites dans le passé par le roi à Riyad (dans le cadre de l'assassinat du roi Fayçal et à Khartoum à l'occasion de tentatives de renversement du régime) pourront, dans l'avenir, se concrétiser « immédiatement et automatiquement ». La sainte alliance qui unit désormais l'Arabie Saoudite, le Soudan et l'Égypte, et plus particulièrement ces deux derniers pays entre eux, vise au premier chef le colonel Kadafi. Le président libyen est fortement

soupçonné, dans plusieurs camps arabes, de vouloir foment des troubles contre les dirigeants en place. Aux yeux du Caire, la Fédération des Républiques arabes (Égypte, Syrie, Libye) semblerait même avoir vécu, puisqu'il exige du nouveau représentant libyen dans la capitale égyptienne qu'il s'accredite comme l'ambassadeur d'un pays étranger.

La coopération économique entre l'Égypte, les monarchies pétrolières arabes et le Soudan a également été renforcée. Divers projets agricoles égypto-soudanais ont été ressortis : carotons. L'important projet franco-égypto-soudanais du canal Nilotique-longue (230 kilomètres), au Soudan, ferait bientôt l'objet d'un accord de prêt. Enfin, un Fonds arabe soutient l'économie égyptienne dotée d'un capital de 10 millions de francs fourni par l'Arabie Saoudite, le Koweït, Qatar et émirats arabes unis, vient d'être créé. L'Organisation du golfe et le développement en Égypte s'alimentent à raison de 40 % à Riyad.

J.-P. FÉRONCEL-HUGOZ

LE PRÉSIDENT FORD MET EN CAUSE LA LIBYE A PROPOS DU TERRORISME INTERNATIONAL

Washington (A.F.P.). — Le président Ford a déclaré, le lundi 19 juillet, au cours d'une conférence de presse à la Maison Blanche, que certains initiateurs du gouvernement libyen ont peut-être favorisé l'activité des terroristes internationaux.

Les États-Unis savent que le gouvernement libyen « a, de plusieurs façons, fait des choses qui pourraient avoir stimulé l'activité des terroristes internationaux », a-t-il déclaré le président, sans autre précision.

Le président américain a ajouté que les États-Unis s'efforcent, aux côtés de nombreux autres gouvernements, de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin aux actes de terrorisme international.

LONDRES RENONCE A UNE BASE DANS LE SULTANAT D'OMI

Mascate (Reuter). — L'Oméïen a annoncé, lundi 19 juillet, Foreign Office, l'installation sur de Mascate, au large d'Oman, d'une base militaire dans le sultanat d'Oman, a annoncé, lundi 19 juillet, Foreign Office, l'installation sur de Mascate, au large d'Oman, d'une base militaire dans le sultanat d'Oman, a annoncé, lundi 19 juillet, Foreign Office, l'installation sur de Mascate, au large d'Oman, d'une base militaire dans le sultanat d'Oman.

Le R.A.F. retirera aussi une base militaire au sud de la base Salalah, capitale de la province de Dhofar. Cet accord a été corrélat des entretiens que le général Gabbani a eus récemment à Londres. Il ne concerne pas les pilotes ou autres personnels militaires au service de l'armée de l'Oman, précise le communiqué. Le texte ajoute que ces bases n'entraîneront en rien les relations étroites et amicales existant entre le sultanat et la Grande-Bretagne.

Liban

La gauche libanaise et les Palestiniens acceptent le dialogue avec les Syriens

(Suite de la première page.)

Peu avant ces développements, les dirigeants chrétiens avaient rendu publics, deux prises de position importantes. La première concernait, selon les propres termes de la radio phalangiste, la nécessité de « supprimer rapidement » les positions occupées en mars-avril et mai par les palestiniens progressistes dans la montagne libanaise. La seconde consistait en un appel au « sommet » Saoudo-égypto-soudanais de Djeddah par le président Frangieh, et dans lequel celui-ci accueillait le premier ministre libyen, le commandant libanais s'était écarté de son rôle de médiateur et de soutien l'alliance palestino-progressiste lui fournissant armes, fonds et troupes. Dans le même texte, le président Frangieh estimait que la solution au problème du Liban, menacé selon lui par le mouvement palestinien qui « essaie de dominer le pays », serait de « répartir » les Palestiniens entre les pays arabes, « en procédant des possibilités d'accueil de chaque pays ».

D'autre part, M. Raymond Bédé (droite libérale) a vivement attaqué, lundi, le Front du Kfour, qui regroupe les dirigeants maronites conservateurs. Il a comparé ces derniers en raison de leur collaboration avec les occupants syriens, à des « vichystes ».

L'évacuation des étrangers ajournée

L'évacuation organisée par l'ambassade américaine des ressortissants des États-Unis et d'autres pays étrangers a dû être reportée. Le conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, d'abord sous protection palestinienne, puis sous escorte syrienne. Le départ a été ajourné pour la raison de sécurité, les secourus à traverser pour le moment trop dangereux.

Les combats se poursuivent, et tous les fronts sans changement majeur dans les positions. Le siège du camp palestinien de Tei-Zechar où se trouveraient, selon les sources, un millier de blessés et des centaines de morts, se poursuit. Les troupes syriennes consolident leurs positions au nord de Beyrouth (sauf à l'ouest où elles s'approchent à moins de 20 kilomètres) qu'en direction de Safra dans le Sud et qu'en direction du Nord et l'Est du pays. Les propos du ministre israélien de la Défense, M. Shimon Peres, déclaré lundi : « Les Syriens installés solidement au Liban, ont une arme avancée. Pour le moment, ils ont obtenu l'occupation de la Bataie qui est la plus importante du point de vue stratégique et économique de ce pays ». Mais n'y a-t-il pas de définitif ? Le Liban et il n'est pas impossible que se crée une situation semblable à celle qui prévaut en Israël où chaque communauté s'en fait garde par sa propre administration. Il n'est pas question aujourd'hui comme hier, qu'une intervention au Liban. » (A.F.P., U.P.I., Reuter.)

Les autorités militaires israéliennes ont confirmé l'arrivée, le 2 juillet, d'un cargo transportant d'Égypte au Liban des armes destinées aux forces palestino-progressistes (Le Monde du 20 juillet). Le navire en cause, le Friendship, n'est pas égyptien comme on l'avait cru tout d'abord, mais grec. — (A.F.P.)

RECRUTÉMENT. — Un phrase de notre envoyé spécial (Khartoum (Le Monde du 13 juillet)) a été citée en transmission. Il s'agit de : « Le général Mohamed Nour Soudi, comme le lieutenant-colonel Hassan Hassane, auteur de la tentative de putsch de 1975, et comme nombre de conjurés du 2 juillet, est issu d'une famille mandaliste de l'ouest du Soudan ».

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Un Kennedy « rétro »

Si M. Jimmy Carter doit devenir le président des États-Unis d'Amérique, à quel ou à qui le devra-t-il ? Pour PARIS-MATCH, pas de doute possible : son meilleur atout, c'est « le sourire, les touches de rousseur et les cheveux blonds de sa fille chérie Amy, dernière-née de la famille ». Cette vision n'est pas celle des autres hebdomadaires, qui s'efforcent de creuser un peu plus la personnalité de ce producteur de cacahuètes venu du Sud et investi comme candidat démocrate. LE POINT lui consacre son « banc d'essai » à « Un croquis d'acier », une « volonité de fer », une « passion d'homme », Christine Rigollet constate que « cet inconnu déjà célèbre » a su « raffiner quelques intellectuels fascinés par ce Kennedy « rétro », un peu péquenois, qui parle d'amour, non de guerre, en chantant Redeviens un bébé ».

« un nouveau parti démocrate ». « Le sémestre dernier, à New York, note-t-il, le parti démocrate a trouvé un maître, une unité et une chance de revenir au pouvoir. Pendant ce temps, les anciens dirigeants de la machine du parti traînaient, un peu à l'écart, dans les innombrables réceptions offertes à l'occasion de la Convention. Ils n'avaient rien d'autre à faire, les pauvres, que d'évoquer le bon vieux temps. Avant J.C. Avant Jésus-Christ ? Non. Avant Jimmy Carter. »

Même appréciation chez Olivier Toled, qui dans LE NOUVEAU OBSERVATEUR, estime que « huit années de blessures du parti démocrate ont été caudées par Jimmy ». « Il ne s'agit plus que de « cartographier » l'Amérique », conclut-il. Toutefois, il s'étonne encore de ce succès du candidat démocrate, et remarque : « Étrange victoire : de Robert Strauss, président du parti, à la

plupart des chefs des délégations, en passant par le vice-président démocrate, personne n'aime le parti démocrate. Il fascine, il ne touche pas au-delà du cercle des intimes. Est-il très intelligent ou très hôte ? »

Pierre et Renée Gosset croient pouvoir répondre dans VALEURS ACTUELLES. Ils écrivent : « Divisé par son sourire, il y a un ordonnateur. Sa stratégie en porte la marque : être partout présent (il fut le seul à s'inscrire dans chacune des trêves et une direction primaires du pays), et à avoir l'importance qui découle de la recette de base de son succès ».

Le renouveau démocrate laisse cependant sceptique Jean-Pierre Vail, qui écrit dans LUTTE OUVRIÈRE (trotskiste) : « Pendant le flot électoraliste adopté par Carter, une attitude peut être déguisée. C'est que, s'il est élu, il sera un digne représentant de l'impérialisme U.S. »

هنا من الأهل

POLITIQUE

Le secrétariat national des R.I. est renforcé

La Fédération nationale des républicains indépendants a renforcé son secrétariat national de la formation, qui a siégé le jour même sous la présidence de M. Jacques Domini, secrétaire général.

La nouvelle équipe est composée de quinze personnes (contre quatre précédemment). A MM. Philippe Augier, Hubert Bassot, Jacques Blanc et Bernard Lehtinen sont désormais associés des responsables chargés chacun d'un secteur particulier d'activité avec mission d'animer le débat politique dans ce secteur. Cet

M. CLAUDE LABBÉ REPROCHE AU GOUVERNEMENT DE « RÉVER D'UNE MAJORITÉ DOCTILE »

M. Claude Labbé, président du groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale, a souligné dans une interview à l'Agence France-Presse le 19 juillet que s'établissait entre le gouvernement et la majorité une « conversation d'adultes », ajoutant :

« Si n'était pas possible d'améliorer rapidement ce style de rapports, chacun y mettrait la main. — Cela laisserait bien mal augurer d'une possibilité de dialogue avec l'opposition, ce qui serait un soul constant de la vie politique. »

« Comment pourrait-il exister une ouverture vers la minorité si l'Assemblée n'est pas capable de transformer des rapports entre le Parlement et le gouvernement, par d'autres plus faciles en raison même du tempérament du premier ministre. Jacques Chirac est un homme de dialogue qui connaît et qui comprend les réalités de la vie politique française, avec qui il est aisé et plaisant de travailler. »

Le président du groupe U.D.R. a estimé en revanche que, « si le gouvernement maintient son désir d'avoir trop souvent raison, il se sépare de l'essentiel qui est l'accomplissement de nos réelles missions. »

« Si l'on considère l'engagement que sur l'essentiel, il s'agit de la tentation de faire peser sur le Parlement, déjà déboussolé par les moyens logistiques, la pression de la technocratie, s'il continue à réver d'une majorité « doctile », c'est-à-dire inexistante, la session budgétaire sera pour lui très difficile. Nous comprenons la rigueur et nous la souhaitons, car nous ne pouvons accepter la poursuite de l'inflation, mais nous avons notre mot à dire dans les choix des divers budgets, sinon à quel verbalement ces quarante jours de discussion ? »

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL REJETTE LE RECOURS DES DÉPUTÉS SOCIALISTES

Le Conseil constitutionnel a rendu sa décision au cours de sa séance du 15 juillet sur la requête déposée par seize députés socialistes contre une loi modifiant le statut général de la fonction publique. Le Conseil a estimé que cette loi est conforme à la Constitution. Il assure que lorsque des jurys administratifs vont être créés, les candidats socialistes ne seront pas en désavantage par rapport aux autres candidats. Le Conseil rappelle qu'il n'a pas à se prononcer sur le principe d'égalité de traitement des fonctionnaires. De plus, le Conseil rappelle qu'il n'a pas à se prononcer sur le principe d'égalité de traitement des fonctionnaires. De plus, le Conseil rappelle qu'il n'a pas à se prononcer sur le principe d'égalité de traitement des fonctionnaires.

Le Conseil a examiné également une requête relative aux incompatibilités parlementaires à la demande de M. Roger Boileau, député U.D.R. de la Seine-Maritime. Le Conseil a estimé que la loi n'est pas contraire à la Constitution. Le Conseil rappelle qu'il n'a pas à se prononcer sur le principe d'égalité de traitement des fonctionnaires. De plus, le Conseil rappelle qu'il n'a pas à se prononcer sur le principe d'égalité de traitement des fonctionnaires.

UNE THÈSE DE DOCTORAT DE DROIT PUBLIC

Les insuffisances des commissions parlementaires d'enquête ou de contrôle

De décembre 1971 à octobre 1974, suivant l'exemple du Sénat dont les recherches sur les abattoirs de la Villette ou sur la publicité clandestine à l'O.R.T.F. avaient fait grand bruit, l'Assemblée nationale a créé neuf commissions d'enquête ou de contrôle contre une de 1958 à 1971. A la lumière de ce récent regain d'intérêt, M. Jacques Desandres,

administrateur au Palais-Bourbon, a consacré sa thèse de doctorat de droit public à l'étude de la spénologie, du fonctionnement et des résultats des commissions d'enquête ou de contrôle (1). D'un tel examen, conduit avec beaucoup de minutie, il ressort principalement qu'en l'absence de réelles contraintes juridiques, le succès de ces commissions dépend, pour l'essentiel, du bon vouloir de l'exécutif.

Rien n'empêche vraiment les parlementaires, en dépit des apparences, d'entreprendre une investigation. Comme l'écrit l'auteur, « il n'existe aucun obstacle juridique sérieux à la création d'une commission d'enquête ou de contrôle : l'élément primordial est la volonté politique d'en créer ou de ne pas créer ». Cette volonté ne peut être que celle de la majorité, c'est-à-dire, sous la V^e République, du gouvernement.

Rien n'empêche, d'autre part, les témoins à comparaître ni les détenteurs de documents à les communiquer : « sur le plan juridique, les moyens d'action des commissions d'enquête ou de contrôle sont inexistants ». Il en résulte que « le Parlement français n'est pas juridiquement armé pour mener un dialogue équilibré avec l'exécutif ».

En définitive, si le pouvoir s'oppose à la constitution d'une commission ou à son déroulement de ses travaux, la seule sanction est d'ordre politique. « C'est pour le gouvernement un problème de tactique politique et il doit valoir à ce que son attitude ne provoque pas une perte de confiance au sein du Parlement, au sein de l'opinion publique ». Il n'est pas moins le seul juge de l'opportunité. La preuve : depuis décembre 1974, aucune commission n'a été créée par l'Assemblée nationale ou par le Sénat.

(1) Les commissions parlementaires d'enquête ou de contrôle ont droit, en France, à la documentation française, notes et études documentaires, n° 4282, 4283, 4284.

● Nouvelles menaces sur le camp de Struthof. — M. André Bord, secrétaire d'Etat aux anciens combattants et président du conseil régional d'Alsace, a reçu un texte polygraphié dans lequel les auteurs (anonymes) de l'incendie qui détruisit le musée du camp de Struthof (Bas-Rhin), dans la nuit du 13 au 14 mai dernier (le Monde date du 15-17 mai) n'ont pas cessé de faire « disparaître » le camp si le musée est reconstruit « dans le même état d'esprit ». « Les hommes qui ont souffert et sont morts dans ce camp (le seul camp de concentration nazi en France) précèdent le texte, ne méritent pas qu'on en fasse un musée aux mains tendues, avides de pourboires, ni un endroit où un seul peuple est accusé, alors que la France, à la libération et ailleurs, n'a guère été plus humaine. »

JEAN OCTOBRE

Le statut de la fonction publique

Sema - Sélection

direction développement industrie chimique

150 000 F

Le Directeur de développement d'un Groupe international du secteur chimique, recherche pour faire face aux objectifs ambitieux qui lui ont été assignés, un ingénieur chimiste de grandes compétences bénéficiant d'une expérience approfondie dans la fabrication et l'utilisation des plastiques, des solvants et peintures ou des produits de base pour l'industrie pharmaceutique. Adjoint du Service, il aura la responsabilité d'élaborer une stratégie de développement sur des axes déterminés, d'orienter les études et recherches correspondantes et éventuellement de recommander les acquisitions répondant aux nécessités de l'expansion du Groupe. Ce poste conviendrait à un ingénieur Grandes Ecoles, 35 ans minimum, ayant déjà été confronté à des problèmes similaires dans une industrie chimique de pointe. Le poste peut déboucher rapidement sur la direction du Service pour un candidat de valeur. La nationalité est indifférente mais le bilinguisme Français-Anglais ou Français-Allemand est indispensable. (Réf. 10102 M)

ingénieurs formation professionnelle

Outre-Mer

Pour faire face à son expansion Outre-Mer, l'Unité Entreprises et Développement de SEMA (Méta International), spécialisée dans les interventions pluridisciplinaires au sein des sociétés indépendantes des grands groupes industriels français et étrangers, recrute des ingénieurs expérimentés dans la formation en milieu industriel. Participant à la création et au développement de Centres de Formation Professionnelle, leur mission consistera à concevoir les programmes, à choisir les méthodes, à contrôler les actions menées par une équipe d'animateurs, en particulier dans les domaines de l'électromécanique, de l'entretien véhicules et engins et de la plomberie-chimie. Les candidats devront être ingénieurs diplômés, de préférence dans l'une de ces spécialités et posséder une expérience analogue, acquise si possible dans des pays en voie de développement. Il sera largement tenu compte dans la rémunération, du niveau d'expérience. (Réf. 7001 M)

ingénieur produits métallurgiques

France Etranger

L'Unité Entreprises et Développement de SEMA (Méta International), spécialisée dans les interventions pluridisciplinaires au sein des sociétés indépendantes des grands groupes industriels français et étrangers, recherche un ingénieur expérimenté d'une expérience de quelques années dans l'un ou plusieurs des secteurs suivants : sidérurgie, métallurgie, traitements thermiques, constructions métalliques, chaudronnerie, pour l'intégrer à une équipe chargée d'importantes missions de formation. Agé d'au moins 30 ans, ingénieur A.M. de préférence, il sera motivé et désireux de mettre ses acquis d'un département fondamental où il sera rapidement responsable de l'élaboration et de l'animation de stages ainsi que de leur organisation. Sa carrière pourra évoluer au sein du Groupe vers d'autres responsabilités en s'appuyant sur de larges possibilités de perfectionnement. Le salaire dépendra essentiellement des compétences du candidat. (Réf. 3013 M)

ingénieurs programmeur x, mines, centrale

France Etranger

La Division Informatique de SEMA (Méta International), premier Groupe européen de Conseil, recherche deux jeunes Ingénieurs Programmeurs diplômés d'une Grande Ecole (X, Mines, Centrale, Sup-élec, etc.), l'un ayant si possible une première expérience de la programmation en langage évolué ou en assembleur, l'autre, spécialiste en mini-informatique avec une réelle expérience d'un mini-ordinateur (procédures de transmission, microprogrammation, temps réel...). Ils participeront à des études et réalisations informatiques au sein d'équipes pluridisciplinaires intervenant en clientèle, tant en France qu'à l'étranger. Leurs carrières pourront évoluer au sein du Groupe vers d'autres responsabilités dans les domaines informatiques ou du management en s'appuyant sur les larges possibilités de perfectionnement mises à leur disposition. L'Anglais est indispensable. Les salaires dépendront essentiellement des compétences des candidats. (Réf. 10083 M)

techniciens formation professionnelle

Outre-Mer

La SEMA (Méta-International), premier Groupe Européen de Conseil, intervenant dans de nombreuses missions d'assistance technique dans les pays en voie de développement, crée des centres de formation professionnelle destinés à appuyer le démarrage de complexes industriels importants et variés. Pour mener à bien ces contrats, elle recherche des techniciens qualifiés capables de former du personnel d'exécution aux différentes spécialités de base de l'industrie mécanique et pétrochimique : opérateurs, électriciens, mécaniciens, instrumentistes. Les candidats posséderont quelques années d'expérience acquise dans l'une de ces spécialités. La connaissance des pays en voie de développement constitue un avantage. La rémunération, à laquelle s'ajoute une démission d'expatriation, tiendra largement compte des qualifications et de l'expérience acquise. (Réf. 7002 M)

directeur du personnel

160.000 F

Une importante Société Industrielle du secteur mécanique (5000 personnes), liée à un groupe multinational, dont le siège se situe dans le bassin parisien et les unités de production sont réparties dans différentes villes de province, recherche dans le cadre de sa restructuration, un Directeur du Personnel de grande expérience. Répondant devant le Directeur Général et membre du Comité de Direction, il mettra en place une politique de relations humaines en s'appuyant sur la structure des services de personnel déjà existante dans les différents établissements. Il coordonnera et contrôlera les actions entreprises et initiées un style de relations ouvert avec les partenaires sociaux. Ce poste ne peut convenir qu'à un Cadre confirmé, 35 ans minimum, ayant déjà occupé une fonction identique dans un groupe international et rompu aux méthodes modernes de gestion des hommes. La pratique courante de l'anglais est indispensable. (Réf. 10095 M)

chef du service informatique et organisation

120.000 F

La filiale française (C.A. 120 M.F. - 700 personnes) d'un Groupe européen, l'un des leaders dans la fabrication de meubles, crée le poste de Chef du Service Informatique et Organisation. Sous l'autorité du Directeur Général et en relation étroite avec les directeurs de Production et Commercial, le titulaire devra, à l'aide d'études très poussées déjà réalisées, mettre en place les applications informatiques, élaborer un système de régulation commercial/production, procéder aux études de rentabilité en vue de réduire les frais généraux. En outre, il formera et animera une équipe qu'il devra recruter. Agé de 32 ans minimum, de formation supérieure, le candidat bénéficiera d'une expérience d'informatique de gestion acquise comme Chef ou Adjoint pendant au moins 3 ans, dans une société industrielle (fabrication de grande série : confection, électroménager, mécanique, ...). Allemand souhaité. Lieu de résidence : Ville de Champagne. (Réf. 4508 M)

directeur commercial filtres automobiles

Paris

Filiale d'un grand Groupe international (C.A. 1 milliard de F.), FRAM EUROPE occupe une position leader dans la fabrication et la distribution de filtres destinés à l'automobile, à l'industrie, etc. Pour faire face à son expansion, FRAM recherche son Directeur Commercial Filtres Automobiles pour la France. Il sera chargé de mettre en place un réseau de vente, d'en établir la structure administrative et comptable, de coordonner et d'animer l'équipe de vente qu'il aura créée. Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure, bénéficiant d'une première expérience réussie dans la direction des ventes premier équipement et rechange automobile appliquée aux filtres ou aux produits équivalents. L'âge minimum souhaité est de 35 ans. Une parfaite maîtrise de l'Anglais est indispensable. La rémunération sera fonction de l'expérience acquise. (Réf. 4507 M)

Adresser votre curriculum vitae, avec une courte lettre manuscrite, en rappelant la référence choisie à :



Centre Metra
16, rue Barbès - 92126 Montrouge
Tél. : 657.13.00 (120 lignes groupées)

ROCHE-ORIENT

DU « SOMMET DE DJEDDAH »

Secours, l'Egypte et le

déclat de coopérer

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la



LES XVIII

OLYMPIQUES

Sous le charme des gymnastes

De nos envoyés spéciaux

Le chant pathétique des stades, où les premiers produits de la terre entretiennent, épaule contre épaule, la « vaste multitude » dont parle Montherlant dans « Les Onze devant la porte dorée », a été entonné lundi 19 juillet, deuxième journée olympique de Montréal, par les femmes, ces femmes que Pierre de Cou-

bertin, il y a un demi-siècle, n'avait admises qu'à contrecoeur dans la grande fête des athlètes.

La première héroïne honore la natation de vitesse : Kornelia Ender, dix-huit ans, une Allemande de l'Est aux cheveux de lin, au joli visage et aux dorsaux surpuissants, a enlevé brillamment le 100 m nage libre.

On se souvient que Johnny Weissmuller, le fameux Tarzan, fut le premier nageur olympique à descendre au-dessous de la minute aux 100 m (aux Tournelles en 1924). Que dire d'une faible femme qui vient du froid et « dégringole » son temps en 55 sec. 65/100 ? Il n'y a pas de mystère : la préparation, la mise en condition, la spécialisation à outrance, font aujourd'hui toute la différence.

Une Kornelia Ender consacre une demi-heure par jour d'entraînement pour l'amélioration de ses virages et de ses battements de pied d'où cette propulsion dans l'eau telle une huille qu'elle en devient comparable à coulée de l'otarie.

La deuxième héroïne est une gymnaste roumaine à peine sortie de l'adolescence : Nad Comaneci, quinze ans, qui, sans être tirée encore, a été créditée par trois fois de la note maximum (10), performance jamais réalisée aux Jeux dans cette discipline. La seule vaine de la petite déesse du gymnase déroulant ses volutes « comme le miel coulant sur le miel » et terminant son dernier plané au sol par un magnifique cambre, éclipse déjà ses rival

COMPÉTENCE ET BONNE HUMEUR

Causerie à la télévision

Montréal. — « Celui que vous apercevez présentement sur votre écran, c'est un bonhomme du Canada. Six pieds, deux pouces. Il se présente en semi-fini. » Ainsi va la causerie à la télévision canadienne, qui couvre les Jeux à tour d'orlog. Ce vocabulaire savoureux pour une oreille européenne, fut-elle francophone, est un des premiers enchantements du commentaire. On y ajoutera l'accent, qui réjouit comme un vin capiteux. Tout cela va de pair avec une parfaite liberté de ton. Rien n'est moins bridé que ce qui se dit à la radio ou à la télévision. On entend des voix qui ne se prennent pas au sérieux. Les informations peuvent être tout aussi mises en doute : « Ce n'est peut-être pas tout à fait ça, on vous le dira tout à l'heure. »

Des mots précis mais inattendus jaillissent à tout moment. Celui-là a amélioré sa propre marque (son propre record), cet autre a reçu un avertissement futile. Il faut donner le crédit à cette équipe et regarder l'épreuve au cheval saut de haut (cheval-saut). Une substitution dans l'équipe péruvienne (changement de joueur). Le but est compté (marqué) par le numéro 10. Le spécialiste ne sait pas qui favorisera (à qui il va accorder sa préférence).

Mais les choses ne se passent pas seulement, à la bonne franquette. Certes, les commentateurs y vont de tout leur cœur et de tous leurs rires — on rit volontiers à l'antenne — on rit enthousiasmé n'est pas réfréné. On en arrive parfois à des approximations. Un bonjour qui a les yeux dans le gousset, a été reçu un mauvais coup, mais

l'expression surprend tout de même. On passe sans difficulté pour rester sur l'impression la plus importante, qui tient à la compétence des commentateurs.

Cette remarque vaut principalement pour les sports très techniques, comme l'haltérophilie et la gymnastique. Les experts qui assistent les journalistes n'ont pas la timidité que l'on connaît en France. Ils s'amusent, ils s'exaltent, mais disent bien ce qu'ils ont à dire. Le profane y apprend une foule de choses, la leçon se prolongeant grâce au ralenti. Il devient clair que cet haltérophile a manqué sa « tirade » (sa traction), qu'il est passé trop vite sous la barre, se recevant sur les talons et, de ce fait, partant en arrière.

Par bonheur, c'est la gymnastique qui a bénéficié du reportage le plus satisfaisant. De ce grand spectacle que les femmes ont porté à un niveau incroyable, on pourrait dire qu'il se passe de commentaire.

Nicolas McDuff, qui tient le micro, s'y coule cependant avec aisance, s'amusant fort, nous amusant, elle comme les aspects rhétoriques de la performance, trouve tout ce qui est difficile au possible, mais ne nous en explique pas moins dans le détail le moindre défaut ou la portée d'un geste que l'on croyait anodin. On apprend que les juges doivent avoir une image mentale de l'exercice qu'ils vont exécuter, qu'ils doivent mettre comme un coque sur le mouvement et qu'ils vont certainement donner, la note qu'ils donnent. Nous, on lui donne 10. Et 10 encore pour ces moments où elle s'efface en prétextant qu'il faut écouter la musique. »

FRANÇOIS SIMON.

FOOTBALL

Des débuts prometteurs pour les Français

Ottawa. — Si l'on veut passer un pont pour aller d'une province à l'autre, l'Ontario n'est pas le Québec. Là, on se plaint des dépenses exorbitantes et jugées par beaucoup injustifiées pour organiser cet immense spectacle, ici on semble se désintéresser des Jeux olympiques préparés par la nation francophone. Il n'est donc pas étonnant que Landadonne Park, le grand stade de la capitale administrative du Canada, ait été loin d'être plein pour accueillir, le 19 juillet, les équipes de football de France et du Mexique.

Situé dans un quartier résidentiel le long du canal construit par les Canadiens contre une éventuelle invasion américaine du moment de la guerre d'indépendance, le stade d'Ottawa offrait un cadre champêtre avec une pelouse verte en cru pour un match qui devait être printanier. Bien que le football connaisse un succès tel que la Fédération internationale comprend plus de pays que l'ONU dans le tournoi olympique il n'appartient pas à un sport secondaire, en raison de la concurrence des professionnels. Mais les équipes ont encore de ces noblesses, de ces valeurs aussi qu'on ne retrouve plus dans les rencontres d'après et physiques des grands matches internationaux.

Un public plus chauvin que celui du Parc

Les Mexicains, fortement encouragés par un public coloré, ont gagné cette fois-ci. Fidèles à leur réputation de virtuoses, les joueurs ont encore de ces noblesses, de ces valeurs aussi qu'on ne retrouve plus dans les rencontres d'après et physiques des grands matches internationaux.

BRUNO DETHOMAS.

HOCKEY SUR GAZON

Les costauds prennent le meilleur sur les artistes

Montréal. — Un jeu vieux comme le monde, ou presque, ce jeu de la balle à la crosse. Les historiens rappellent à l'environnement qu'on en retrouve la trace à quatre mille ans d'ici, sur les bas-reliefs de la vallée du Nil. Certains veulent voir l'origine du nom de hockey dans le vieux mot français hocquet, qui désignait la balle de bois. On peut imaginer que c'est sous cette appellation pastorale qu'il se transmettait en Angleterre, les Britanniques n'appréciant pas seulement d'anglais son nom, mais aussi de codifier un sport que les Irlandais commencent à pratiquer de la manière forte.

Le hockey sur gazon s'étend à travers le monde, principalement en Inde, où les soldats de Sa Gracieuse Majesté le laissent en cadeau d'adieu.

Les Canadiens se souviennent surtout que ce jeu fut importé aux États-Unis à la fin du dix-neuvième siècle et qu'un groupe d'officiers britanniques, fautes de terrain en raison de la saison, s'amusait à le pratiquer sur une rivière gelée de l'Ontario. C'est cette version que retiennent les habitants de l'Amérique du Nord et l'on sait qu'il n'y a pas aujourd'hui au Canada de sport plus populaire. Cette ferveur pour les matches sur glace ne s'étend pas à ceux du gazon. Les rencontres de hockey des Jeux olympiques ne font pour le moment qu'un modeste chapitre, malgré la très haute tenue du spectacle qui nous est proposé.

Au programme du 19 juillet, un match Inde-Pays-Bas. Pratiquement ce qui se fait de mieux à l'heure actuelle. Les Indiens, ruban blanc dans les cheveux ramassés en chignon, sont les

vieilles gloires des Jeux. Depuis 1928, et jusqu'en 1968, ils ont gagné toutes les médailles d'or sauf en 1960 et en 1968, où le titre est revenu au Pakistan. Mais cela ne semblait pas sortir la famille, et l'on en faisait une affaire indo-pakistanaise. Il s'agissait de courses folles, des parties précises et rapides, manœuvres diaboliques de la crosse : telles étaient les qualités que l'on s'efforçait d'imiter pour tenter d'égaliser les maîtres, vain pendant longtemps.

Mais de même qu'ils avaient de l'ordre dans le jeu, pour se démarquer de la pratique américaine, deux pays d'Europe, l'Allemagne fédérale et Pays-Bas, mirent le hockey goût de leur tempérament, optèrent pour une plus grande mobilité de l'ensemble de l'équipe pour des passes longues et sûres et pour une utilisation rationnelle des phases arrêt (corners et petits corners notamment). La comparaison avec le football s'impose quand on voit la part faite à l'engagement physique et les « déboulés » de l'Inde dans le plus pur style d'Ajax d'Amsterdam. On joue à la main, mais surtout plus efficace comme on peut le constater. Indiens, battus 3 à 1, ce 19 juillet.

Il faut un penalty à l'équipe de l'Inde pour ne pas rendre inutile aux vestiaires. Les Néerlandais avaient certes marqué leur premier but en pleine cour mais les deux autres furent obtenus en un instant, sur un corner, le corner qui sanctionne une faute, est tiré à partir de ligne de but adverse vers les poteaux massés à 15 mètres de distance : ceux-ci prennent

Loin de Montréal

LES MINISTRES FRANCOPHONES SE SONT RÉUNIS À PARIS

La conférence annuelle des ministres de la jeunesse et des sports des pays d'expression française, récemment réunie à Paris, a décidé la fusion de son secrétariat exécutif permanent avec le secrétariat technique permanent de la conférence des ministres de l'éducation.

Dans une résolution, la conférence, qui réunit les délégués de vingt et un pays, a souligné, d'autre part, l'importance du développement de la médecine sportive et de la formation des cadres. Elle a aussi souhaité une meilleure circulation des informations entre les pays. M. Pierre Mazaud, secrétaire d'État français à la jeunesse et aux sports, qui présidait la conférence, a rappelé, dans son discours de clôture, les résolutions adoptées par une conférence internationale réunie à l'UNESCO en avril 1976 : création, au niveau mondial et au sein de l'UNESCO, d'une structure administrative spécialisée et d'un comité intergouvernemental permanent, ainsi que la réunion, tous les quatre ans, d'une conférence des ministres et des hauts fonctionnaires de l'éducation physique et des sports.

Le secrétaire d'État français a fait une suggestion : « Le sigle UNESCO devrait comporter deux « S », le premier pour sciences, le second pour sport. Ainsi sera signifié ce que nous ressentons tous au niveau de nos États, à savoir que les activités dont nous avons la responsabilité sont devenues un phénomène social, voire hautement politique. »

Voir en page « Radio-Télévision » le programme de retransmission des compétitions par les chaînes françaises.

Basket-Ball

MESSIEURS
Groupe A. — Canada b. Cuba, 84-79 ; U.R.S.S. b. Australie, 82-77 ; Mexique b. Japon, 100-82.
Classement. — 1. Canada et U.R.S.S., 4 pts ; 2. Mexique et Cuba, 3 ; 3. Australie et Japon, 2.

DAMES
Groupe B. — États-Unis, 84-71 ; U.R.S.S. b. Canada, 112-81 ; Bulgarie b. Tchecoslovaquie, 67-66.

Football

Groupe B. — France b. Mexique, 4-1 ; Israël et Tchecoslovaquie, 0-0.
Groupe D. — U.R.S.S. b. Canada, 2-1.

Gymnastique

TOURNOI FÉMININ PAR ÉQUIPES
1. U.R.S.S., 390,35 pts ; 2. Roumanie, 371,15 pts ; 3. R.D.A., 358,10 pts ; 4. Espagne, 320,15 pts ; 5. Tchecoslovaquie, 378,25 pts ; 6. États-Unis, 375,05 pts ; 7. R.F.A., 373,30 pts ; 8. Japon, 373,10 pts.

CLASSEMENT INDIVIDUEL PROVISOIRE
après les tournois par équipes
1. Nadia Comaneci (Roum.), 78,05 pts ; 2. Nell Kim (U.R.S.S.), et Ludmila Tourischeva (U.R.S.S.), 78,05 ; 3. Olga Korbut (U.R.S.S.), 77,95 ; 4. Olia Becker (R.D.A.), 77,90 ; 5. Elvira Saadi (U.R.S.S.), 77,40 ; 6. Maria Elisei (R.D.A.), 77,20 ; 7. Maria Egervari (Hong.), 76,90 ; 8. Svetlana Slonina (U.R.S.S.), 76,05 ; 9. Nadine Audin (Fr.), 75,80 ; 10. Marina Andriy (U.R.S.S.), 74,00 ; 11. Oksana Ogarkova (Fr.), 73,85.

Haltérophilie

POIDS COQS (56 kg)
1. Norair Nurikyan (Arm.), 285,5 kg (record du monde) ; 2. Gregoire Cidras (Pol.), 282,5 ; 3. Kenichi Ando (Jap.), 280 ; 4. Leszek Skorzupa (Pol.), 280 ; 5. Zoran Pold (Hong.), 280 ; 6. Bernhard Bantchev (Bul.), 242,5 ; 7. Carlos Lestre (Cub.), 240 ; 8. Fustoli Dehkhodah (Iran), 240 ; 9. Jean-Claude Chevreton (Fra.), 235 ; 10. Feridun Naseri (Iran), 235 ; 11. Nuhammad Mansoor (Pak.), 225 ; 12. Hervé Streser (Fra.), 225.

Hockey sur gazon

Groupe A. — Pays-Bas b. Inde, 3-0 ; Australie b. Canada, 2-0.
Classement. — 1. Australie, 4 pts ;

LES RÉSULTATS

Les résultats imprimés en caractères gras correspondent à des résultats définitifs (finales). Les trois premiers sont, respectivement, dans l'ordre où ils sont nommés : médaille d'or, médaille d'argent, médaille de bronze.

1. Pays-Bas et Inde, 2 ; 2. Malaisie, Canada et Australie, 1.
Groupe B. — Pakistan et Espagne, 2-2.
Classement. — 1. Pakistan, 3 pts ; 2. Espagne, Nouvelle-Zélande et R.F.A., 1 ; 3. Belgique, 0.

Natation

200 MÈTRES NAGE LIBRE
FINALE
1. Bruce Furniss (N.-U.), 1 min. 50 sec. 29 (rec. du monde, anc. rec. 1 min. 50 sec. 29 par lui-même) ; 2. John Naber (N.-U.), 1 min. 50 sec. 30 ; 3. Jim Montgomery (N.-U.), 1 min. 50 sec. 31 ; 4. Andrey Krylov (U.R.S.S.), 1 min. 50 sec. 73 (rec. Europe) ; 5. Klaus Steinbach (R.F.A.), 1 min. 51 sec. 09 (rec. nat.) ; 6. Peter Nocke (R.F.A.), 1 min. 51 sec. 71 ; 7. Gordon Downis (G.-S.), 1 min. 52 sec. 78 ; 8. Andrey Bogdanov (U.R.S.S.), 1 min. 53 sec. 33.

100 MÈTRES DOS
MIDI-FINALES
1. — 1. Mathias (R.D.A.), 57 sec. 49 ; 2. Wanda (Pol.), 57 sec. 54 ; 3. Jackson (N.-U.), 57 sec. 55 ; 4. Toniell (Aust.), 58 sec. 14 ; 5. Pickell (Can.), 58 sec. 21.
II. — 1. Naber (N.-U.), 56 sec. 19 (rec. du monde, anc. rec. par Mathias (R.D.A.) 56 sec. 19) ; 2. Rocca (N.-U.), 56 sec. 58 ; 3. Barrocal (Porto-Rico), 57 sec. 53 (rec.) ; 4. Kerry (Aust.), 58 sec. 04 (rec.) ; 5. Patschke (Aust.), 58 sec. 15 ; 6. Chery Gibson (Can.), 2 min. 13 sec. 91 ; 7. Tamara Shelnova (U.R.S.S.), 2 min. 14 sec. 25 ; 8. Natalia Popova (U.R.S.S.), 2 min. 14 sec. 50.

200 MÈTRES PAPILLON
FINALE
1. Brunner (N.-U.), 1 min. 50 sec. 23 (rec. du monde, anc. rec. par Pysal (R.D.A.) en 1 min. 50 sec. 67) ; 2. Gregg (N.-U.), 1 min. 50 sec. 54 ; 3. Forrester (N.-U.), 2 min. 0 sec. 59 ; 4. Pysal (R.D.A.), 2 min. 0 sec. 59 ; 5. Kraus (R.F.A.), 2 min. 0 sec. 48.

1. Balci (Tur.), 144 (71+73) ; 2. Hadjoudis (Gr.), 143 (72+71) ; 3. Silva Marques (Port.), 142 (70+72) ; 4. Primrose (Can.), 140 (71+69) ; 5. Litman (N.-U.), 139 (71+68) ; 6. Colson (Bel.), 138 (69+69) ; 7. Acene (Esp.), 137 (68+69) ; 8. Androschkin (U.R.S.S.), 137 (67+70) ; 9. Smalczyński (Pol.), 137

(67+70) ; Hoppe (R.D.A.), 137 (68+71) ; 11. Olsen (Brét.), 136 ; Allpov (U.R.S.S.), 136 ; 12. Pahlsson (Suède), 136 ; 13. Pahlsson (Suède), 136 ; 14. Flynn (Ir.), 136 ; 15. Molnar (Aust.), 134.

CARABINE PETIT CALIBRE

position couchée
1. Karl-Helm Sponholz (G.-S.), 590 points (rec. du monde, 600) ; 2. Ulrich Lind (R.F.A.), 587 ; 3. Gennadi Luchkov (U.R.S.S.), 586 ; 4. Anton Müller (Suisse), 585 ; 5. Walter Frey (Suisse), 584 ; 6. Arne Brunsen (Dan.), 583 ; 7. Henning Clausen (Dan.), 582 ; 8. Duvral F. Guimaraes (Bré.), 582 ; 9. Olegario Vasquez (Mex.), 582 ; 10. M. Santambrogio (M.O.), 582 ; 11. Jacques Pichon, 580 ; 12. Gilbert Smyth, 587.

Voile

Premières régates à Kingston
FINN
1. Sanford Eiley (Can.), 2. John Barrand (Aust.), 3. Jochem Schumann (R.F.A.), 4. André Salashev (U.R.S.S.), 5. Serge Henry (Fra.).

FLYING DUTCHMAN
1. Rod Pattison-Julian (Brooks-Kingston (G.-S.)), 2. Joerg et Eckart Dieck (R.F.A.), 3. Vladimir Leontiev-Vladimir Ziborov (U.R.S.S.), 4. Yves et Marc Fieit (Fra.).

SOLING
1. Haegeli-Trouble-Chuvard (Fra.), 2. Jensen - Bandelowski - Hansen (Dan.), 3. Pélée Sundin (Suède).

470
1. Frank Heide-Harbo Rode (R.F.A.), 2. Victor et Aleksander Potopov (U.R.S.S.), 3. Mark Patterson-Brent Bennett (N.-Zel.), 4. Marc Laurent-Eger Gurnie (Fra.).

TORNADO
1. Ray White-John Osborne (G.-S.), 2. Jurg Spengler-Jurg Schmal (R.F.A.), 3. Walter Steiner-Albert Schuler (Suisse), 4. De Candova Irène (Fra.).

Volley-ball

MESSIEURS
Groupe A. — Pologne b. Canada, 3-0 ; Cuba b. Tchecoslovaquie, 3-1. Classement. — 1. Pologne, 6 pts (6 sets à 2) ; 2. Tchecoslovaquie, 4 (4-3) ; 3. Cuba, 2 (2-1) ; 4. Canada, 2 (0-2) ; 5. Corée du Sud, 1 (2-3).

DAMES
Groupe A. — Japon b. Hongrie, 3-0 ; Pérou b. Canada, 3-2.

L'ÉGYPTÉ, LE MALI ET LA HAUTE-VOLTA DÉCLARENT FORFAIT

Le Mali et la Haute-Volta ont décidé, à leur tour, le lundi 19 juillet, de se retirer de l'équipe olympique par solidarité avec les pays africains qui protestent contre la présence d'athlètes néo-zélandais à Montréal.

OLYMPIQUES

RELIGION

Le Monde DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

La nouvelle expérience spatiale américaine

La sonde Viking en quête de la vie sur Mars

UNE des principales missions de la sonde Viking-1 sera de détecter une éventuelle forme de vie sur Mars. Pour l'astronome Carl Sagan, de l'université Cornell, il y a peut-être une chance sur dix ou une chance sur vingt d'obtenir une réponse positive. Encore estime-t-il qu'il y a autant de chances qu'on y découvre des microbes que des macromolécules, si toutefois les appareils

destinés à la détection de la vie ont été conçus de manière adéquate.

La plupart des exobiologistes américains estiment, cependant, que les chances sont beaucoup plus faibles, peut-être une sur un million, ou même moins. Il y a plusieurs années, alors que le projet était encore dans la phase des études, la NASA a abandonné un des instruments destinés à détecter la vie pour des ins-

truments de mesures physiques et chimiques, jugeant qu'un accord trop d'importance aux expériences de biologie et préférant placer à bord de Viking des spectromètres, des capteurs de température et de pression, un détecteur de gaz atmosphérique ou un appareil à rayons X pour analyser la composition du sol. A défaut de vie, on saura au moins de quoi sont faits le sol et l'atmosphère de Mars.

L'atmosphère martienne est presque uniquement composée de gaz carbonique et elle est très ténue. Ainsi que nous l'avons dit, la pression est si faible que, sauf en de très rares endroits, l'eau ne peut être liquide; elle peut seulement exister à l'état de vapeur. Encore la vapeur d'eau y est-elle relativement peu abondante. Pour sauver la situation, certains scientifiques estiment qu'il pourrait y avoir de la glace dans le sol ou encore de l'eau gelée dans les calottes polaires, qui sont toutefois constituées principalement de gaz carbonique. Mars traverse, pour ainsi dire, une ère glaciaire.

Ni azote ni oxygène

Mars ne possède, d'autre part, ni azote ni oxygène, deux autres éléments essentiels à la vie terrestre. Les températures y sont extrêmes, entre -100° et +70°C, et aucune couche d'ozone ne protège le sol des rayons ultra-violettes solaires les plus dangereux. On connaît sur la Terre quelques organismes qui seraient capables de survivre dans un environnement aussi inhospitalier, mais non pas de se reproduire. L'espoir de certains scientifiques est qu'autrefois l'environnement martien ait été plus clément et que la vie ait pu, peut-être, émerger. Ils rêvent en particulier d'une atmosphère plus dense d'où l'hydrogène, qui est un gaz très léger, se serait depuis échappé, ainsi peut-être que l'oxygène et l'azote. Par contre, l'argon, qui est un gaz lourd, n'a certainement pas pu échapper à la gravité martienne, et s'il existait autrefois, une atmosphère dense, l'argon devrait encore être présent sur Mars. L'expérience soviétique Mars-6 de 1973 a donné une preuve indirecte de la présence de l'argon. Viking tentera tout particulièrement de déterminer la quantité de ce gaz présent dans l'atmosphère de la planète.

Il n'est pas déraisonnable de penser que les très grands volcans que Mars-2 a découverts en 1971 à la surface de Mars aient pu cracher abondamment de la vapeur d'eau, de l'azote, du gaz carbonique, et contribuer ainsi à rendre l'atmosphère plus dense. Viking cherchera par exemple à savoir si l'azote n'a pas subsisté sous forme de nitrates dans le sol. A moins qu'une fois encore le désir de trouver une forme de vie sur Mars n'en soit responsable, les clichés de Mars-2 paraissent montrer d'anciens lits de rivières sinueuses, dont les bras s'écartant parfois pour enserrer une île. Du moins est-ce l'interprétation de bien des spécialistes. Cette eau s'est-elle complètement évaporée? Est-elle pour une part présente dans le sous-sol ou les calottes polaires? La vie est-elle un jour apparue et s'est-elle depuis éteinte? Ou bien n'est-elle jamais apparue? On ne le saura qu'un jour.

DOMINIQUE VERGÈSE.

ÉVITER LA CONTAMINATION TERRESTRE

POUR conserver toutes les chances de détecter une forme de vie sur Mars, il faut éviter soigneusement les engins qui s'y posent. Le critère adopté au plan international, et qu'on a respecté aussi bien les capsules soviétiques que Viking, est qu'aucune plante du système solaire n'ait plus d'une chance sur mille d'être contaminée pendant cinquante ans, à compter de janvier 1960. Comme les capsules vont se poser sur Mars pendant cette période, Viking a été stérilisé de telle sorte que le risque de contamination ne soit que de un sur dix mille.

C'est pourquoi le lander, la partie qui atterrit sur Mars (3), a été enfermée dans un cocon protecteur (1 et 2) et placée dans un four chauffant pendant plusieurs jours avant son départ de la Terre. Toutes les parties de la capsule ont été portées à au moins 115 degrés pour tuer les micro-organismes. Certains composants électroniques ont dû être mal supportés les essais et ont dû être destinés à nouveau.

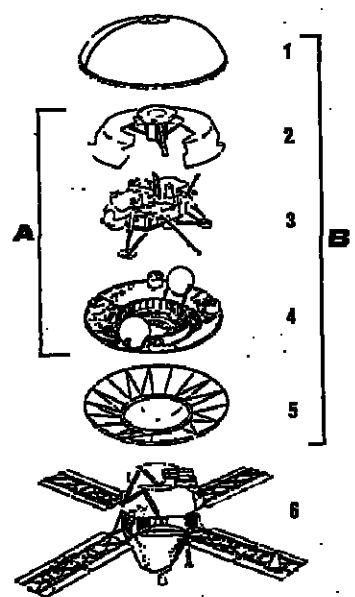
La capsule d'atterrissage est en fait enfermée, au départ, dans une double enveloppe: le cocon protecteur et un second ensemble qui comprend une partie supérieure avec

le parachute de descente (2), et une partie inférieure qui est le bouclier thermique protégeant la sonde pen-

dant sa descente dans l'atmosphère de Mars (4). Ce bouclier est aussi de quatre petits moteurs qui ralentissent la descente de la capsule.

Tandis que, au départ de la Terre, la capsule et ses deux cocons forment l'ensemble B, la capsule traverse l'atmosphère martienne avec le cocon protecteur (1) à l'avant, après la mise sur orbite terrestre de la capsule, après qu'il l'ont protégé de la contamination de la partie non stérilisée de Viking qui reste sur orbite martienne. L'orbiter (6), pendant tout le trajet Terre-Mars, l'ensemble a été soumis aux rayons ultra-violettes du Soleil, qui ont contribué à la stérilisation.

An total, l'orbiter et le lander pèsent au départ, avec tous leurs carburants, 3,6 tonnes. C'est la plus lourde sonde interplanétaire lancée par les Américains. L'ensemble de l'orbiter et du lander dans son cocon pèse environ 5 tonnes de haut. Dès que le lander a atterri, c'est l'orbiter qui sert de relais pour transmettre la plupart des signaux (y compris les images de télévision) vers la Terre. Après avoir atterri, le lander pèse 1,1 tonne et l'orbiter, resté sur orbite, 2,5 tonnes.



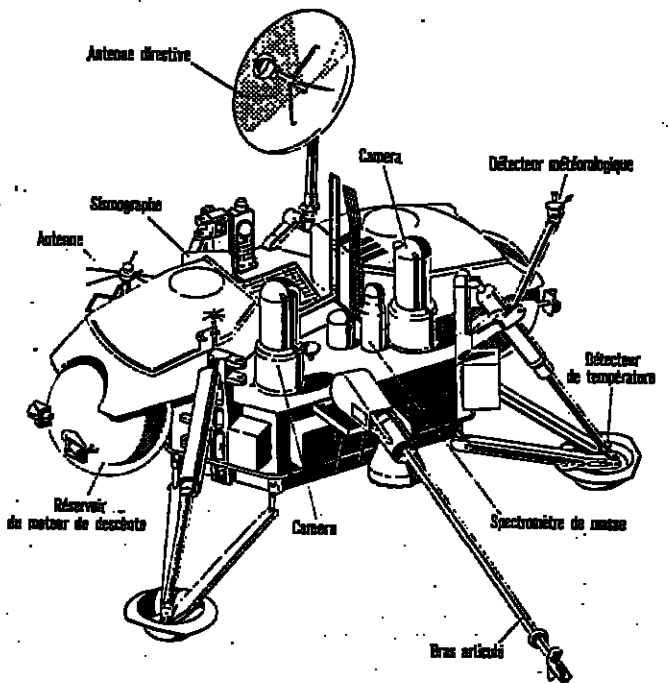
Une auscultation complète

Deux cerveaux à bord reçoivent les ordres de la Terre

TANDIS que les Soviétiques ont fait atterrir, plusieurs fois avec succès, des sondes sur la planète Vénus, et ont tenté trois atterrissages sur Mars, c'est la première fois que la NASA essaie de faire se poser en douceur une sonde sur une planète (la Lune mise à part bien sûr). La capsule martienne américaine ou «lander», représentée ci-contre, n'est cependant pas sans ressembler aux engins Surveyor qui se posèrent autrefois sur la Lune. Aussi bien la capsule que la partie restée sur orbite doivent survivre quatre-vingt-dix jours après l'atterrissage. Pour mieux résister au froid, la capsule sera réchauffée par deux «chauffe-bouteilles» fonctionnant au plutonium 238, comme ce fut le cas sur les sondes Pioneer envoyées vers Jupiter. Comme sur Pioneer aussi, ces générateurs radio-isotopiques fourniront l'électricité aux appareils de bord, et notamment aux instruments de mesure scientifique.

Une mémoire de 18 000 mots

La pièce maîtresse du lander comme de l'orbiter est le ordinateur de bord, avec sa mémoire de dix-huit mille mots. Le lander en possède deux identiques qui, si aucune commande ne parvenait du sol, dirigeraient cependant les mesures et les observations seuls pendant cinquante-huit jours. Contrairement aux sondes soviétiques qui étaient entièrement programmées à l'avance, les ordinateurs de la capsule recevront tous les six jours de nouveaux ordres de la Terre, comprenant plusieurs centaines ou plusieurs milliers de mots. La mission est donc assez souple et les sept cent cinquante techniciens du Jet Propulsion Laboratory de Pasadena en Californie qui examineront en temps réel les images et les mesures de l'engin pourront faire varier ses tâches en fonction des résultats: ils orienteront les miroirs des caméras de télévision, observeront l'horizon martien au lever

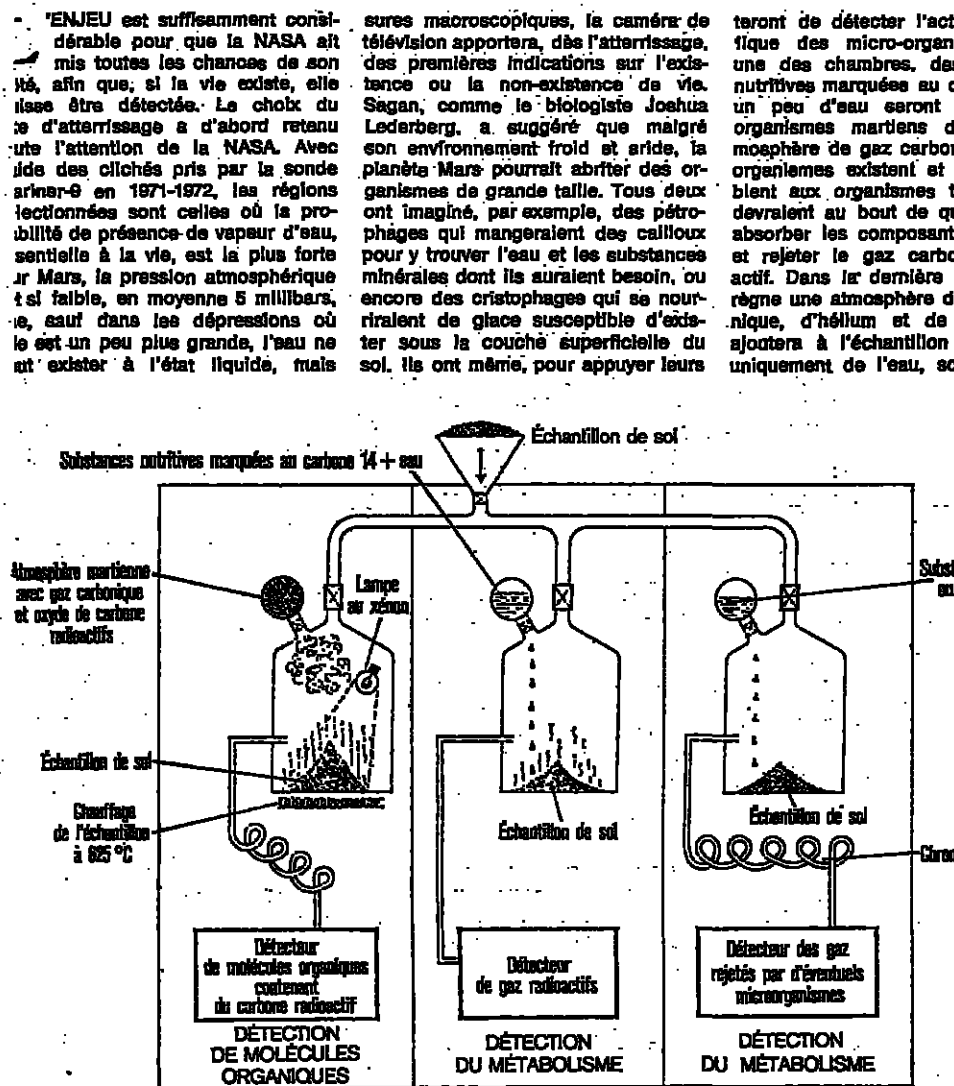


et au coucher du Soleil, feront larguer par le bras chargé de prélever les échantillons de sol des cailloux de diverses grosseurs pour voir l'impact sur le sol, feront prélever des échantillons à divers endroits.

C'est à une auscultation assez complète, à la fois physique, chimique et biologique, que procéderont les deux parties de la sonde pendant trois mois. A bord de l'orbiter, deux caméras photographieront le sol de la planète, avec un pouvoir de résolution d'environ 40 mètres (taille minimale des détails qui peuvent être perçus) tandis que deux instruments dressent l'un la carte thermique à un degré près et l'autre la carte de la distribution de la vapeur d'eau à la surface du sol.

Mesures dans l'atmosphère

La capsule, de son côté, aura commencé ses mesures pendant sa descente dans l'atmosphère martienne: concentration des électrons et des ions à partir de l'altitude de 1 000 kilomètres, reconnaissance des gaz neutres atmosphériques et recherche notamment de l'azote et de l'argon, profils de température et de pression. Une fois posée sur le sol, la capsule mettra peu à peu en marche une dizaine d'instruments de mesure. Ses caméras d'abord, puis des appareils de mesure physique comme des anémomètres pour déterminer la vitesse et la direction des vents, des capteurs de température et de pression, trois sténographes pour détecter les tremblements de terre ou des vibrations du sol. Deux appareils permettront de connaître la composition chimique du sol, et l'abondance des divers éléments: un appareil à fluorescence X qui détecte tous les corps minéraux plus lourds que le magnésium, un chromatographe qui sépare les divers éléments organiques, un détecteur de rayons X qui mesure la teneur en azote, après qu'un échantillon de sol a été vaporisé. Au bout de huit jours, le laboratoire de détection de la vie sera mis en marche.



ultement à l'état de vapeur). Viking-1 doit atterrir à proximité du canyon, qui court sur 3 000 kilomètres de long à proximité de l'équateur et qui est parfois béant sur 100 kilomètres de large et 6 kilomètres de profondeur. Des rivières sinueuses de ce canyon partent de nouvelles vallées qui ont, peut-être, parcourues par de l'eau, et la sonde finalement reléguée ne s'éloigne pas de la zone de confluence de ces vallées. Viking-2, qui doit se poser sur orbite autour de Mars le 3 août et atterrir le 4 septembre, se posera, si le choix initial n'est pas radicalement remis en cause, au moins plus au nord, en bordure de la calotte polaire, là où de l'eau gelée se trouve peut-être.

Le sol préservé

D'autres critères sont aussi intervenus dans le choix des sites. Il faut que la région retenue, qui est assez vaste — un ovale d'environ 30 kilomètres de long, — soit à basse altitude pour que la vitesse de l'engin ait le temps suffisant d'être pratiquement annulée. Il faut, de surcroît, que cette région ne comporte pas de rochers, ni trop de sable, des pentes supérieures à 15 degrés, ni sol entièrement caillouteux ou coulé de lave requaillonnée de ne pas permettre au bras mécanique de prélever des échantillons de sol. Le sol doit être de poussière pour ne pas devenir gênant si le vent se met à souffler. Précisément, les scientifiques ont recherché une région où le vent est faible et soufflant à 220 kilomètres à l'heure. Comme cela peut arriver sur Mars, les mesures radar faites à l'orbiter de la Terre (l'orbiter ne possède pas de radar) ont pu donner une idée de la cohésion du sol. Des précautions importantes ont été prises pour que la sonde n'ait pas posé le sol à l'atterrissage. On a voulu éviter qu'une seule grande tumeur ne se pose sur le sol, ne soule un nuage de poussière et surtout ne chauffe le sol, risquant de tuer tout micro-organisme qui s'y trouverait. Dix-huit petites tumeurs ont été disposées à la base de l'engin à qui évitera de trop perturber la zone d'atterrissage et laisse l'espoir que le bras sera assez long pour placer un échantillon vierge. Intermédiaire entre l'instrument de mesure fine et l'appareil de mé-

hypothèses, fait quelques dessins de ces organismes.

La plupart des spécialistes comptent cependant bien davantage sur deux appareils pour découvrir s'il existe ou non des organismes si petits que la caméra ne les verrait pas.

— Un chromatographe doublé d'un spectromètre qui permettra d'identifier les composants organiques (et quelques composants inorganiques) dans des échantillons de sol prélevés à quelques centimètres de la surface. L'échantillon sera vaporisé par chauffage avant que le chromatographe n'analyse les gaz. L'appareil peut détecter la majeure partie des éléments chimiques (sauf les plus légers) allant du magnésium aux transuraniens. Encore faudra-t-il, après coup, savoir si les substances organiques (c'est-à-dire contenant du carbone, presque toujours de l'hydrogène, et de l'azote, au moins sur terre) sont d'origine biologique ou purement chimique. Des substances organiques se forment couramment dans l'univers sous l'effet de réactions thermiques, photochimiques ou sous radiations, et ne sont pas nécessairement d'origine biologique.

— Un laboratoire biologique d'une grande complexité qui ne commencera à fonctionner que le huitième jour après l'atterrissage. Ce laboratoire comporte plusieurs chambres d'incubation où des micro-organismes ou des végétaux martiens pourront survivre et croître et, toutefois, ils ne sont pas très différents des organismes terrestres et s'ils apprécieraient la nourriture qu'on leur donnera. Encore l'un des tours du laboratoire biologique est-il tombé en panne sans que l'on sache s'il pourra fonctionner, mais les trois expériences pourront néanmoins se dérouler à peu près comme prévu. La première expérience (expérience pyrolytique) consiste à placer un échantillon de sol dans une chambre où il séjournera cinq jours. Il n'y a pas de nourriture dans la chambre, mais seulement de l'oxyde de carbone et du gaz carbonique marqués radioactivement. On chauffe ensuite l'échantillon jusqu'à 625°C et les composés organiques sont alors détectés et analysés. Ainsi saura-t-on si des organismes ont fixé le gaz carbonique radioactif ou bien si des végétaux pratiquent sur Mars la photosynthèse. Les deux autres expériences té-

stances nutritives. Au bout de plusieurs jours d'incubation, on analysera les gaz présents dans la chambre pour voir si des micro-organismes ont consommé ou produit du gaz carbonique, de l'azote ou du méthane, de l'hydrogène ou de l'oxygène.

Une ère glaciaire

Ce laboratoire biologique n'a guère de chances de détecter une forme de vie par trop différente de la vie terrestre. On suppose donc que, si la vie existe sur Mars, elle a peu à peu évolué comme on imagine qu'elle a évolué la vie terrestre. Il y a quelques milliards d'années, dans une atmosphère primitive réductrice, c'est-à-dire contenant de l'hydrogène en excès, et aussi de l'eau, du méthane et de l'ammoniac, des acides aminés, des sucres et aussi des nucléotides ont pu se former à la solution aqueuse initiale a été suffisamment chauffée (sous l'effet de la radioactivité, des radiations solaires, du volcanisme, etc.). Ce sont là les ingrédients nécessaires à la constitution des acides nucléiques et des protéines, base de tout système vivant sur terre. Cette «soupe» prébiotique a dû ensuite s'épaissir avant que des molécules complexes ne se forment et qu'apparaissent peu à peu, sans doute sous l'effet de la sélection naturelle, des molécules autorépliquantes semblables aux acides nucléiques que nous connaissons aujourd'hui. Mais si les expériences de laboratoire permettent de créer à partir d'une atmosphère primitive des acides aminés et des sucres, on n'a jamais jusqu'à présent réussi à faire apparaître des acides nucléiques ou des protéines.

On ne sait pas non plus si le codage génétique des protéines des organismes terrestres vivants est un accident historique ou non. Certains espèrent seulement que les conditions physico-chimiques et thermiques qui ont régné autrefois sur la Terre n'ont pas été uniques dans l'univers et que d'autres planètes ont pu connaître des situations proches. Mars dirait, à coup sûr, si des conditions assez différentes ont permis à la vie d'apparaître ou de survivre.

Telle que nous la connaissons aujourd'hui, la planète apparaît peu propice à la survie ou au développement d'organismes de type ter-

	La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	36,00	42,03
Offres d'emploi "Placards encadrés"	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.E.
L'IMMOBILIER	28,00	30,35
Achat-Vente-Location	32,00	37,38
EXCLUSIVITES	25,00	29,19
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19

(chaque mercredi et chaque vendredi)

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux



emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

IMPTE STÉ INGÉNIEURS - CONSEILS EN ORGANISATION

recherche pour sa division
« **GESTION DE PROJETS** »
INGÉNIEUR

Le candidat devra :
être disponible pour assurer des missions à l'étranger

- être capable d'animer une équipe de projet, d'organiser la planification des travaux de réalisation d'un important complexe industriel ;
- posséder une bonne expérience pratique dans la coordination des travaux, la direction des chantiers et/ou engineering sur des projets industriels. Connaissance de la méthode P.E.T.T. souhaitée.

Âge minimum 30 ans. Anglais indispensable. Libre rapidement.

Merci d'adresser votre candidature en indiquant rémunération actuelle sous référence n° 6307 à :

COFAP 40, rue de Châteaufort 75010 Paris 10

Un organisme français de coopération technique recherche

INGÉNIEURS AGRONOMES

pour différents postes en ALGERIE, auprès des instituts de technologie agricole.

- Ils auront pour mission d'apporter une assistance technique aux enseignants et aux responsables de ces établissements.
- Ils devront posséder une expérience de la formation et du développement agricole, acquise si possible outre-mer.
- Les candidats devront être de nationalité française, âgés de 27 ans minimum, dépourvus de obligations militaires.

LE CONTRAT ÉTABLI PAR LE MINISTÈRE FRANÇAIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES EST DE 2 ANS, RENOUVELABLE.

Les candidatures, accompagnées d'un C.V. et d'une photo, doivent être adressées à :

quaternaire éducation

34, rue de Liège - 75008 PARIS

qui est chargé de la sélection des candidats.

Groupe Commercial Français recherche pour importante filiale

AFRIQUE NOIRE Francophone

CHEF COMPTABLE D.E.C.S.

Ayant plusieurs années d'expérience professionnelle.

Le poste comporte un aspect formation important et intéressant.

Env. lettre manuscrite avec C.V. à n° 6632

cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

Notre Société Agent CATERPILLAR pour COTE D'IVOIRE recherche

CADRE CIAL CONFIRMÉ

pour prendre la responsabilité de l'équipe de vendeurs.

Poste pouvant évoluer vers une direction commerciale.

Principales qualités : dynamique, meneur d'hommes, expérience africaine souhaitée, connaissance matériel de T.P. ou affinités techniques.

Poste basé à Abidjan.

Avantages en nature : eau, électricité, logement, voiture de fonction, 10 mois de séjour, 2 mois de congés.

Envoyer C.V. détaillé s/réf 6105 à :

P.L. Pierre Hichon 10, rue de Louvois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra

Ecole Internationale de Frankfurt/Main ch. pour la période sept.-janv. une person. qualifiée en français langue étrangère pr enseigner le programme du Baccalauréat International (lang. littérature, vie et civilisation).

Frankfurt International School, Postfach 221, D-6370 Oberursel. Tél. 069-6771-2044.

GESTION 2000 importante Société recherche pour Algérie :

INGÉNIEUR T.P. grande expérience chantier, usine, cimenterie.

Tél. : 878-73-04.

Société industrielle sénégalaise de constructions mécaniques et de matériels agricoles (SISCOMA), employant 450 personnes et réalisant un chiffre d'aff. de 25 milliards C.F.A., recrute pour poste directeur technique : Ingén. Sénégalais, 30 à min. Rémunération en rapport avec qualification du candi. Logem. et véhicule de fonction assurés.

Divers avantages sociaux. Ecrire à :

SISCOMA, boîte postale 2314, DAKAR (Sénégal).

Nous prions les lecteurs répondant aux ANNONCES DOMICILIAIRES de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publiée » ou d'une agence.

Gerland Synpol Une Nouvelle Usine

Implantée à Saint Paul Trois Châteaux (Drôme) elle doit permettre de faire face au succès commercial des nouveaux produits de revêtement de sol. Il faut pour la diriger un :

Directeur

Réf. GU 694/M
Au départ il participe à la construction. Il recrute le personnel (60) et met en place l'organisation matérielle, administrative et sociale. Il est ensuite responsable de l'exploitation et travaille dans le cadre d'un budget, avec une large délégation.

Il faut pour ce poste un patron. Une formation pragmatique : AM-ENT... Une compétence technique (méthodes, organisation, gestion). Et un homme capable de créer son équipe, de la former, de l'animer. Il est assisté directement par un :

Chef de Production

Réf. GP 695/M
Impliqué lui aussi dès la conception de l'usine, il a en outre la responsabilité de l'ordonnement, programmation, organisation des équipes, entretiens...

Jeune ENI - INSA... il a une solide formation mécanique et électromécanique et doit se préparer à tenir plus tard des postes de commandement élevés.

Les travaux commencent en septembre. Un an après tout doit être prêt. La disponibilité est donc un atout pour les ingénieurs qu'intéressent ces postes. SEFOP les remercie d'une réponse rapide pour organiser les rencontres avant la rentrée.

SEFOP 7 rue Lincoln, 75008 PARIS

Intégrer l'Informatique à l'Entreprise

Modularité et intelligence sont les maîtres mots de la gamme informatique Olivetti. La variété des configurations possibles de chaque matériel permet de proposer un système informatique adapté aux besoins effectifs de chaque entreprise. Nous recrutons pour TOULOUSE et ROUEN des :

INGÉNIEURS COMMERCIAUX SYSTEME

qui devra diffuser des terminaux bancaires, des mini-ordinateurs de gestion, des systèmes de saisie et de transmission des données, essentiellement auprès des Banques, Services Publics et Entreprises de Distribution de son secteur. Son action auprès des clients se poursuivra également après-vente.

Une formation supérieure commerciale ou informatique, l'expérience de la saisie et de la transmission des données, du télé-processing, enfin une expérience de vente sont autant d'éléments qui nous permettront d'établir notre choix.

olivetti

Adresser c.v. et prétentions sous référence K12 à Monsieur LAJEAT, OLIVETTI

FRANCE, Direction du Personnel et des Relations Humaines, 91 rue du Faubourg

St-Honoré, 75008 PARIS.

G.E.C. ELLIOTT AUTOMATION

recherche

INGÉNIEUR INSTRUMENTATION

Diplômé Grande Ecole, 37 ans min., expérience deux ans minimum chez Engineering ou chez constructeur matériel instrument.

SPECIALITES : — Instrumentation électronique et assemblage automatisé ; — Instrumentation industrielle appliquée.

SERA : — Ingénieur d'études et d'affaires ; — Anglais courant exigé.

Lieu de travail : Province.

Env. C.V. + photo + prétentions à :

G.E.C. 24 - 02202 - Vichy.

EDITIONS HATIER

recherchent :

DÉLÉGUÉ COMMERCIAL

pour la vente aux libraires et grossistes en librairie de :

- livres de jeunesse et scolaires ;
- livres de nature ;
- beaux livres ;
- livres para-scolaires.

Secteur EST : 01, 10, 25, 51, 52, 54, 55, 57, 61, 62, 70, 88, 90.

Position cadre

Age minimum : 30 ans

Formation Ecole de Commerce ou équivalent

Domicile : NANCY ou environs.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé à :

M. le Directeur du Personnel

LIBRAIRIE HATIER

8, rue d'Assas - 75006 PARIS CEDEX 06

POLYSAR FRANCE

STRASBOURG - LA WANTZENAU (900 personnes)

recherche pour son activité Latex :

LE CHEF DE SON SERVICE ASSISTANCE CLIENTÈLE

Il devra diriger le travail d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens. Des déplacements de courte durée en Europe sont à prévoir.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

UN INGÉNIEUR CHIMISTE

(Revue de la sol)

Cet ingénieur aura pour principale activité l'assistance technique de la clientèle.

Cette fonction comporte de nombreux déplacements.

Une bonne connaissance de l'anglais est demandée.

Pour ces deux postes les candidats retenus devront avoir une expérience dans le domaine des Latex et de leurs applications dans l'industrie.

Les candidatures sont à adresser à :

POLYSAR DIRECTION DU PERSONNEL S.F. 7 - 67000 LA WANTZENAU

comex

Leader mondial dans le domaine des interventions sous-marines

2 300 personnes

Une des Sociétés du groupe recherche un

contrôleur de gestion

RESPONSABLE JOINT-VENTURES

• Formation : E.S.C.P. - H.E.C. - ESSEC.

• 2 ans minimum expérience dans Société Multinationale (Audit-Contrôle gestion).

• Pratique courante de l'anglais.

• Lieu de travail : Marseille - déplacements à l'étranger.

La mission :

• Assurer le contrôle économique et financier des joint-ventures entre COMEX et des partenaires français ou étrangers.

Envoyer C.V. photo et prétentions sous référence : 2.78/HP 41 à :

COMEX Service Recrutement 13275 MARSEILLE CEDEX 2

Société Immobilière

(Bureaux à ROUEN)

FILIALE D'UN GRAND GROUPE

recherche pour NORMANDIE :

INGÉNIEUR

EXPÉRIMENTÉ

E.S.T.P. (Bâtiment ou T.P.)

Pour animation d'études et de travaux en bâtiment et en V.B.D.

Ad. C.V. détaillé, photo et prétentions manuscrites au n° 89.271 REGIE-PRESSE

85 bis, rue Beaumais, PARIS (20), qui transmettra

chef de produit

80 000 F +

Une importante Société Textile de Bonneterie à TROYES recherche une FEMME :

CHEF DE PRODUIT capable d'inspirer, de définir et de construire une collection dont elle devra également prévoir les ventes et la rentabilité.

Jeune de goût et femme de tête ayant au minimum 28 ans, elle possèdera nécessairement une expérience du marketing dans n'importe quel secteur de l'industrie.

La connaissance d'une ou plusieurs langues étrangères et un diplôme commercial seraient un avantage. Les qualités les plus appréciées seront : créativité, rigueur, esprit de synthèse, sélectivité, efficacité mais également souplesse et bons contacts humains.

Localisation TROYES.

La rémunération sera fonction de la capacité à être rapidement opérationnelle.

Envoyer C.V. photo et prétentions sous réf. 0.50.25, rue du Renard - 75004 Paris

PROSSEL internationale

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

ENTREPRISE DE MENUISERIE (SUD-BRETAGNE)

exerçant son activité dans toute la Région OUEST recherche

Pour la direction de son usine à LORIENT

INGÉNIEUR-CHEF DE FABRICATION

Il aura pour fonctions :

- l'étude et la mise en œuvre des techniques de constructions ;
- l'établissement des plans de charge des ateliers ;
- les achats de bois ;
- l'acquisition et les implantations de matériels de installations ;
- l'organisation des postes de travail ;
- la direction du personnel.

Il est nécessaire de posséder une excellente expérience des techniques de construction et mises en œuvre de menuiserie.

Env. lettre manuscrite, av. C.V. détaillé, références et prétentions : HAYAS LORIENT 56104 - N° 948.

OSVS CICS IMS

pharmacien responsable

90 000

Notre nouveau Laboratoire de spécialités bénéficie de l'expérience et de l'appui du leader mondial dans sa branche.

Nous recherchons un Pharmacien ayant un à deux ans d'expérience. Il aura pour mission de réaliser les contrôles de fabrication, de préparer les dossiers techniques requis par l'Administration, d'approfondir les relations avec les médecins spécialistes et, plus généralement, de contribuer au développement de la firme.

Le candidat doit posséder une forte personnalité, une bonne maîtrise de l'anglais, (un stage de contact aux lieux des Etats Unis), être disponible de suite et prêt à résider à 100 Km Ouest de Paris.

Envoyer C.V. photo récente et rémunération actuelle sous la référence 1018/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

هنا من العمل

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Groupe Bancaire Privé
offre poste de

SECRETAIRE GENERAL

à candidat ayant une large expérience bancaire de plusieurs années et une formation supérieure comprenant licence ou doctorat en droit.

LE POSTE COMPORTE LA GESTION :

- des affaires sociales : actionnaires (assemblées, conseils, rapports) ;
- personnel (formation, information, comité d'entreprise) ;
- des affaires contentieuses : procédures, préparation de plaidoiries ;
- des études juridiques et fiscales : nouveaux textes ou réglementations.

ainsi que la coordination de l'Administration générale du Groupe notamment des sujets touchant à l'Organisation.

Le poste requiert un candidat de 35 ans minimum ayant déjà exercé en Banque dans ces différents domaines, ayant le sens de l'administration, le goût des rapports humains et la faculté de trancher rapidement sur les cas soumis.

Anglais souhaité.

Env. C.V. manuscrit, photo et prêt. ss n° 68.047, CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

RENAULT ENGINEERING
recherche pour sa Division
ORGANISATION et AMENAGEMENT

un INGENIEUR COMMERCIAL

- Faire connaître à des chefs d'entreprise les activités de la Division :
- études en économie ;
- organisation ;
- environnement ;
- conditions de travail.
- Préparer commercialement la négociation des affaires ;
- Assurer un suivi après-vente auprès des clients.

Profil du candidat ou de la candidate :
■ Expérience de plusieurs années en vente d'études ou de conseil ;
■ Formation supérieure ;
■ Grande capacité d'autonomie ;
■ Facilité et qualité d'expression ;
■ Age 30 ans minimum ;
■ Anglaise lu, parlé, écrit.

Envoyer C.V. et prétentions au :
Service du Personnel de la SERI : B.P. 19, 2, av. du Vieil Etang, 78390 BOIS D'ARCY

ÉTABLISSEMENT FINANCIER
recherche

JEUNE COLLABORATEUR POUR ACTUARIAT

MÊME DÉBUTANT

- Liberté des obligations militaires ;
- Bon niveau mathématique (diplôme de math., diplôme de l'Institut Financier et d'Assurances ou équivalent) ;
- Formation complémentaire assurée par la Banque en matière de procédures financières et d'information.

Ce poste requiert également le goût des contacts commerciaux.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo, n° 21.064, PUBLICITÉ ROGEE BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS qui transmettra.

GM GENERAL MOTORS FRANCE
recherche

ingénieur-instructeur et service après-vente

minimum 32 ans, ayant solides connaissances en diesel 4 et 2 temps de 50 à 1600 CV et transmissions hydrauliques.

Connaissances anglaises et qualités pédagogiques indispensables.

Adresser C.V. et prétentions, Service du Personnel (YM) - 5, Boulevard Gallieni, 92221 GENNEVILLIERS.

JOURNAL PRESSE DEMOCRATIQUE
recherche

ANALYSTE ORGANIQUE CONFIRMÉ

Expérience base de données et télétraitement appréciés.

Envoyer C.V. et prétentions à : SOGIX - 15, avenue de la Balance, 93100 - MONTREUIL.

IMPORTANT SOCIÉTÉ
Région OUEST de PARIS

recherche pour son
Département Chaudronnerie

INGÉNIEUR-SOUDEUR DIPLOMÉ

Le poste requiert un technicien expérimenté qui participera aux études nouvelles. Le candidat devra définir et assurer l'application des procédures de soudage. Il dirigera les travaux d'homologation des procédés et de qualification des soudeurs. Il assurera la formation du personnel.

Anglais ou allemand souhaité.

Envoyer C.V. sous référence n° 87.455 Conteresse Publ., 20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

responsable du personnel

PARIS

130 000 F

Une importante Société de Travaux Publics relevant de la convention des Travaux Publics, recherche le responsable du Personnel de la Société (1 000 personnes - Siège Paris).

Le poste sera confié à un candidat d'environ 40 ans, ayant une expérience solide de la gestion du Personnel, des qualités d'organisateur et d'animateur ainsi qu'un sens psychologique lui permettant de se faire accepter des cadres.

Envoyer C.V. détaillé sous référence 4755/4 à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising - 3, rue d'Hauteville - 75010 - PARIS

IMPORTANT SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNELLE
recherche

2 INGENIEURS GRANDES ÉCOLES

(X. Télécom., Supélec, Arts et Métiers, Sup Aéro) pour ses bureaux d'études.

Ces postes peuvent exiger de fréquents déplacements en France et à l'étranger.

Envoyer C.V. + photo à n° 7372, Spéran, 12, rue Jean-Jacques, 92087 Puteaux, qui transmettra.

SCREG ROUTES
recherche

JURISTE
Licencié en Droit Privé

- Jeune, il (ou elle) devra connaître les procédures pénales et civiles ;
- Il sera chargé des dossiers pénaux, de la documentation, de certains dossiers de recouvrements de créances et de contentieux ;
- Lieu de travail : Paris 5° avec déplacements de courts durée en province.

Envoyez C.V. détaillé à Direction du Personnel SCREG ROUTES & TRAVAUX PUBLICS 19, rue Broca 75240 PARIS CEDEX 5 qui garantira toute discrétion.



GRUPE INTERNATIONAL
Premier sur son marché en Europe (1,5 million de francs G.A.)

recherche pour sa division grande consommation

DIRECTEUR

Administratif et de la Production

Le candidat recherché devra avoir :

- formation supérieure ;
- solide expérience de la production, de l'information et de la comptabilité ;
- le sens de l'organisation ;
- qualités humaines ;
- minimum 10 ans d'expérience professionnelle.

Envoyer C.V. et prétentions à : M. de la Roche, 5, rue des Italiens, 75002 PARIS-9.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER
recherche

pour montage de ses dossiers de crédit à long et moyen terme

JEUNE COLLABORATEUR

Avant, soit expérience bancaire, soit expérience dans établissement financier.

Lieu de travail : PARIS.

Adresser C.V. et prétentions à HAVAS CONTACT 150, boulevard Haussmann - 75008 PARIS - N° 30388.

VALENTINE
LES BELLES PEINTURES

recherche dans le cadre du développement informatique avec l'installation d'un 64/20 HONEYWELL BULL :

PROGRAMMEURS COBOL

Formation niveau I.U.T., deux ans d'expérience pratique méthodologie L.O.P. appréciés.

Possibilité transport S.N.C.F. (Gare du Nord) : Les Grésillons ou autobus 138 - 177 Fort de Cléber.

Envoyer C.V. à : Direction du Personnel, 185, avenue des Grésillons - 92 - GENNEVILLIERS ou téléph. pour rendez-vous : 733-62-00, poste 383.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS
recherche pour son réseau commercial (jeunes gens dynamiques ayant esprit d'initiative, sens des responsabilités et bon contact humain pour occuper postes :

d'agents de vente

Formation secondaire. Bonne expérience de la vente, représentation ou distribution.

d'agents technico-commerciaux

Bac technique ou Math. Intéressés par les problèmes d'applications thermiques et traitement de l'énergie.

de chefs de zone

Formation Ecole Commerciale Supérieure. Ayant références dans distribution et gestion, animation équipes de vendeurs et aptitude au commandement.

Tous ces postes ont un caractère itinérant qui nécessite grande disponibilité des candidats ainsi que la région d'affectation et à l'organisation du travail dans le cadre de la semaine.

Rémunération, indemnisation des frais et régime voiture attractifs.

Envoyer C.V. manuscrit, photo, références et prétentions à No 68.265 CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, q.tr.

GRUPE MULTINATIONAL RECHERCHE
POUR RENFORCER SON DÉPARTEMENT D'AUDIT INTERNE EUROPÉEN

UN AUDITEUR

Dans à Paris, il est amené à se déplacer fréquemment dans les différentes filiales européennes (France, Italie, Espagne, Allemagne fédérale, Grande-Bretagne et Pays-Bas) pour effectuer les missions suivantes :

- contrôle comptable et financier ;
- assistance technique ;
- organisation ;
- études d'installation.

Le candidat devra être un ressortissant de la Communauté Européenne ou posséder un permis de travail en France. Il devra :

- avoir une personnalité créative et une certaine diplomatie ;
- avoir une formation supérieure et au moins deux ans d'expérience dans un cabinet d'audit international (la pratique des techniques de consultation est souhaitable) ;
- bien connaître les langues anglaise et française ; la connaissance de l'espagnol ou de l'italien serait appréciée.

Le groupe offre de nombreuses perspectives de carrière en France et à l'étranger pour un candidat de valeur.

Envoyer C.V. sous référence No 6.106 à Pierre LICKAU S.A., 10, r. de Louvois 75003 PARIS CEDEX 03, qui transmettra.

PHILIPS Data Systems

recherche, urgent, pour PARIS

TECHNICIENS DE MAINTENANCE EN INFORMATIQUE

Bonnes connaissances en ÉLECTRONIQUE ou ÉLECTROTECHNIQUE nécessaires. Dérogés des O.M.

Permis de conduire indispensable ; Anglais souhaité.

Il leur sera confiés des responsabilités de dépannage et d'entretien d'ordinateurs et de périphériques en clientèle.

Formation complète assurée.

Adresser lettre et C.V. détaillé avec photo à PHILIPS Data Systems, M. CORBOU, 6-8, rue Firmin-Gillot, 75737 PARIS CEDEX 15

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER
recherche

pour son centre de Traitement des opérations bancaires

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

- Formation supérieure I.U.T., Maîtrise, Ingénieur.
- Expérience COBOL.
- Matériel mini-ordinateurs N.C.R., Burroughs 3700 et L.B.M. 370/145.

Envoyer C.V., photo et prêt., à numéro 6.013, COPAF, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui transmettra.

chef de produits

HENKEL FRANCE, produits de grande consommation, l'un des leaders européens sur le marché Désodorisants : Super-Croix, X-Tra, Miral, Mir, Couleurs, Dato, Bref.

Produits de toilette : savons, déodorants, baïnes mousses, eaux de toilette et shampoings.

CHEF DE PRODUITS CONFIRMÉ, nous vous proposons de prendre la responsabilité d'une grande marque de produits de grande consommation.

Nous vous assurons un contact personnel rapide par téléphone dès réception de votre lettre de candidature.

Envoyez C.V. sous référence M 999 HENKEL FRANCE, 101, rue de Valenciennes, 75010 PARIS.

travail à domicile

Offre recherche : DACTYLO-MAGNETO pour frappe à domicile de textes médicaux en langues anglaise, allemande, espagnole, italienne, russe, portugais, japonais, etc.

Envoyez C.V. et prétentions à : M. L. L. 15, boulevard Philippe-Fauriel, 92020-Saint-Denis. - 752-77-7.

travaux à façon

AU MOIS D'AOUT : après avoir travaillé en France, Paris ou banlieue nord ou sud, travail très sélectif. - M.L.L. 15, boulevard Philippe-Fauriel, 92020-Saint-Denis. - 752-77-7.

ASSOCIATION TOURISME SOCIAL
recherche

son chef de département construction des villages devancances

Il sera chargé :

- de la prospection d'implantations nouvelles ;
- de la mise au point des programmes de construction ;
- du suivi de leur réalisation ;
- de la recherche de nouvelles formules d'hébergement.

Le profil idéal :

- Formation supérieure T.P.E.
- 10 à 15 ans d'expérience notamment au niveau de la direction de programmes importants (relations avec architectes et B.E., passation de marchés, etc.)
- Habiles négociateurs (nombreuses relations avec collectivités locales et administrations).

Envoyer C.V. avec photo et prétentions à réf 5006 à :

P.L. Pierre Lichon, 10, rue de Louvois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra

Cher. ASSISTANTE SOCIALE D.E. pour

enfants dans cadre écoles problèmes familiaux. Paris. Tél. : 305-96-14 ou 375-15-36.

Infirmeries, Hôpitaux, Cliniques, etc. Remplacement Urgent. Moyen locomotion Indispens. Tél. : 62-55-54

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE 400 PERSONNES

INGÉNIEUR TECHNIQUE-COMMERC.
STATUT CADRE

pour vendre et promouvoir une gamme de rubans adhésifs industriels.

Vous serez responsable au niveau France de la réalisation des objectifs du marché concerné et du développement du C.A.

Ce poste implique des déplacements : 1 tiers Paris, 2 tiers province.

Vous avez au minimum 30 ans. Votre formation de base est soit technique (école Ingénieur ou techniciens supérieurs), soit commerciale (Sup. de Co.).

Vous avez déjà une première expérience et vos motivations actuelles vous portent vers la vente à niveau élevé.

Si vous êtes intéressé, adressez C.V. + photo et prétentions à :

S.I.P. S.I.P. 37, rue Général-Foy, 75008 Paris

Embuche Directeur (travaux) adhésifs, ayant plus de 10 ans d'expérience, pour l'animation d'un service de vente et l'information auprès des clients. Formation de base soit technique, soit commerciale, soit commerciale, soit commerciale.

Depuis le 1er septembre, 10, rue de Louvois, 75003 Paris, Cedex 03, qui transmettra.

TECHNICIEN DE FABRICATION

ayant bonne pratique de la préparation du calibrage, suivi impression et tirage.

Ref. MR

Éditions MASSON, 120, boul. Garmain, 75200 Paris, Cedex 12.

EXCELLENTS PROFESSEURS

HOMMES UNIFORMEMENT Sciences naturelles pour premières et terminales ;

Maths pour secondes, premières et terminales C et D ;

Anglais pour secondes, premières et terminales ;

Classement toutes classes ;

Francis pour secondes et premières.

ANIMATEURS SPORTS ET ÉDUCATEURS

Expérience pédagogique obligatoire (2 ans minimum).

Envoyer C.V. détaillé + photo à PISTITUT BONAPARTE, 10, avenue de la République, 75011 Paris.

LE DIRIGEANT D'UN CABINET CONSEIL EN RECRUTEMENT DE CADRES

recherche pour l'assistance aux entreprises commerciales et administratives variées.

A TEMPS PLEIN (pr. Étienne)

Homme d'expérience + DE 50 ANS

Bonne connaissance de travail. Cadre Entreprise privée ayant assuré responsabilité de son niveau, recherchant nouvelle situation où apporter son expérience.

Réponse à la lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo à :

J.M. CONSEIL, 10, rue de Valenciennes, 75010 PARIS.

travail à domicile

Offre recherche : DACTYLO-MAGNETO pour frappe à domicile de textes médicaux en langues anglaise, allemande, espagnole, italienne, russe, portugais, japonais, etc.

Envoyez C.V. et prétentions à : M. L. L. 15, boulevard Philippe-Fauriel, 92020-Saint-Denis. - 752-77-7.

travaux à façon

AU MOIS D'AOUT : après avoir travaillé en France, Paris ou banlieue nord ou sud, travail très sélectif. - M.L.L. 15, boulevard Philippe-Fauriel, 92020-Saint-Denis. - 752-77-7.

هناك مائة

JUSTICE

LE MEURTRE DU JOURNALISTE RENÉ TROUVÉ

De « Je suis partout » à « l'Accent »

Christian Portay et José Picard, qui ont reconnu être les meurtriers de René Trouvé, correspondant toulousain de l'hebdomadaire « le Meilleur », ont été entendus, lundi 19 juillet, par M. Claude Ducassé, juge d'instruction, chargé du dossier qui devait interroger, ce mardi, le docteur Claude Birague. Ce dernier, inculpé de complicité d'assassinat, a avoué aux policiers qu'il avait commandité l'opération dirigée contre M. Trouvé, mais il affirme qu'il s'agissait seulement pour lui d'infliger au journaliste « une bonne correction ». Ses deux hommes de main prétendent au contraire que le médecin leur avait remis lui-même l'arme du crime, un Beretta 7,65 qui n'a pas été retrouvé.

Toulouse. — René Trouvé, hanté par le pressentiment de sa mort prochaine, avait écrit un testament. A sa mort, il a laissé une dizaine de feuillets manuscrits, d'une calligraphie uniforme et ronde, la plume trempée au vitriol. Titre ronflant : le Cour des Bragues, pour un papier à sensation, dans lequel le journaliste du Meilleur — comme s'il sentait que le temps allait bientôt lui manquer — décollait trait sur trait, essayant surtout de ne rien oublier. L'acte de la lecture toulousaine aura été privé de cette dernière ration de police, propre à nourrir une curiosité souvent malsaine. L'article n'a jamais paru, même à titre posthume.

Cette fois, sans doute, René Trouvé en disait trop. Que ce dernier « papier » remis au patron du Meilleur, le Alain Ayache, ait eu pour cible la Cour des Bragues n'est sûrement pas le fait d'une pure coïncidence. Outre la traditionnelle galerie de portraits de ces notables, grande et petite, fidèles au salon de la rue d'Aubusson, l'article de René Trouvé évoquait une affaire vieille de six mois, qui pourrait bien avoir été au cœur de la querelle entre le journaliste et le médecin. Point de départ d'une solide inimitié, cette vilaine histoire a peut-être conduit le praticien toulousain au crime et le fournisseur gênant à la mort.

Nous sommes à l'automne de 1974 : pour essayer d'entamer le monopole acquis sur la région par la puissante Dépêche du Midi, quelques hommes non désintéressés lancent un hebdomadaire, l'Accent. Ce n'est pas la première tentative du genre et, cette fois encore, le Dr Claude Birague est parvenu à le « promouvoir ». A la fin de l'été, le journal a tiré à 600 000 F. dit-on. Ce ne sera qu'une promesse. René Trouvé, toujours disponible, compense par sa proximité les défaillances d'une rédaction un peu squelettique et il manie autant la plume que le crayon, offrant ses dons de caricaturiste révérités jadis par Je suis partout.

Les finances sont très vite au plus bas, René Trouvé ne désespère pas de voir son journal décoller, à condition bien sûr de

Cette affaire n'a encore suscité aucun commentaire de la part des différentes formations politiques. A l'embarras de certains partis de la majorité — le docteur Birague, personnage influent dans sa ville, dirigeait le C.D.R. local et avait présidé un comité de soutien à la candidature de Georges Pompidou, — répond une évidente discrétion de la gauche socialiste et communiste qui dit ne pas vouloir « exploiter le scandale ». Chacun admet cependant que l'affaire pourrait avoir quelques répercussions sur la vie politique toulousaine, à moins d'un an des élections municipales. Elle devrait logiquement, estime-t-on, favoriser la gauche et accentuer un sein de la majorité, une marginalisation déjà sensible de l'U.D.R. au profit de ses alliés.

De notre envoyé spécial

sortir certaines histoires juteuses. Précisément il en a une, dénichée « par hasard » dans le Gers. L'agence locale du Crédit agricole semble avoir eu recours à quelque procédé douteux pour s'imprimer face aux autres banques (le Monde des Banques, 17 juillet et 5 juillet 1974). Ce dossier, encore confidentiel, donne à l'homme-orchestre de l'Accent l'occasion rêvée d'une brillante exclusivité. Il en fera un « papier » long de treize feuillets, qui, curieusement, ne sera jamais publié. Peu après, l'hebdomadaire, au bord de la faillite, obtiendra un contrat de publicité : 300 000 F en une seule traite, pour un périodique qui diffuse à 1 200 exemplaires.

Les dettes remboursées et l'Accent oublié, chacun a sans doute en sa part du gâteau. Le médecin, connu pour son amour du gain, s'est-il montré trop gourmand ? René Trouvé, en tout cas, éprouve alors quelque ressentiment d'avoir été dupé et n'arrive pas à digérer la « disparition » de ses treize feuillets. L'Accent, nouvel organe de la presse locale, laisse son principal rédacteur sans emploi.

Arrive alors une édition toulousaine du Meilleur : Trouvé reprend du service, prépare sa revanche. Il n'a pas abandonné l'idée de raconter les « Mille et Un Contes du Crédit agricole d'Auch » et se fait fort de ne rien cacher de ce qu'il advient d'une belle enquête. La triste fin de l'Accent devait servir de toile de fond à la mise en scène de la Cour des Bragues. L'Ami, comme bête de la rue, n'avait-il pas le savoir-elle ? En a-t-elle pris ombrage ?

Le 19 février 1976, à 14 h. 30, Christian Portay, dirigeant des Jeunesses du Comité de défense de la République, et José Picard, également membre du C.D.R., inculquent René Trouvé dans le hall de son immeuble. Des coups de poing d'abord, un coup de feu ensuite. Le journaliste du Meilleur était mort, comme il l'avait prévu et confié à ses amis, une balle de 7,65 dans le crâne.

Un « brave homme »

L'enquête devait plétier pendant près de cinq mois. Les policiers ne pouvaient courir mille pistes à la fois. René Trouvé s'était fait trop d'ennemis dans la ville rose. Mais le 8 juillet, on apprend qu'un jeune homme de vingt-six ans est entendu par les enquêteurs. Il aurait écrit une lettre au ministre de l'Intérieur

dans laquelle il avoue être le meurtrier du journaliste et dit avoir agi pour le compte d'une personnalité influente, le docteur Claude Birague. On croit d'abord que cette lettre a bien été envoyée. Mais la réalité est tout autre. C'est, bizarrement, un gangster toulousain qui l'a apportée aux gendarmes avec le secret espoir que ce service serait payé en retour. Son fils, en s'enfuyant d'Espagne, est alors recherché pour le meurtre d'un proxénète qui avait eu l'indécence de marcher sur ses brisées.

Comment ce gangster s'est-il procuré un document aussi précieux ? On ne peut sur ce point qu'avancer des hypothèses. Portay, qui le connaissait bien, ne lui a-t-il pas demandé d'aller réclamer à son médecin commanditaire les pages promises pour son « travail » ? Le « brave homme » ayant accepté, pourrait alors avoir touché le salaire du crime, puis, comprenant le profit qu'il pouvait tirer de la situation, aurait cru possible de marchander avec les gendarmes sans oublier de joindre M. Alain Ayache, qui avait promis une prime de 50 000 F à qui conduirait sur la piste de l'assassin.

De fait, avant même que le S.R.P.J. de Toulouse n'ait eu connaissance de ce rebondissement, le Meilleur annonce que l'arrestation du meurtrier de René Trouvé est imminente, que le cerveau de l'affaire serait ainsi un marchand de la rue d'Aubusson, et, enfin, petite méchanceté, que la gendarmerie doublerait encore une fois la police judiciaire.

Quand Portay, imprudent, passe la frontière franco-espagnole, au Perthus, il est appréhendé et conduit à Toulouse. Interrogé pendant quarante-huit heures, il avoue tout, puis se confie sur une foule de détails et finit par révéler ses auteurs. Les enquêteurs disent aussitôt avoir affaire à un marchand de la rue d'Aubusson, mais, pour le moment, simple tactique pour tester le comportement des autres protagonistes de l'affaire ? Huit jours plus tard, José Picard, visible-ment épuisé, répond à une convocation de la police. Lui ne peut passer pour fou ; il parle et confirme ce que la lettre révélait déjà : c'est bien le docteur Birague qui a commandité l'opération, ajoute Picard, c'est lui aussi qui a fourni le beretta à Portay.

An matin du 14 juillet, six inspecteurs se présentent au hall de l'immeuble de la rue d'Aubusson. Si l'on a franchi ce pas, l'assassin aujourd'hui entend le langage de la police. Lui ne peut passer pour fou ; il parle et confirme ce que la lettre révélait déjà : c'est bien le docteur Birague qui a commandité l'opération, ajoute Picard, c'est lui aussi qui a fourni le beretta à Portay.

DOMINIQUE POUCHIN.

POLICE

Le syndicat C.F.T.C. « suggère » que le tribunal de Narbonne soit dessaisi du dossier de la fusillade de Montredon

Après les C.R.S. (le Monde du 19 juin), c'est au tour du syndicat C.F.T.C. des personnels en tenue de la police nationale de demander la justice après la fusillade de Montredon, où, le 4 mars dernier, un commandant de C.R.S. et un vététaire avaient été tués.

Dans l'éditorial de l'organe officiel du syndicat, l'Actualité policière, M. Raymond Anzole, secrétaire général, s'indigne de ce que la constitution de partie civile du syndicat ait été, comme celle du syndicat des C.R.S., jugée irrecevable. (1) alors, dit-il d'autre part, que la C.F.T.C. est majoritaire à la C.R.S. 26, compagnie à laquelle appartenait le commandant Le Goff. « Que penser d'une justice, écrit-il, qui donne d'elle une si dérisoire image ? Dans un de ses plateaux, les bons coupables ; dans l'autre, les mauvais. (...) Il n'est que d'observer son comportement dans les récentes affaires d'Aléria, de Bastia et de Montredon, pour nous apercevoir qu'elle fait, dans certains cas, deux poids, deux mesures. »

Concernant l'affaire de Montredon, M. Anzole écrit : « Les meneurs sont connus, mais jouissent de la plus parfaite

impunité... ». Sommes-nous donc à répondre présent quand on a besoin de nous, et à nous faire tuer, sans qu'on fasse plus de cas de nous que d'une bête maitisée qu'on dressait au talon sans regret et sans même lui faire un regard ? »

M. Anzole a, d'autre part, écrit une lettre à M. Michel Fondatore, ministre de l'Intérieur, dans laquelle il « suggère » que le tribunal de Narbonne soit dessaisi du dossier de Montredon. « Il semble, écrit-il, que le climat passionnel qui entoure cette affaire fasse plétier l'enquête ; que des mouvements divers soient à prévoir qui paralysent le cours de la justice ; que l'on peut se demander si les magistrats de Narbonne peuvent, dans une atmosphère aussi tendue, remplir leurs fonctions avec sérénité sans risque pour leur propre sécurité. »

(1) Postérieurement à cet éditorial, la cour d'appel de Montpellier a confirmé la décision de l'ordonnance du juge d'instruction délégué, irrecevable les constitutions de partie civile déposées par le Syndicat national des personnels en tenue de la police nationale. Les deux appels se sont pourvus en cassation.

FAITS DIVERS

50 millions de francs sont dérobés dans les coffres d'une succursale de la Société générale à Nice

Nice. — La salle des coffres d'une succursale de la Société générale, située en plein centre de Nice, 8, avenue Jean-Médéric, a été mise à sac au cours du week-end dernier, par une bande de malfaiteurs, qui ont éventré et cambriolé trois à quatre cents coffres de particuliers. Les malfaiteurs ont pénétré dans la banque par un tunnel creusé

à partir des égouts. Selon des informations fournies par la police, le montant du cambriolage pourrait dépasser 50 millions de francs. Mais il faudra attendre plusieurs jours afin que toutes les victimes puissent faire connaître le détail du préjudice qui leur a été causé, pour pouvoir fixer le bilan définitif du vol.

La complexité de l'opération et l'importance du cambriolage déjà qualifié de « casse du siècle » par la police, a nécessité ce mardi matin 20 juillet le déplacement de Paris d'un groupe de spécialistes du cambriolage. Les enquêteurs, stupéfaits par la maîtrise et le technique des malfaiteurs, tentent maintenant de reconstituer le déroulement du cambriolage qui s'est vraisemblablement déroulé sur deux jours et deux nuits au cours du week-end et n'a été découvert que lundi après-midi.

Selon les premiers éléments de l'enquête, six personnes au moins ont participé au cambriolage. Les enquêteurs ont pénétré dans les lieux en passant la cloison où sont adossés les coffres-forts, après avoir creusé un tunnel de huit mètres environ, à partir d'une canalisation d'égout passant sous une rue proche. Aucun des graves faits n'a été retrouvé dans les canalisations d'égout avoisinantes, ni dans les rues adjacentes à la Société générale, qui est implantée à moins de deux cents mètres de l'immeuble de la Société.

Quatre grands coffres-forts et trois à quatre cents petits coffres ont été « visités » par les gangsters. Ces derniers ont même pris le temps de vider le coffre mural où les clients avaient déposé des valeurs pendant le week-end et de soulever au chalumeau la porte blindée donnant accès à la salle des coffres. Les dirigeants de la banque furent obligés de percer un trou dans la cloison pour venir à pénétrer dans la pièce.

Ils découvrirent plusieurs bouteilles vides d'acétyle, ainsi que des morceaux de pain et quelques bouteilles. Enfin, parmi des liasses de documents bancaires.

Le système de déclenchement du signal d'alarme — qui paraît ne pas avoir fonctionné — provoque d'ores et déjà de nombreuses interrogations parmi les enquêteurs de la police judiciaire de Nice.

La Société générale fait connaître, dans un communiqué diffusé ce mardi 20 juillet, qu'elle commence immédiatement la procédure d'identification en vue de l'indemnisation des clients et valeurs placés dans les compartiments des coffres qui ont été forcés dans son agence de Nice. La banque ajoute qu'elle convoquera elle-même les déposants et précise que « la très grande majorité des compartiments sont intacts ».

Sept alpinistes ont été tués, dimanche 18 juillet, dans le Valais, à l'ouest de la Suisse. Un guide et les quatre femmes qui l'accompagnaient sont tombés dans une crevasse du glacier d'Aletsch. Deux ressortissants allemands ont fait une chute mortelle dans le massif de Mischabel. Enfin, un ressortissant italien qui s'était gravement blessé en essayant de faire passer le Grand Murveran, est mort à l'hôpital de Sion.

CATASTROPHES

APRÈS LE TREMBLEMENT DE TERRE DU 6 MAI

Les sinistrés du Frioul se plaignent des lenteurs de la reconstruction

De notre correspondant.

Rome. — L'attention des Italiens est de nouveau retournée par le Frioul où, deux mois et demi après le tremblement de terre du 6 mai qui causa la disparition d'un millier de personnes, le sin de « l'intervention extraordinaire de secours et d'assistance » vient d'être déclarée. Cette mesure a coïncidé avec une manifestation à Udine de plusieurs milliers de rescapés du séisme qui dénoncent les lenteurs de la reconstruction.

Depuis le 6 mai, plus de cent soixante-dix secourus ont été recensés. Cet interminable ajustage du sous-sol augmente l'énervement des quarante mille personnes qui vivent encore sous des tentes. L'ensemble des dégâts matériels a été évalué à 2 000 milliards de francs (environ 12 milliards de francs).

« Hors des tentes » est devenu le principal mot d'ordre de la région sinistrée. La population ne veut cependant pas entendre parler des maisons préfabriquées, sachant que ces logements provisoires — on l'a vu en Sicile — ont l'habitude de tomber à l'instant où l'on attendait la reconstruction, mieux vaut, estiment quelques-uns, utiliser des locaux

disponibles tels que casernes et couvents. Une loi promulguée une semaine après le tremblement de terre a affecté cinq cent quarante milliards de francs pour l'ensemble des réparations. Cette somme apparaît aujourd'hui insuffisante, et il faudra, vient d'affirmer le ministre de l'Intérieur, un nouvel acte de solidarité de la communauté nationale. »

ROBERT SOLE.

LE SEISME DE BALI : PLUS DE 550 MORTS ET 4 000 BLESSÉS

Den-Passar (Bali) (AFP, UPI). — Encore provisoire, le nombre des victimes du tremblement de terre qui a frappé, le 14 juillet dernier, le nord de Bali s'élève à cinq cent cinquante-deux morts et quatre mille blessés. On recherchait encore une vingtaine de disparus. Les dégâts matériels sont évalués, actuellement, à 200 millions de dollars (980 millions de F).

L'indemnisation et la bonne foi du déclarant

Hormis les cas de force majeure, rarissimes (en cas de conflit armé notamment), le contrat de location consenti par le banquier met en jeu sa responsabilité en cas de vol ou d'incendie : « La surveillance des salles fortes est de l'essence même du contrat, que le banquier ne peut prétendre écarter de sa responsabilité ». (P.-J. Deschanel, revue Banque d'avril 1973). Outre, sans convention contraire, il est clairement attendu que le dépôt est secret et à la seule discrétion du client. Le déposant ne souscrit, du reste, aucune déclaration lors de la location, pas plus qu'il n'est dressé d'inventaire contradictoire (op. cit.).

En revanche, c'est au client qu'il appartient d'établir son préjudice, c'est-à-dire quel était le contenu du coffre au moment du vol. Outre les objets de valeur habituels, bijoux, bibelots, argent, tabac, on y dépose souvent des billets, lorsque leur possesseur désire ne pas se signaler au fisc... ou à son conjoint, et le plus souvent, de l'or, en pièces ou en lingots. Ajoutons les bons de caisse ou les bons du Trésor, libéralement vendus sous la forme anonyme, leurs détenteurs ne se soucient guère de conserver à leur domicile tout en sauvegardant leurs intérêts et ceux des compagnies d'assurances. Si un compromis ne peut s'établir, l'affaire vient devant les tribunaux, mais, en règle générale, les clients n'ont guère que leur cas soit porté sur la place publique. Le règlement des dossiers d'indemnisation récents a donné lieu parfois à des abandons de plainte pour motifs personnels, par crainte du fisc ou du scandale.

FRANÇOIS RENARD.

L'ATTAQUE D'UNE RAME DE MÉTRO LE 2 JUILLET

La police avait-elle été prévenue ?

M. Jean Bandy — et non Baudry — le conducteur de la rame de métro attaquée, le 2 juillet, à la station Gare du Nord, a déclaré, lundi 19 juillet, qu'il ne s'était pas rendu compte, sur le moment, de l'importance de l'incident. « Il y a tellement de trucs dans le métro qu'on devient blasé », a-t-il dit. Il a précisé que les deux jeunes gens qui étaient entrés dans sa cabine et lui avaient demandé d'attendre deux minutes à la station Gare du Nord n'étaient pas armés.

M. Bandy a expliqué que, arrivé à terminus, Porte d'Orléans, il était à l'heure du matin et qu'il n'avait trouvé personne pour faire son rapport. Il est rentré chez lui et ce n'est que le lundi matin qu'il a raconté l'incident à ses collègues. « Les syndicats ont alors écrit la R.A.T.P. dit-il, et finalement j'ai fait mon rapport le mercredi ou le jeudi ». Il affirme que ce n'est pas lui qui a prévenu Europe de l'Incident. La police avait-elle été prévenue sur le moment ? M. Pierre Souvaille, préfet de police, a « déploré » lundi que la police n'ait été prévenue que le 17 juillet, par voie de presse. Mais le commissaire Devos, chargé de l'enquête, a assuré de son côté, que la police avait bien été prévenue. « Police-secours », a-t-il dit, est arrivé Gare de l'Est, station suivante Gare du Nord, huit minutes après l'incident, à 0 h. 13, et a patrouillé en vain jusqu'à 0 h. 25. »

M. Souvaille a rappelé qu'à partir du 1^{er} octobre le dispositif de sécurité en place dans le métro allait être renforcé. « Nous avions un dispositif qui reposait sur l'action de 575 hommes environ chaque jour, a-t-il précisé. Il a légèrement diminué ces derniers temps, et nous allons remonter pour arriver à un chiffre voisin de six cents. » Cependant, a-t-il ajouté, si nous voulons assurer une sécurité convenable sur l'ensemble du réseau, il faudrait mettre en œuvre environ sept mille hommes. C'est tout à fait disproportionné. »

L'union départementale C.F.D.T. de Paris et le syndicat C.F.D.T. de la R.A.T.P. ont, pour leur part, publié un communiqué dans lequel ils assurent que « la politique menée par le pouvoir au travers de la direction de la R.A.T.P. tend à la déshumanisation des services de la R.A.T.P. La diminution du personnel sur les quais rend possibles toutes formes d'agressions ». La C.F.D.T. « exige l'augmentation des effectifs employés par la R.A.T.P. après un mois aux agents par station et par service ».

« Que faut-il admettre le plus dans le propos du préfet de police : la naïveté ou la malhonnêteté ? Car on ne voit pas comment qualifier autrement une déclaration aux termes de laquelle le chef de la police parisienne fait connaître qu'il lui est impossible d'assurer une « sécurité convenable » dans le métro parisien. »

CORRESPONDANCE

A propos des brutalités subies par un parlementaire des Neuf

Nous avons reçu la lettre suivante :

Le Monde du 15 juillet, sous la rubrique Justices, page 3, publie un article intitulé « l'enquête sur les brutalités dont se plaignait un parlementaire des Neuf a été classée ».

L'attitude du procureur de la République est plus qu'inacceptable. En effet, les policiers auteurs des coups et des insultes ont été formellement identifiés par le parlementaire danois et par les trois fonctionnaires danois qui en ont été les victimes.

Au cours d'une confrontation, informelle, qui s'est tenue à la préfecture de Strasbourg le vendredi 19 juin -975 au matin, deux policiers ont été formellement reconnus, un autre a été mis en cause.

(...) Depuis un an, aucun des témoins présents n'a été sollicité pour fournir des explications ni par la police ni par un juge. Il est donc inadmissible que le procureur de la République s'est satisfait des explications des policiers impliqués dans l'affaire sans contradiction ni contestation. Curieuse façon de vouloir faire avancer objectivement la procédure judiciaire. Cette façon d'agir est inacceptable. La période à laquelle intervient la décision de classement l'est tout autant. Le procureur pense peut-être que le moment des congés est le meilleur pour tuer une affaire. Un fait demeure cependant, quelles que soient les circonstances des incidents : un parlementaire et des fonctionnaires danois d'institution européenne ont été victimes de sévères policiers (des certificats médicaux existent), à Strasbourg, ville européenne, siège de la commission européenne des droits de l'homme, pour un procureur, des affirmations policières ont plus de valeur que celles d'autres citoyens français ou européens. Belle leçon !

JEAN FEYDT, président du comité du personnel du Parlement européen.

سكنا لال

Les régions

DEUX LIVRES CRI D'ALARME

Le littoral martyr

REGARDEZ bien la côte, dans moins de vingt ans elle aura disparu. Montrez à vos enfants les longues plages blondes encore désertes, les dernières criques sauvages, les dernières salines, et tandis qu'ils sont là, les petits ports de pêche, ils ne les reverront peut-être pas.

Tel est le conseil un peu désespéré que l'on a envie de donner aux Français après avoir relû deux livres publiés simultanément à l'orée de l'été. Non pas deux romans d'anticipation, mais deux documents : *Manifeste pour le littoral*, de Jean-Luc Michaud, et *Les pieds dans la mer*, de Louis Bériot. Deux hommes, deux démarches, deux styles, mais une même conclusion : si l'on n'y met pas la hoïe, le littoral français sera entièrement bétonné, défiguré, pollué et privé avant que ce siècle ne s'achève.

Les deux Cassandres ne sont ni des professionnels du catastrophisme ni des rêveurs « gauchistes », mais des hommes du système. Jean-Luc Michaud, trente et un ans, est géographe, professeur à Paris et haut fonctionnaire. Un homme de dossiers qui, pendant plusieurs années, a pu étudier ceux du littoral, à la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR).

Louis Bériot, de cinq ans son aîné, est un grand blond, gaulois, qui ne cache pas ses préférences pour la majorité. Ce qui ne l'empêche pas, comme coproducteur de l'émission télévisée « La France défigurée », d'épingler tous ceux qui, de droite ou de gauche, « salopent » l'Hexagone. Son reportage en forme de pamphlet recoupe et illustre de manière saisissante l'étude plus « universitaire » de J.-L. Michaud, abondante en cartes et en tableaux statistiques.

Les auteurs constatent d'abord que le littoral français est, par sa richesse biologique, par sa variété et sa beauté, comme par le nombre de ses habitants, l'un des

plus intéressants d'Europe. Un patrimoine national longtemps négligé, mais qui constitue aujourd'hui l'une des chances de l'Hexagone. Or ce « territoire » long de 3 500 kilomètres n'est qu'un ruban fragile, large de quelques milliers de mètres, que la moindre construction inopportune peut étouffer.

Le gâchis a déjà commencé. La pêche, l'élevage des huîtres et des moules, les marais salants, n'occupent plus que 30 000 hectares. Ces espaces, de même que les haies, les estuaires et les golfes, sont rongés de toutes parts alors qu'ils devraient être jalousement préservés pour accueillir demain des fermes d'aquaculture.

Au rythme des bétonnières

Les ports de pêche se meurent et les artisans de la mer posent sac à terre. C'est le travail à la chaîne qui les attend dans les usines qui, depuis quelques années, s'installent les pieds dans l'eau. Avec les grands complexes industriels et portuaires comme Dunkerque et Fos, elles occupent moins de 200 kilomètres de rivage, mais, par leurs nuisances, elles pèsent déjà sur une surface trois fois plus étendue. De même pour les centrales nucléaires qui, au pire, occupent 5 000 hectares. Mais leurs effluents diffusent infiniment plus loin et leur profil n'est pas de ceux que l'on recherche en vacances.

Malgré le mal le plus envahissant, à terme, le plus redoutable, c'est l'urbanisation. Jean-Luc Michaud estime que déjà la moitié du littoral est bordée de bâtiments. Villas, banlieues, stations balnéaires, lotissements, villas isolées, endigages, marinas, ports de plaisance, le mur de béton s'élève et se déplace avec une rapidité encore jamais vue. Au rythme où tournent les bétonnières, il n'y aura plus un espace libre dans deux décennies.

L'équipement touristique déjà édifié est-il au moins porteur d'avenir ? MM. Michaud et Bériot sont d'accord pour répondre non. Qu'il ait été spontané ou orienté par les pouvoirs publics, cet équipement a été fondé essentiellement sur la résidence secondaire. On en compte déjà 400 000, et il y en a 15 000 de plus chaque année. On aboutit ainsi à la privatisation du rivage, souvent à son enlèvement, pour une capacité d'accueil qui reste désincarnée au regard des besoins. En effet, la plupart des villas ne sont occupées au maximum que vingt-cinq jours par an.

Leur utilité sociale est la plus faible de tous les modes d'hébergement. Un lit d'hôtel, de village de vacances ou une place de camping reçoit cinq fois plus de monde. Même en Languedoc-Roussillon et en Aquitaine, où l'État a la maîtrise de l'aménagement, on a sacrifié les hébergements collectifs et le tourisme social aux résidences secondaires, qui pourtant ne profitent qu'à 10 % des vacanciers. Ce choix fait-il au moins le bonheur des municipalités ? Même pas. Le chiffre d'affaires annuel assuré par la création d'un lit local est deux à trois fois supérieur à celui qu'induit la construction d'un lit privé en dur. Réflexion égale, les dépenses à ce propos des ports de plaisance, que l'on a multipliés pour « démocratiser la voile ». Construits en partie avec des fonds publics, ils abritent des « croiseurs » à moteur appartenant à des privilégiés à très hauts revenus. Là encore, il y a eu transfert des deniers publics au profit des vacanciers les plus fortunés.

La mer-poubelle

Bien entendu, l'une des premières conséquences de cet état de choses, c'est une dégradation accélérée du milieu naturel. Les écosystèmes les plus renommés ne sont plus à l'abri des pavillons de banlieue et des parkings. Quant à la mer, à qui l'on a commodément attribué un minuscule pouvoir auto-épurateur, elle sert de poubelle. Municipalités, industriels et navigateurs pratiquent le « tout à la mer ». Ils s'épargnent ainsi bien des frais et des soucis. Mais on s'étonne ensuite que les balnéades soient insalubres, que les huîtres et les moules soient suspectes et que les pêcheurs remontent des filets vides.

Entre les diverses professions qui guignent le rivage, celles qui reculent comme celles qui sont en pleine expansion, la compétition est donc ouverte. Elle se pratique selon les règles du laisser-faire et du coup par coup. Même les opérations d'aménagement financier et organisées par les pouvoirs publics n'ont guère procédé d'un plan général et prospectif de l'utilisation du littoral. Ici tout pour les usines, plus loin tout pour les touristes. Ne parlons pas des initiatives privées. Dans la pratique du littoral, on a joué à plein.

Dans le préface de *Manifeste pour le littoral*, M. Philippe Lamour n'y va pas par quatre chemins : « Les zones littorales, écrit-il, n'ont jamais fait l'objet d'une

politique cohérente permettant l'exploitation rationnelle et fructueuse de leurs différentes vocations. » Son sentiment, partagé par Jean-Luc Michaud et Louis Bériot, c'est qu'il serait grand temps d'y venir.

Les crédits du conservatoire

Ce ne sont pourtant pas les instruments d'aménagement qui manquent. Sur les neuf cent vingt-huit communes côtières, cinq cents doivent se doter d'un plan d'occupation des sols (POS). Il y a aussi la kyrielle des zones d'aménagement différé, des schémas d'aménagement régionaux, des bases de loisirs et de nature, des schémas d'aptitude et d'utilisation de la mer, des périmètres sensibles, des parcs nationaux et régionaux. Un arsenal impressionnant destiné à répartir harmonieusement les activités et à préserver ce qui doit l'être. Mais MM. Michaud et Bériot sont obligés de constater que cette lourde mécanique ne fonctionne guère. Avec le conservatoire du littoral on lui a récemment ajouté un rouage supplémentaire. Mais, avec les crédits qu'on lui attribue, le conservatoire ne pourra acheter que quelques centaines d'hectares par an pour les mettre à l'abri du béton. Alors que ce béton, dans le même temps, en mange allègrement des milliers.

La solution ? Jean-Luc Michaud ne la voit que dans l'affirmation d'une volonté politique au plus haut niveau. Il s'agit de savoir si la France va continuer à brader ses rivages au plus offrant, comme un pays sous-développé, ou si elle entend maîtriser son développement. Dans ce cas, il faut un objectif clair et un instrument pour l'atteindre. Le haut fonctionnaire propose une agence nationale du littoral ayant les moyens financiers et réglementaires de sauvegarder ce qui peut l'être, d'assigner à chacun sa place, d'ouvrir le bord de mer à ceux qui ne peuvent l'atteindre.

Et, pour montrer l'exemple, MM. Michaud et Bériot offrent leurs droits d'auteur à une fondation qui, à l'instar du National Trust britannique, achèterait les portions de rivage les plus menacées pour les soustraire aux appétits des aménageurs à court terme. Voilà un trait de civisme qui donne un poids singulier à leur diagnostic et à la thérapeutique qu'ils proposent.

MARC AMBROISE-RENDU.

* *Manifeste pour le littoral*, par Jean-Luc Michaud, chez Berger-Levrault, 308 pages, 73 F.
* *Les pieds dans la mer*, par Louis Bériot, chez Jean-Claude Lattès, 326 pages, 40 F.

POINT DE VUE

La fête et l'espace

par HENRI FABRE-LUCE (*)

LES Tulleries sont couvertes de chapiteaux et de baraques foraines. La place Vendôme était, il y a peu, le champ de manœuvre de l'armée. La cour Carrée du Louvre est réservée aux évolutions des danseurs, le Palais-Royal à un « audiovisuel ».

Je suis de ceux qui sont favorables au principe des spectacles en plein air, en plein lieu, surtout lorsque celui-ci utilise les plus beaux lieux de la ville pour en faire leurs décors. Pourtant, les protestations qui se sont élevées contre cet envahissement des jardins et des places de Paris méritent quelques réflexions. Non pas seulement parce que certaines occupations sont, il est vrai, excessives (c'est le cas des Tulleries, où de trop nombreux chapiteaux laissent au promeneur beaucoup de poussière, mais peu d'espace). Plus sérieusement, parce que c'est tout le problème de l'insuffisance des espaces publics urbains qui se trouve posé.

C'est la faible proportion des espaces disponibles pour la promenade, pour la détente et le repos, dans une ville livrée à la pollution et au bruit, qui rend méfiant à l'égard de toute tentative d'« animation ». La sensibilité des citadins est devenue si vive, en ce qui touche à ces biens rares que sont devenus l'espace, le silence, l'air, que tout ce qui semble les menacer lui paraît suspect. Ce n'est pas l'animation des jardins et des places, ce ne sont pas les « éternels ronchonneurs » qui sont coupables. C'est l'insuffisance criante de la superficie d'espace public.

Au lieu d'accroître ou même seulement de maintenir ce capital précieux, le Conseil de Paris a mené, et poursuit aujourd'hui, une politique diamétralement opposée. Les créations d'espaces verts envisagées sont aussitôt assorties de nombreux logements qui devraient les « financer » et qui les satureront. Les espaces couverts à usage de marchés sont « rentabilisés » par les constructions massives qui réduisent la superficie et le volume de ces forums de quartier : on renonce à la cour de 3 500 mètres carrés du marché Saint-Germain, on se tassera dans le nouveau marché des Batignolles, ainsi que dans le futur « complexe » du Temple (une récente exposition officielle a réussi le tour de force de montrer l'actuel carreau du Temple sans aucune photographie de l'immense nef intérieure : or, quelle que soit leur valeur d'architecture, c'est leur valeur d'espace qui est primordiale dans les marchés actuellement menacés).

Il faut dire que l'État donne, de son côté, le mauvais exemple : là où il possède de l'espace libre, il laisse aux administrations qui l'occupent le droit de l'interdire au public et les crédits pour le réduire (tout récemment à l'Observatoire).

Ces espaces ne sont plus publics que de nom, ils deviennent la propriété exclusive de ceux qui, au nom de l'État, les occupent.

Certes, l'État a besoin de bâtiments administratifs, et la Ville d'équipements publics. Mais il est un autre besoin fondamental, celui des espaces libres, besoin qui s'affaiblit plus pressant à mesure que le citadin est plus rétro dans un univers de bitume et de béton. Est-ce trop que de demander assez d'espaces pour et le repos et l'animation ?

Encore faut-il que cet espace, en quantité suffisante, ne soit pas d'un usage tellement coûteux qu'il reste, en fait, réservé à des privilégiés. Or, si à fréquenter les parcs et jardins parisiens, c'est l'État ou la Ville qui fait payer le plaisir d'y être, comme d'habitude, quel restaurateur privé comptabilise dans son addition une « vue imprenable ». Peut-on encore parler d'espaces publics lorsque les concessionnaires des restaurants sont autorisés, aux Tulleries comme aux Buttes-Chaumont et à Montsouris, à pratiquer des prix qui écartent le plus grand nombre ?

À cet égard, ceux qui ont le plus grand besoin de se délasser dans un espace public urbain sont ceux qui tout à la fois subissent le plus de nuisances et ont le moins de possibilités de s'en évader régulièrement parce qu'ils n'en ont pas les moyens ? Les jardins, les places et les aires de nos villes ne sont pas seulement un peu de nature et de repos pour chacun de nous, ils sont toute la nature et tout le repos des moins favorisés d'entre nous. Alors pourquoi faire comme s'ils étaient réservés à ceux qui ont déjà une résidence secondaire ?

Ces revendications sont légitimes, il faut les financer. D'abord il n'est pas sûr qu'il soit toujours moins coûteux, en dépenses directes et surtout indirectes, de densifier les terrains disponibles.

Ensuite, beaucoup d'argent est consacré aux investissements liés à l'automobile : il n'est pas impossible d'en prélever une partie pour l'homme. Enfin, et surtout, il s'agit d'un investissement nécessaire : si l'on n'y prend garde, les villes exploseront entre les doigts de nos comptables municipaux.

Parce qu'elles correspondent à la satisfaction d'un besoin essentiel, certaines dépenses ne doivent pas être liées à une notion stricte de rentabilité. L'enseignement n'a-t-il pas conquis sa prise en charge par la collectivité ? Les temps ont changé. Ce sont aujourd'hui les loisirs qui marquent notre société. La collectivité publique doit prendre ses responsabilités dans ce domaine, pour définir et financer une politique d'extension et de libre usage de l'espace collectif humain.

(*) Président de S.O.S. Paris.

UN CARNET DE MÉTRO POUR 10 FRANCS

La manipulation des tarifs ne fait pas une politique

LE 1^{er} juillet, le gouvernement décidait d'augmenter de 10 % le prix du ticket de métro. Le mercredi 21 juillet, le conseil des ministres étudiait le problème des subventions accordées par l'État à la R.A.T.P.

C'est à ce moment que, dans un rapport au Conseil économique et social, M. André Schneider souligne que l'amélioration des transports en commun est au premier chef une affaire d'État, à la fois parce qu'il s'agit de développer un service qui n'est pas rentable financièrement, mais dont l'utilité sociale n'est pas discutée, et parce qu'il faut offrir au citadin des moyens de transports attractifs et peu coûteux si l'on veut le dissuader d'utiliser les moyens individuels motorisés.

Alors, comment concevoir la politique des transports en commun ?

A chaque augmentation du prix du ticket de métro, c'est la même polémique qui revient. Chacun prend dans un dossier toujours renouvelé de chiffres pour éayer sa thèse. Or la fixation du prix du ticket ne devrait être moins une question de finances qu'une affaire de principes. Les transports collectifs, au moment où des réformes sont en préparation, qui modifieront le financement des transports en commun, le débat sur le coût réel du métro revêt toute son acuité.

À la base de tous les raisonnements, une constatation : les

transports en commun, à Paris, sont déficitaires. L'origine de ce déficit se résume en une formule : les périodes de pointe, puisque le matériel et les infrastructures ne sont utilisés au maximum que pendant les heures de pointe.

Si l'usager payait à la R.A.T.P. ce qu'il lui coûte réellement, le prix du ticket de métro serait de 1,85 F. Mais les Parisiens financiers ne paient que 0,40 F de leur trajet. Les employeurs (17 %), l'État (30 %) et les collectivités locales (13 %) se cotisent pour compléter le total, c'est-à-dire payer le déficit de la R.A.T.P.

Or, une nouvelle difficulté apparaît depuis quelques années : ce déficit va croissant. Nul ne peut plus ignorer les efforts des transporteurs pour moderniser les réseaux ferrés et routiers. La R.A.T.P. qui, notamment en 1964, inscrivait 230 millions dans la colonne « investissement » de son budget, y inscrit 1 milliard 800 millions en 1976. L'investissement de ces sommes intervient pour près de 25 % aujourd'hui, dans le coût d'exploitation de la ligne.

C'est en fonction de ce coût d'exploitation qu'est fixé le prix du titre de transport. En 1975, la R.A.T.P. a apporté sur le bureau des autorités de tutelle un budget de 5 milliards, avec un déficit de 5 milliards. « Un budget en équilibre impliquerait le doublement du prix du ticket, disent les responsables. Si l'on veut simplement que les participations respectives de l'État, des entreprises et des collectivités locales restent dans les proportions actuelles, il faut une augmentation régulière de 10 % par an du prix du ticket. C'est ce qui fut fait en 1975 et 1976.

Un langage « inquiétant »

Au Syndicat des transports parisiens (S.T.P.), l'organisme régional qui coordonne la politique des transports dans l'Ile de France, on tient un tout autre langage, encore plus « inquiétant ». En 1960, soulignent les techniciens du syndicat, les Parisiens payaient à la R.A.T.P. la totalité de ce qu'ils lui coûtaient et ils payaient en moins service, avec de meilleures routes, que des autobus bonifiés. Aujourd'hui, la qualité du service s'est considérablement améliorée et le voyageur paye moins de 40 % de ce qu'il coûte. L'augmentation de 10 % demandée par la R.A.T.P. ne suffira pas à combler un déficit croissant qui pourrait atteindre, en 1980, 5 milliards et demi de francs.

« Nous sommes à la merci d'un retour de la politique, expliquent les responsables. Si, pour une raison ou pour une autre, les pouvoirs publics décident de services et la politique d'investissement s'en ressentiront. »

Il faut, d'autre part, s'attendre à de nouvelles difficultés : Lyon,

ment la Fédération des usagers des transports.

C'est bien là tout le problème. Le coût purément financier d'un moyen de transport (achat du véhicule, frais de fonctionnement) ne doit pas être le seul à prendre en compte : les nuisances, les pertes de temps, d'énergie, sont devenues elles aussi des éléments non négligeables de calcul. On sait, par exemple, que chaque année, les Parisiens perdent l'équivalent de plusieurs semaines de travail dans les encombrements. On sait aussi qu'un usager qui parcourt un kilomètre en métro consomme onze fois moins d'énergie que celui qui utilise sa voiture pour faire le même trajet.

Tout cela, une comparaison rapide des coûts démontre que la voiture particulière est, au bout du compte, plus onéreuse pour la collectivité nationale que les transports en commun ; et pourtant, les pouvoirs publics ont favorisé jusqu'à présent l'automobile. La longueur des voies ferrées, par exemple, représente seulement 5 % des infrastructures en région parisienne, et au cours des dix dernières années, il a été construit 180 nouveaux kilomètres de voies rapides contre 19 seulement, de voies ferrées.

Le dilemme : « Comment financer le déficit croissant des trans-

(1) Thèse de doctorat, M. Jean-Marie Besseville.

ports en commun ? » que devront résoudre les pouvoirs publics, les transporteurs et les Parisiens dans les mois à venir, n'est que la partie visible d'un iceberg. Il faudra bien, un jour ou l'autre, mettre au point une véritable politique des transports en région parisienne.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

L'ARBRE À PAPIER VICTIME DE LA BUREAUCRATIE

Après l'article décrivant la jeune agence de l'arbre à papier du square Paul-Faivre (le Monde a du 6 juillet), la société de papeterie Arjomand-Prieux a proposé à la Ville de Paris de prendre en main le sauvetage de ce dernier spécimen parisien. Après avoir consulté leur hiérarchie, les responsables de la Ville répondent qu'ils officialisent l'administration ne manquant pas de crédits, mais que ceux-ci étaient momentanément affectés à un autre usage. Ne manquant pas de crédits, elle ne pouvait donc en accepter.

L'arbre à papier va-t-il mourir victime de la logique administrative ?

un train pas comme les autres

"BARCELONA TALGO"

PARIS ↔ BARCELONE en une nuit voitures-lits 1^{re} et 2^e classes compartiments à 1,2 et 4 lits

renseignements gares, bureaux de tourisme SNCF et agences de voyages

SNCF

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

PECHINEY UGINE-KUHLMANN
ET LA POLLUTION DU RHONE

Prévenir plutôt que tenter de guérir

La pollution que le Rhône a subie le 10 juillet dernier est de loin la plus grave jamais enregistrée par ce fleuve. Cent vingt à cent cinquante tonnes de poison ont été déversées. Même les « écrivains américains » que la vie en égout n'effraye pas n'ont pas survécu.

Pourtant le responsable, la société Pechiney-Ugine-Kuhlmann, a signé, il y a tout juste un an, le premier « contrat d'entreprise anti-pollution » avec le ministère de la qualité de la vie. Cartes, fusine Pechiney-Ugine-Kuhlmann de Pierre-Bénite, à une dizaine de kilomètres en aval de Lyon, a fait son mea culpa et s'est déclarée prête à payer. C'est une attitude à relever. Mais que cela signifie-t-il, alors que toute vie a été détruite sur 10 kilomètres, que des milliers de pêcheurs sont lésés pour un an au moins, que des milliers de riverains doivent fuir l'odeur pestiférée dégagée par le fleuve ?

Morts, les gros poissons de cinq à dix ans, les meilleurs reproducteurs. Morts toute la faune servant de nourriture aux poissons. Morts enfin la flore. Lorsqu'un fleuve est ainsi touché, un mea culpa ne suffit pas. Pour les riverains, les bleds à fructifier, ou les résidents, qui cette fois ne veulent pas « se laisser faire », cet accident n'aurait jamais dû arriver. Pour Uguine-Kuhlmann, c'est une accumulation de concours de circonstances exceptionnelles qui a provoqué le déversement dans le Rhône d'un réactif d'acroléine. Mais le réactif était un wagon-charge de 20 tonnes et l'acroléine est un produit chimique — explosif — qui s'attaque aux voies respiratoires. Pour les poissons, la dose mortelle est de 1 milligramme par kilo, même s'il s'agit d'un produit que l'on mélange à la farine de poisson

destinée au bétail et aux poulets (!) L'acroléine sert justement à dissimuler le goût de poisson que l'on reprochait aux poissons industriels. Pechiney-Ugine-Kuhlmann est le seul producteur français d'acroléine, fabriquée à partir du propène fourni par la raffinerie toute proche de Feyzin.

Le concours de circonstances est, on peut dire, « exceptionnel » : un wagon-charge vide devait être rincé. Un autre wagon plein d'acroléine attendait le départ. Une confusion entre deux chiffres, un employé qui n'avait pas à faire ce travail, et voilà le wagon plein branché sur les vannes de nettoyage.

Personne n'aura perçu l'odeur du produit ? Pourquoi le bassin de neutralisation n'a-t-il pas fait son office ? Pourquoi n'existait-il aucun autre système de sécurité ?

Ce déversement a, en tout cas, déjà provoqué les plaintes de deux associations de pêcheurs à la ligne, de l'Association pour la défense de la nature et la lutte contre la pollution de la vallée du Rhône, tandis que plusieurs dizaines de riverains ont annoncé leur intention de saisir la justice.

Mais qu'attendre de la justice alors que, par exemple, les incultures des pollueurs de la Saône, en juillet 1977, n'ont toujours abouti à aucun procès et que le principal « suspect » — Roussel-Uclaf, racheté depuis par un groupe allemand — a toujours nié ? A l'époque, la destruction n'avait porté que sur une cinquantaine de tonnes de poisson.

L'affaire du Rhône est significative. Comme le font remarquer les victimes, c'est seulement lorsque le montant des amendes sera supérieur au coût des installations d'épuration et des systèmes de sécurité qu'on évitera les « concours de circonstances exceptionnelles ».

Corse

Les autonomistes continueront de combattre à visage découvert déclarent les responsables de l'A.P.C.

De notre correspondant

Bastia. — Après la série d'attentats commis en Corse dans la nuit du 17 au 18 juillet, une nouvelle explosion a éclaté à proprement dit le 19 juillet, d'importants dégâts au consulat d'Italie à Bastia. On suppose qu'elle pourrait être liée à la récente décision du tribunal de Livourne d'amnistier les dirigeants de la Montedison, responsable de la pollution des côtes par le déversement des boues rouges.

Héritière de l'ex-action pour la renaissance de la Corse (A.R.C.), l'Association d'indépendants corse (A.I.C.), qui s'est réunie à huis clos le dimanche 18 juillet à Cateragiu, dans la plaine orientale, a confirmé sa volonté de continuer son combat pour l'autonomie « à visage découvert ».

Cette première assemblée générale de l'A.P.C. a été en grande partie consacrée à la mise en place de nouvelles structures. Ainsi, la Corse a été divisée en neuf régions qui éliront des délégués appelés à former une « consulte » de soixante à quatre-vingts membres qui sera la structure opérationnelle du mouvement. Un comité exécutif d'une dizaine de membres a également été élu, mais, soulignent les responsables de l'A.P.C., la souveraineté des décisions appartient aux militants.

Les orientations fondamentales du mouvement ont été rappelées : lutte pour l'autonomie interne, combat contre « le colonialisme de l'Etat français à travers ses actes et les hommes qui en sont les instruments », contre le système des Plans qui est, plus que jamais, complice du colonialisme d'Etat dans son œuvre de destruction du peuple corse.

Ces thèmes, dont on a dit qu'ils avaient poussé M. Edmond Simeoni à monter l'opération d'Aléria, se sont montrés turbulents, semble-t-il, au cours de cette assemblée générale. L'A.P.C. les accueille volontiers en son sein mais en leur fixant des limites : celles de la légalité, dans laquelle souhaite évoluer le mouvement.

Quant à la violence clandestine, l'A.P.C. ne la reconnaît pas comme « un moyen politique ». Elle estime, toutefois, que « la responsabilité appartient à ceux qui créent des situations dont naît la violence. Celle-ci ne peut pas être réduite si on n'en élimine pas les causes ».

TONY GRAZIANI.

Qualité de la vie

● L'EAU A SAINT-MAUR. — Après notre article du 7 juillet intitulé « Combat sur l'eau », le Dr Gilbert Noël, maire de Saint-Maur, nous prie de préciser que l'usine de traitement des eaux dite de « Saint-Maur » se trouve dans la commune de Saint-Maurice et que l'eau qui y est produite n'alimente pas Saint-Maur-des-Fossés, qui est une des rares communes de la région parisienne à posséder — depuis 1966 — sa propre usine de traitement des eaux.

TRANSPORTS

LA SOCIÉTÉ GAZOCEAN OBTIENT UNE AIDE DU CRÉDIT NATIONAL

La société Gazocéan et le groupe des Chargeurs Réunis (qui possède 17 % du capital de Gazocéan) devaient démentir ce mardi 20 juillet dans un communiqué les rumeurs selon lesquelles M. René Boudet, P.D.G. de la société de transport de gaz, voudrait vendre les actions (27 % du capital) dont il est propriétaire. Gazocéan n'envisage pas non plus de procéder à une augmentation de capital.

Il est vrai que l'année 1975 s'était terminée pour Gazocéan par des pertes d'exploitation de 48 millions de francs. Le marché du transport de gaz n'a pas, en effet, connu un sort plus favorable que celui des transports de pétrole. Selon M. Boudet, les comptes de l'année 1976 devaient approcher de l'équilibre. Le marché du transport maritime de gaz de pétrole liquéfiés et de méthane est toutefois prometteur puisque dans les cinq ans à venir les tonnages pourraient être multipliés par trois ou quatre.

Pour passer le cap financier difficile de 1975-1976 Gazocéan a obtenu une nouvelle aide de 48 millions de francs du Crédit national. Ce « ballon d'oxygène » devrait permettre notamment de financer l'activité du méthaneur « Ben Franklin » qui ne sera utilisé qu'en 1979. « Il n'est pas question de vendre ce bateau », précise M. Boudet. En revanche, pour le « Benard » il n'est pas impossible que nous le cédiions.

Le groupe Gazocéan poursuit, d'autre part, sa politique de diversification, notamment dans le domaine des engrais. Il est associé avec des armateurs marocains et tunisiens pour le transport de l'acide phosphorique. Plus récemment des accords d'association ont été conclus avec l'Afrique du Sud pour le transport des produits chimiques, notamment vers l'Iran et l'Indonésie.

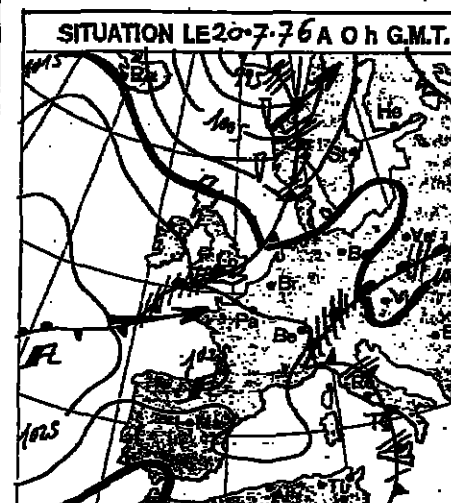
Ile-de-France

● AUTOROUTE A4 : PROTESTATION DU CONSEIL GÉNÉRAL DE SEINE-ET-MARNE. — Le conseil général de Seine-et-Marne a adopté une motion dans laquelle il déclare s'opposer énergiquement à l'installation de tout péage sur l'autoroute A4 entre Paris et Bailly-Romainvilliers (Seine-et-Marne). Il a adressé un télégramme à M. Robert Galley, ministre de l'équipement, demandant également l'arrêt immédiat des travaux d'installation de postes de péage à Saint-Maurice (Val-de-Marne).

Les travaux pour l'installation du péage urbain à Saint-Maurice ont cependant repris ce mardi matin sous la protection d'une cinquantaine de policiers.

AUJOURD'HUI

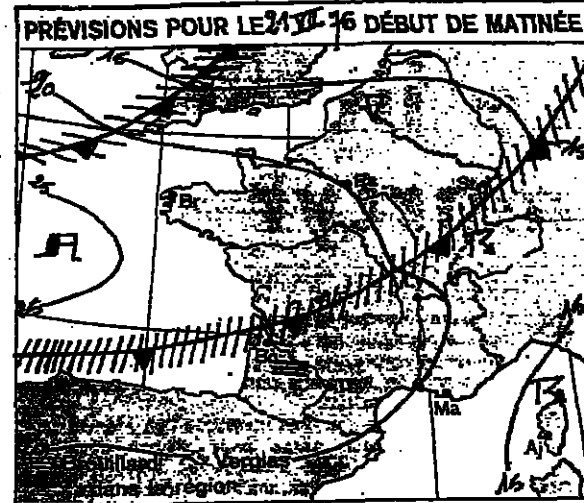
MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mardi 20 juillet à 0 heure et le mercredi 21 juillet à 24 heures :

Dirigé par la dépression centrée au sud de l'Espagne, l'air frais et instable venant du nord de l'Atlantique envahira la plus grande partie de l'Europe occidentale. Le front froid traversera la France dans un champ de pressions relativement élevées.

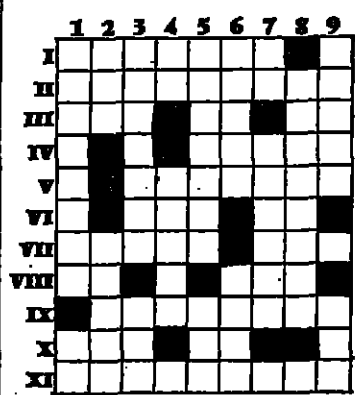
Mardi 21 juillet, liée au front froid, une zone pluvieuse étroite s'étendra rapidement de traverser la moitié sud-est de notre pays. Sur les Alpes et le Midi méditerranéen, les pluies seront précédées de quelques orages, puis un temps variable s'installera avec alternance d'éclairs et de sauges. Quelques averses auront lieu des Ardennes aux frontières de l'est, ainsi que sur les régions côtières de la Manche, où les vents de secteur nord-ouest deviendront assez forts et irréguliers. De violents orages sont également à craindre dans le Midi.



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 19 juillet ; le second, le minimum de la nuit du 19 au 20) : Alacort, 27 et 19 degrés ; Biarritz, 23 et 16 ; Bordeaux, 26 et 15 ; Brest, 20 et 16 ; Caen, 27 et 17 ; Cherbourg, 21 et 16 ; Clermont, 23 et 14 ; Dijon, 24 et 16 ; Grenoble, 17 et 16 ; Lille, 28 et 17 ; Lyon, 19 et 16 ; Marseille, 28 et 17 ; Nancy, 28 et 16 ; Nantes, 26 et 18 ; Nice, 28 et 20 ; Paris - Le Bourget, 27 et 19 ; Pau, 24 et 12 ; Perpignan, 27 et 21 ; Rennes, 28 et 17 ; Strasbourg, 27 et 18 ; Toulon, 24 et 17 ; Toulouse, 27 et 15 ; Vannes, 27 et 17 ; Valenciennes, 23 et 14 ; Zénaga, 24 et 17.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1513



HORIZONTALEMENT
I. Lorsque tout est fini...
II. En proie à une vive attirance.
III. Manche plus ou moins longue ; Part du gâble ; Préparation.
IV. Ne fit pas un voyage monotone.
V. A donc marqué de fidélité.
VI. Etat peu engageant ; Terme musical.
VII. Est souvent vague ; Roue inversée.
VIII. Proposition ; Le palais des illusions.
IX. Ne

mettent pas tous leurs œufs dans le même panier. — X. Est malin ; Unique. — XI. Joue un rôle protecteur.

VERTICALEMENT

I. Qui s'y frotte, s'y pique !
Symbole. — 2. Coule en Suède ; Permet de prendre patience entre les repas. — 3. On lui voit les côtes ; Doit s'attendre à être traité comme un chien. — 4. Pronom ; Dans la Mayenne. — 5. Bonne fête ; Se dresse avant le couvert. — 6. Royale comme on ne l'est plus ; Digne de respect. — 7. D'un auxiliaire ; Ne sait que ramper. — 8. Idéal pour les petites tailles. — 9. Grand, par définition ; Pas flottant.

Solution du problème n° 1512

Horizontalement

I. Ipéca ; Zut ! — II. Notifiera. — III. SL ; LR (Renault). — IV. Timoléon. — V. Iodine ; Oc. — VI. Ninas ; SDR. — VII. Ce ; G6 ; Ame. — VIII. Tr. — IX. Mesures. — X. Ras. — XI. Sol ; Essen.

Verticalement

I. Instincts. — 2. Policier ; Ro. — 3. Et ; Mon. — 4. Cl. ; Onagres. — 5. AP ; Lésées. — 6. Iles ; Vues. — 7. Zéro ; Saur. — 8. Ur ; Nommée. — 9. Tas ; Cresson.

GUY BROUTY.

Le centre de profit de l'Amérique...

...vous invite à prendre contact avec notre nouveau Bureau Européen pour être pleinement informé des nombreuses occasions d'investissements d'affaires au cœur de l'Amérique : en Arkansas (Etats-Unis)

L'Arkansas est situé à un carrefour stratégique : 70 millions de personnes sont à distance de livraison du jour au lendemain. L'Etat est desservi par des routes modernes, un réseau ferré très complet, de nombreux transporteurs aériens commerciaux et des rivières navigables débouchant sur les océans du monde via le fleuve Mississippi et le golfe du Mexique. Les entreprises européennes y trouveront un

climat social stable, d'amples ressources énergétiques, des plans de financement généreux et un grand nombre d'emplacements disponibles pour une implantation industrielle, à des prix raisonnables. Pour être complètement informé de toutes les occasions que l'Arkansas peut vous offrir, prenez contact avec le Bureau Européen du Gouverneur, dont les représentants sont Robert Adcock et Thorik Strigel.



Etat d'Arkansas
Bureau Européen du Gouverneur
Avenue Louise, 437 Bâtiment 4
B-1050, Bruxelles, Belgique
Tél (2) 649 60 24
Représentants européens :
Robert Adcock et Thorik Strigel.

Arkansas, USA

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75247 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4297-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
ES-ADMINISTRATIVE (seul Algérie)
90 F 160 F 220 F 300 F
Tous pays étrangers
PAR VOIE NORMALE
144 F 273 F 402 F 538 F

ETRANGER

Par messagerie
L - BELGIQUE - LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
115 F 210 F 307 F 400 F

II - TUNISIE

125 F 231 F 371 F 440 F
Par voie aérienne
l'avis sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rayer tous les noms proposés en caractères d'imprimerie.

Edité par la S.A.E.L. Le Monde.
Gérants :
Jacques Savary, directeur de la publication.
Jacques Savary.

Imprimé
du « Monde »
S. r. l. des Italiens
PARIS-IX
1976

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 37437.

هنا من العمل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LES CONSÉQUENCES DE LA SÉCHERESSE

La Commission européenne propose aux Neuf des mesures d'aide aux paysans

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — A la suite d'un tour de table qui a vu les ministres de l'Agriculture des Neuf exposer lundi et mardi 19 et 20 juillet, à Bruxelles, l'étendue des dommages provoqués par la sécheresse dans leurs pays respectifs, la Commission européenne a annoncé son intention d'arrêter, dans les prochains jours, un certain nombre de mesures visant à atténuer les effets de la sécheresse, et par là même à soulager quelque peu les éleveurs. Ceux-ci, sont, en particulier en France, en Belgique et au Luxembourg, les principales victimes de la situation.

Les mesures envisagées par la Commission répondent aux vœux de M. Bonnet. Elles restent néanmoins d'une portée limitée :

• La France, l'Allemagne, les Pays du Benelux, pourront continuer à opérer des achats d'« intervention » de vaches. La France avait été autorisée à prendre des mesures — dans la limite de 10 000 tonnes de viande — entre le 28 juin et le 31 juillet. L'autorisation sera prolongée jusqu'au 15 septembre et pourra porter sur 10 000 tonnes supplémentaires.

• Des aides sont accordées par la Communauté pour faciliter le stockage privé de viande. Les unités stockées pour le bénéfice du soutien financier de la C.E.E. passeront de 80 000 tonnes à 100 000 et 120 000 tonnes.

• Une série de mesures seront prises par la Commission afin de favoriser l'exportation de viande stockée vers les pays tiers.

Les ministres ont commencé à échanger lundi soir des propositions de la Commission visant à exposer une taxe sur la production de lait, afin d'associer les producteurs aux dépenses engagées pour résorber les excédents. Le débat a repris mardi. M. Bonnet n'a pas l'intention, pour sa part, d'exposer dans le détail la position du gouvernement français sur cette affaire : sans nier l'existence du problème, il estime que débiter longuement des moyens à mettre en œuvre pour faire participer les éleveurs à la

régularisation du marché laitier, alors qu'ils subissent pour l'instant les conséquences de la sécheresse, aurait une allure de provocation. — Ph. L.

M. BARRE : l'excédent des échanges agricoles restera « satisfaisant ».

« Nous nous attendons encore à un excédent satisfaisant de nos échanges agricoles », a déclaré, le 19 juillet, à France-Inter, M. Raymond Barre. S'agissant de la « dramatisation » des effets de la sécheresse, le ministre du Commerce extérieur a toutefois indiqué que le solde positif de la balance agricole serait plus proche de 1975 que de 1974, contrairement aux prévisions initiales.

M. Barre a, d'autre part, souligné que le montant des contrats conclus pour les ventes de blés d'équipement s'élevait, depuis le début de 1976, à 17 milliards de francs.

[En 1974, année exceptionnellement favorable, les échanges de produits agricoles et alimentaires avaient été excédentaires de 18 235 millions de francs. En 1975, le surplus s'était élevé à 4 622 millions de francs, à la suite d'une mauvaise récolte céréalière.]

CONSOMMATION

Le gouvernement danois revient sur un accord européen concernant les cosmétiques

De notre correspondant

Copenhague. — La rigueur du ministre danois de l'environnement, M. Helge Nielsen, ne s'est pas seulement exercée ces temps-ci contre les colorants alimentaires (« le Monde » des 6 et 14 juillet), elle l'a amené également à entrer paradoxalement en conflit avec les décisions du Marché commun auxquelles le gouvernement danois avait pourtant donné son plein accord.

A la fin du mois de juin, le conseil des ministres des Neuf avait adopté une liste de produits chimiques autorisés pour la fabrication des cosmétiques sans que la délégation danoise oppose aucune objection à ce choix. Celle-ci aurait même insisté pour que cette question soit réglée au plus vite. Or, à la suite d'une campagne vigoureuse lancée par le quotidien indépendant *Information*, M. Helge Nielsen, après en avoir discuté avec les autorités sanitaires et son collègue le ministre des Affaires étrangères, vient d'annoncer qu'il suspendait provisoirement son acceptation et

ordonnait une enquête pour déterminer si trois des produits inscrits sur ladite liste étaient ou non cancérogènes comme l'affirmait *Information* (il s'agit du diamantolène, du diamantophénol et du diamantobenzène, substances qui font partie toutes trois du groupe des amines aromatiques). Un des prétextes invoqués pour cette marche arrière a été notamment que l'inspection du travail n'avait pas été consultée avant le conseil des « Neuf ». Les autorités danoises ont décidé de s'adresser pour cette enquête à plusieurs organismes scientifiques, dont l'Organisation mondiale de la santé, le Centre de recherches sur le cancer de Lyon, et différentes institutions américaines et suédoises.

La liste approuvée par la C.E.E. ne doit avoir des effets légaux que dans dix-huit mois. Jusque-là, les pays membres sont donc libres de ne pas la respecter s'ils le désirent.

Dans les milieux politiques de Copenhague, on laisse entendre que cette curieuse situation a pour origine la façon chaotique avec laquelle les négociations avaient été menées à Bruxelles à ce sujet. La liste en question avait été présentée en effet au conseil des ministres des Neuf avec une série d'autres documents formant un ensemble. La délégation danoise l'aurait enterrinée sans broncher afin que ses partenaires ne fussent pas tentés de se focaliser sur l'électronique, dont l'importance est capitale aux yeux des Danois.

CAMILLE OLSEN.

FISCALITÉ

LA LOI SUR LES PLUS-VALUES EST PUBLIÉE A L'« OFFICIEL »

Le Journal officiel du 20 juillet publie le texte de la loi soumettant certaines plus-values à l'impôt sur les revenus.

Ce texte de quarante articles, approuvé en dernière lecture le 10 juillet, a été analysé dans le numéro du Monde du 13 juillet.

PATRONAT

LE C.N.P.F. SE PLAINT À NOUVEAU DE L'ACCROISSEMENT DES CHARGES SOCIALES

Le C.N.P.F., qui depuis des mois se plaint du poids excessif des charges sociales pesant sur les entreprises et réclame une intervention plus grande de l'Etat en cette matière, vient d'illustrer son propos par une étude chiffrée publiée dans son numéro de juillet de Notes et Arguments.

Pour un salarié gagnant 2 300 F par mois, l'employeur paie, chaque fois que le salarié touche 100 F, 156,58 F au lieu de 164,06 F en 1974 (soit + 1,5 %). Pour une rémunération de 3 800 F par mois, l'employeur verse (par 100 F de salaire touché) 158,68 F au lieu de 153,83 F il y a deux ans (+ 3,1 %).

Cet accroissement des charges, dû notamment à l'augmentation du taux des cotisations d'assurance-maladie et d'assurance-chômage, souligne le C.N.P.F., pose à nouveau le problème de la compétitivité des entreprises. (...) Il faut que l'Etat fasse un effort plus considérable en ce domaine.

A L'ÉTRANGER

• AUX ÉTATS-UNIS, la production industrielle a augmenté de 0,3 % en juin, ce qui représente la plus faible hausse depuis mars 1975 (+ 0,7 % en mai). Cependant, les experts de la Maison Blanche prévoient pour l'ensemble de 1976 une expansion plus rapide que prévu : + 6,8 % au lieu des 6,2 % pronostiqués en janvier. Selon leurs nouvelles estimations, l'inflation serait, en revanche, moins marquée : 5 % contre 5,9 % prévus au début de l'année, et le chômage moins élevé : 7,3 % de la population active, au lieu de 7,7 %. — (A.F.P.)

• UN ALLEMAND NOMME VICE-PRÉSIDENT DU GROUPE FORD. — M. Robert A. Lutz, président de Ford Allemagne, quarante-quatre ans, a été nommé avec effet immédiat vice-président de Ford, a annoncé le président de la compagnie. M. Henry Ford II. C'est la première fois qu'un Européen est appelé à un poste de direction aussi élevé dans la firme américaine. M. Lutz s'occupera à Dearborn (États-Unis), d'une nouvelle division internationale de la firme américaine, concernant la planification, le développement, la fabrication et la distribution des camions en Europe. M. Peter Welzer, trente-neuf ans, a été désigné pour lui succéder à la tête de la société west-allemande.

CORRESPONDANCE

Canadien en mission

« Dans la réglementation actuelle de l'aviation civile, il existe d'autres priorités que celles accordées aux avions en détresse ou aux urgences, et il est transportant des blessés. Mais, dans la pratique, il y a pas de contraintes capitales à l'encontre des Canadien », nous précise M. G. Charot, directeur de l'aéroport de Marseille-Marseille-Marseille, après l'article sur la lutte contre les incendies de avions par, dans le Monde des 4 et 5 juillet.

« Lorsque les Canadien annoncent « mission feu », ils bénéficient d'une priorité de fait. Si la proximité du feu ou les conditions météo exigent des pleins d'eau à sol, des noria sont parfois mises en utilisation au maximum la piste n° 2. Au demeurant, aucune réclamation n'a jamais été formulée par le chef de base. »

En général, les Canadien travaillent en équipe sur l'état de l'air, où ils ont toute liberté de manœuvre. L'aéroport met en outre en service sur le plan d'eau ne vedette avec deux plongeurs pour assurer la protection des installations et la sécurité des équipages.

(Publié)

GESTETNER HOLDINGS LIMITED

M. Olivier Giles Longley, président-directeur général de la G. Gestetner France, vient d'être nommé au conseil d'administration de Gestetner Holdings Limited qui contrôle l'organisation mondiale du groupe Gestetner. Cette nomination prend effet à partir du 1^{er} août 1976.

M. Longley continuera d'assurer ses responsabilités actuelles à la direction de Gestetner France. M. Longley est né le 30 septembre 1918 et est entré chez Gestetner en Grande-Bretagne en 1936. De 1938 jusqu'au début de la guerre, il a travaillé en Europe avec les filiales de la Société. Pendant la guerre, M. Longley a servi dans l'Armée Britannique, participant aux campagnes d'Égypte, Tunisie, Italie et Italie. Il a été décoré de la « Military Cross » lors du débarquement de Salerno en Italie.

M. Longley a quitté l'armée en 1946 avec le grade de Lieutenant-Colonel et a aussitôt rejoint Gestetner en tant que secrétaire général de la Société en France, et a été nommé successivement directeur général adjoint, directeur général et président-directeur général en 1963.

M. Longley a été président de la Chambre de Commerce Britannique en France de 1972 à 1974.

Gestetner Holdings Limited en France compte quatre-vingt-deux succursales couvrant l'ensemble du territoire français. Fondée en 1922, elle contribue, depuis cette date, à un meilleur équipement des entreprises et organismes français pour leurs communications écrites (copie et duplication).

THE WALL STREET JOURNAL

America's leading business and financial daily is now available in Paris. Ask for it at your favourite kiosk. In case of difficulty, contact distributors hereunder.

L'un des plus grands quotidiens d'affaires et financiers d'Amérique est maintenant disponible à Paris.

Demandez-le à votre kiosque.

En cas de difficulté, veuillez contacter la maison distributrice : N.M.P.P. - 233-44-22 - Département Étrangers.

hernie

SOUTÈNE COMME AVEC LES MAINS

SNIP HERNIAIRE - BANDAGES SOUPLES

INSTITUT HERNIAIRE

PARIS-14 - 7616 rue du Louvre - Tél. 233 73 34

PARIS-10 - 189 rue Lafayette - Tél. 607 70 17

PARIS-11 - 119 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LYON - 111 cours Lafayette - Tél. 47 14 14

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
19 JUILLET

Légère amélioration

Après neuf séances de incessante, une légère hausse s'est levée sur le 1 de Paris.

Une bonne quarantaine de valeurs ont ainsi progressé de manière assez sensible ce qui a attiré l'attention des opérateurs, faisant plus particulièrement la construction électrique, qui a même touché ces derniers l'alimentation et le secteur café. La métallurgie a même fait l'objet d'un regain d'attention.

Quatre litres, en outre, tenu la vedette avec des voisins de 4 % : Charbon, Compagnie bancaire

Cette dernière reprise, qui opérée toujours avec très peu de fautes, a été en grande partie putable à des causes techniques. Tombées à leur plus bas depuis ces mots, nombre de lettres françaises étaient redoublées à tort en raison de leur déviation (65,7 % en moyenne) avec des dividendes dans la majorité des cas. Ce qui, au reste, rapprochait de celui atteint (67,0 %) au cours de la formidable vague de surgesses à l'automne 1974.

Les organismes de placement collectif, encore appelés «darmes», en jargon boursier, leur aussi aidé le marché redresser en procédant dès à quelques achats, de manière à ramener les cours à l'approche de la liquidation générale. Celle-ci était mercredi prochain par la ré des primes. Ajoutons que ventes étrangères se sont fortement réduites, la baisse franc étalon n'a fait aucunement baisser les cours. C'est pas, cette fois, compen baisse du prix de l'or et l'o et le lingot a cédé 170 19 070 F (quatre 19 160 F). Les quelques pièces ont monnaie adouci en particulier, qu'auprès de 222 F. Le volume de transactions a augmenté 13,07 millions de francs et 9,84 millions.

LONDRES

matin à l'ouverture. Les industrielles s'efforcent sur un assez large front. Les pétroles, toutefois, sont mieux orientés. Stabilité des fonds d'Etat. Baisse des mines d'or.

DR (ouverture) (dollars): 110 .. contre 114 15	
CLOTURE	COBRS

VALEURS	CLOTURE		COUDS
	18/7	28/7	
War Loan 3 1/2 %	28	28	
Beecham	385	383 1/2	
British Petroleum	590	589 1/2	
Shell	432	428 1/2	
Vickers	367	372	
Imperial Chemical	367	372	
Courtauld	133	132	
De Beers	296	293 1/2	
Western Holdings	13 3/4	13 1/2	
Rio Tinto Zinc Corp.	218	214	
West. Preference	16 1/4	14 3/4	

NEW-YORK

Irregulier

La tendance a été empreinte d'une grande irrégularité en ce début de semaine, hausses et baisses se succédant à un rythme rapide. Finalement, l'indice des industrielles s'est établi à 990,83, soit à 2,38 points au-dessus de son niveau de vendredi. L'activité s'est ralentie, 18,20 millions d'actions changeant de mains contre 20,45 millions vendus.

Le sentiment était très positif sur le marché.

Le gonflement subit de la monnaie, au cours de la semaine du 8 au 15 juillet fait craindre beaucoup un prochain durcissement de la politique de la Réserve fédérale. En revanche, les résultats satisfaisants de nombreuses entreprises pour le second trimestre contribuent à entretenir un climat relativement optimiste et partant, à encourager des achats non négligeables sur les valeurs concernées.

Le fait saillant de la séance a été constitué par la forte hausse des mines d'or en liaison avec la chute du prix du métal fin.

Sur 1 862 valeurs traitées, 768 sont repliées, 644 ont monté et 4 n'ont pas varié.
Indices Dow Jones : transport 227,33 (— 1,34); services publics 89,71 (+ 0,16).

50.71 (+ 0.10).

VALEURS	COURS 18/7	COURS 19/7
---------	---------------	---------------

Alcona	56 1/4	56 3/4
A.T.T.	56 7/8	57
Boston	41 1/8	41 1/2
Buffalo	56 1/2	56 1/2
De Pont de Nemours	134	134 1/2
Edison Kodak	100 1/2	100 1/2
Ford	57 1/4	57 1/2
General Electric	58 1/4	57 7/8
General Motors	58 1/2	58 1/2
Goodyear	63 1/8	63 1/2
I.M.	22 5/8	23
J.M.	27 1/2	27 1/2
Kamaco	36 1/2	36 1/2
Kennecott	37	34 5/8
Mobil Oil	58 5/8	58 5/8
Prizer	20 1/2	20 1/2
Schlumberger	39 1/8	39 1/8
Texas	27 1/2	27 1/2
Union Carbide	62	62 1/2
U.S. Steel	63 1/2	62 5/8
Westinghouse	18 1/2	18 1/2

COUPURE DU DOLLAR A TOKYO

	19/7	28/7
1 dollar per pound	222.25	222.25

1 dollar (en yens) ...	293 85	293 3
Taux du marché monétaire		

BOURSE DE PARIS — 19 JUILLET - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

REELS 105 CONT. FILMS NOT CONTIGUES TO CONSECUTIVE REELS IN PREVIOUS COLUMN.

[illegible][illegible]

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

VALEURS					VALEURS				
Prémier cours	Dernier cours	Compt. précédent	Compt. clôture	Compt. premier cours	Compt. précédent	Compt. clôture	Compt. premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
150 10	151 10	180 10	10	540	J.B.L.	513	511	511	520
89 40	89 40	90	120	810	Tél. Electr.	789	787	782	780 50
			120	120	« (Oij.) »	126	127	126	126 50
				220	Tél. Electr.	538	536	551	555
85 10	85 10	78 75	78 75	195	Terrus Rung.	83 10	82	82	83 10
94 50	94 50	94 50	94 50	220	« (Oij.) »	126	127	126	126 50
227	227	223	75	195	U.S.E.	138	138	138	203 50
421	425	421	61	195	U.C.S.	172	170	170	171 50
73	73	73	73	195	« (Oij.) »	126	127	126	126 50
381	388 10	388 50	70	195	U.T.A.	64 80	62	61	60 50
75	75	75	75	195	« (Oij.) »	126	127	126	126 50
250	252 50	250	478	195	« (Oij.) »	126	127	126	126 50
154	154	150	80	195	« (Oij.) »	126	127	126	126 50
				285	« (Oij.) »	126	127	126	126 50
				18	Amer. Tel.	273 90	273	270	270
				122	Anglo.	15 45	15	15 05	15
				126	« (Oij.) »	126	127	126	126 50
				246	« (Oij.) »	126	127	126	126 50
				310	BASF (Akt.)	382	381	380	312
82 30	82 30	81 10		310	« (Oij.) »	126	127	126	126 50
39	39	39	39	310	BASF (Akt.)	382	381	380	312
43	43	43	43	310	« (Oij.) »	126	127	126	126 50
231	231	228 50	320	310	BASF (Akt.)	382	381	380	312
329	329	328 50	435	310	« (Oij.) »	126	127	126	126 50
126	126	126 10	130	310	BASF (Akt.)	382	381	380	312
46	46	46	46	310	« (Oij.) »	126	127	126	126 50
425 90	424 20	426	478	310	BASF (Akt.)	382	381	380	312
				310	« (Oij.) »	126	127	126	126 50
				310	BASF (Akt.)	382	381	380	312
				310	« (Oij.) »	126	127	126	126 50
				310	BASF (Akt.)	382	381	380	312
				310	« (Oij.) »	126	127	126	126 50
				310	BASF (Akt.)	382	381	380	312
				310	« (Oij.) »	126	127	126	126 50
				310	BASF (Akt.)	382	381	380	312
				310	« (Oij.) »	126	127	126	126 50
				310	BASF (Akt.)	382	381	380	312
				310	« (Oij.) »	126	127	126	126 50
				310	BASF (Akt.)	382	381	380	312
				310	« (Oij.) »	126	127	126	126 50
				310	BASF (Akt.)	382	381	380	312
				310	« (Oij.) »	126	127	126	126 50
				310	BASF (Akt.)	382	381	380	312
				310	« (Oij.) »	126	127	126	126 50
				310	BASF (Akt.)	382	381	380	312
				310	« (Oij.) »	126	127	126	126 50
				310	BASF (Akt.)	382	381	380	312
				310	« (Oij.) »	126	127	126	126

